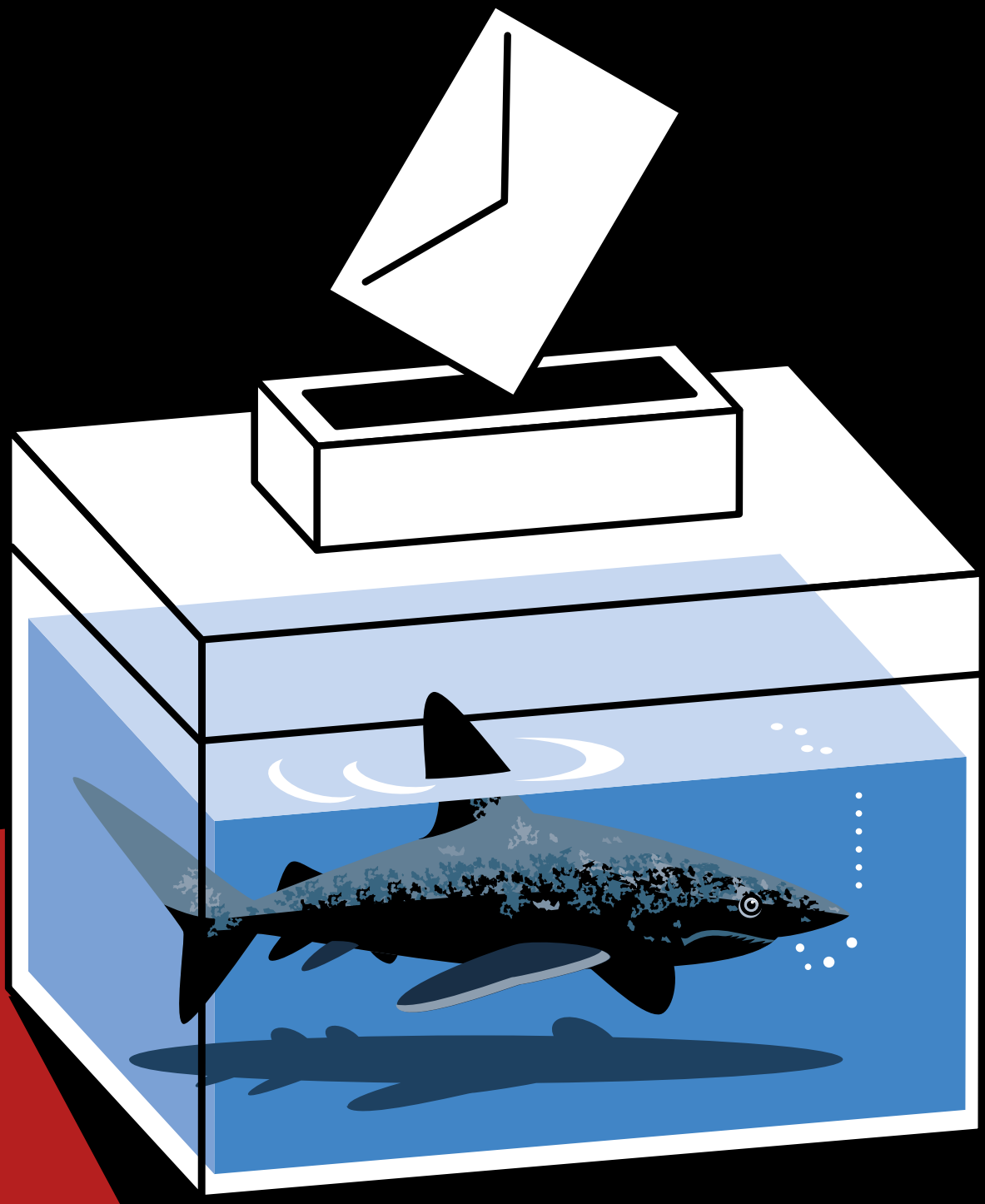
LE MONDE LIBERTAIRE

N°1827 AVRIL 2021 4 €

LE MENSUEL SANS DIEU NI MAÎTRE DE LA FÉDÉRATION ANARCHISTE
MEMBRE DE L'INTERNATIONALE DES FÉDÉRATIONS ANARCHISTES

Fais abstention !



SOMMAIRE INTERACTIF

N° 1827 – AVRIL 2021

1 Couverture Dessin d'André Faber
3 Édito Distançons-nous de chaque maître.
3 Faits d'hiver Un Dupont peut en cacher un autre !
3 Strip Monsieur Lhomme. Je ne voterai pas.

TERRAINS DE LUTTES

4 Liberté, Égalité, Adelphité : les black blocs.
6 Ultime liberté. Mourir dans la dignité.
7 Virus féministe contre le virus sexiste et capitaliste.
8 Agressions de féministes et de survivantes de la prostitution.
10 À faire dégueuler un vélo !
11 NON à la Soumission, au Nationalisme et à l'Uniforme

LA VIE MODERNE

12 Sous haute surveillance
14 Robocratie : science et politique
15 Robocratie. « AAR » Apartheid Assisté par Robot

HISTOIRE

16 Nicola Sacco et Bartolomeo Vanzetti
20 L'anarchisme et la république en Espagne (2)
22 Les aventures d'Élisée Reclus à Bruxelles (5 et dernier)

PASSE-PORTS

24 Liberté pour les prisonniers politiques en Espagne
26 Tchernobyl : un site touristique ?
28 Sandro Castro, petit-fils de Fidel Castro …
29 Le Guetteur : Aux origines …

RÉFLEXIONS

30 Jeunisme et âgisme sont sur un bateau, jetez-les à l'eau !
32 Intersectionnalité, antisémitisme et autres fariboles.
34 Le décervelage et la servitude sont en marche…
35 Un homme, ça s'empêche.
36 L'aversion au risque chez les bourgeois.
37 De l'instruction en famille

DOSSIER AGIR AU LIEU ÉLIRE

38 BD de C. MoA
39 Tu as voté et après ?
40 Tirade anti-scrutin (à déclamer sur les marchés).
41 Quand je serai maître du monde et de sa grande banlieue.
42 Du pouvoir et de la jouissance névrotique qu'il engendre !
44 Sur le marché de la pensée : du pouvoir à la responsabilité
46 49.3 nuances de gré
48 Être gouverné

48 Crise de foi : Dieu en passe de perdre la vue ?

FICHES DE LECTURE

49 La femna a l'eissarpa de fuóc
49 Un continent sous contrôle étasunien
50 Des inédits d'Emma Goldman
50 Retrouver Stig Dagerman
51 Récit de vie dans les communautés californiennes en 1968
51 Travailleurs et travailleuses du fer
52 Un polar au poil
52 La presse anarchiste se porte bien, merci.

53 Annuaire des groupes et liaisons de la FA
55 BD : Bad Rabbit
56 Affiches électorales par C. MoA

BULLETIN D'ABONNEMENT

LE MONDE LIBERTAIRE

Je choisis mon abonnement

FRANCE MÉTROPOLITAINE ET DROM-COM

• **tarif réduit :** chomeur·se·s, étudiant·e·s • **gratuit** pour les détenu·e·s.

abonnement	standard	soutien	tarif réduit
un an numérique	☐ 11 numéros **22 €**	☐ 11 numéros **42 €**	☐ 11 numéros **11 €**
un an papier + numérique	☐ 11 numéros **44 €**	☐ 11 numéros **85 €**	☐ 11 numéros **22 €**
durée libre papier + numérique	prélèvement automatique ☐ **11 €** / trimestre	☐ **21 €** / trimestre	☐ **5, 5 €** / trimestre
offre d'essai 3 mois	☐ papier + numérique **6 €**		

ÉTRANGER abonnement papier + numérique (uniquement virement et Paypal)

• **tarif réduit :** chômeur·se·s • **gratuit** pour les détenu·e·s.

abonnement	standard	soutien	tarif réduit
Union Européenne et Suisse (si paiement en €)	☐ 11 numéros **49 €**	☐ 11 numéros **89 €**	☐ 11 numéros **24 €**
reste du monde	☐ 11 numéros **65 €**	☐ 11 numéros **105 €**	☐ 11 numéros **32 €**

J'envoie ce bulletin

sous enveloppe affranchie avec mon règlement à :
Les Publications libertaires – 145 rue Amelot 75011 Paris

☐ **par chèque bancaire :** libéllé à l'odre de « Les Pulications libertaires »

☐ **par virement bancaire : IBAN FR76 4255 9100 0008 0015 1423 617 – BIC CCOPFRPPXXX**

☐ **par prélèvement (abonnement à durée libre) JOINDRE UN RIB**

COMPTE À DÉBITER TITULAIRE

IBAN : ⌊⌊⌊⌊ ⌊⌊⌊⌊ ⌊⌊⌊⌊ ⌊⌊⌊⌊ ⌊⌊⌊⌊ ⌊⌊⌊⌊ ⌊⌊⌊⌊ . . . **BIC** : ⌊⌊⌊⌊⌊⌊⌊⌊⌊⌊⌊

mon adresse de livraison

Nom .....

Prénom .....

Adresse .....

.....

Code Postal .....

Ville .....

Date : ⌊⌊ ⌊⌊ ⌊⌊⌊⌊

signature : .....

J'autorise l'établissement tireur de mon compte à effectuer sur ce dernier les prélèvements pour mon abonnement au journal LE MONDE LIBERTAIRE. Je pourrai suspendre à tout moment mon service au journal par courrier ou par courriel :

administration-ml@federation-anarchiste.org.

ORGANISME CRÉANCIER : PUBLICATIONS LIBERTAIRES
145 RUE AMELOT 75011 PARIS
N° NATIONAL EMETTEUR : 58 50 98

signature obligatoire :

***Le Monde libertaire* est disponible en vente directe et à l'unité sur le site du journal www.monde-libertaire.fr**

ÉDITO

Distançons-nous de chaque maître

Tu as vu, on nous vend la démocratie représentative comme d'autres nous vendent Noël en novembre, la rentrée en juillet et la fête des mères dès le 9 mars. Surtout, à défaut d'être les premiers du grand cirque électoral, être les premiers à annoncer la liste des candidat.es en vente.

Pour nous qui n'entrons pas dans ces boutiques il serait facile de dire une fois de plus « élections piège à cons » (désolé Monica cf. ML de mars), mais voyons le problème autrement :

Tu es dans un bateau, parti pour un voyage plus ou moins long. De la race des premiers de croisière, tu t'arranges pour que soit désigné le skipper qui répondra le plus à tes attentes. Inutile pour toi de tenir le gouvernail. Le MEDEF ne présente pas de candidats.

De la race des passagers insouciants, tu votes pour un skipper qui t'a promis l'île de tes rêves et qui t'emmènera à la destination de SON choix.

Je ne te parle même pas du cas où le skipper t'oblige à ramer…

Nous te proposons d'agir sur la conduite du bateau. Pas question de virer le gouvernail, juste de virer le pouvoir - qu'il représente pour celui qui a la main dessus - par la responsabilité de rendre le voyage le plus agréable possible pour toutes et tous. Mais là, on te demandera un effort. Tu ne souhaites pas que l'on décide pour toi de la route à suivre alors prends ta part de responsabilité, les taches sont multiples, agis, sors de ton transat et, comme d'autres, prends ton tour de responsabilité au gouvernail. Sinon tu es mal barré.

Agir au lieu d'élire… lis les articles sur les black blocs, les manifestations féministes, contre le SNU, pour une fin de vie digne et tu souriras la prochaine fois qu'on te dira « Si tu ne votes pas, c'est que tu ne t'intéresses pas à la politique ». Si, mais au sens noble… Autre sujet, il y a 35 ans un nuage radioactif s'arrêtait à la frontière. À lire l'article sur le tourisme (ir)radieux à Tchernobyl… Bonne lecture.

Bernard

LE MONDE LIBERTAIRE

Le Monde libertaire
145, rue Amelot
75011 Paris

Direction de la publication :
Dominique Lestrat

Maquette mise en page
Philippe Camus
(ductus@me.com)

Prix de vente au n° : 4 €

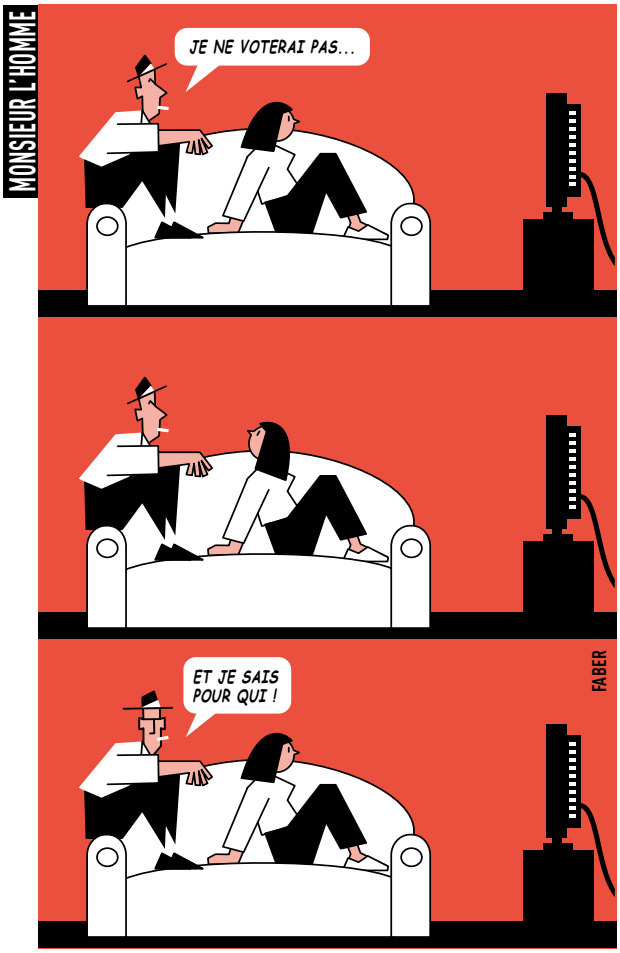
Dépôt légal :
1er trimestre 1977

N°ISSN :
0026-9433

Commission paritaire :
0624D80740

Numéro d'imprimeur :
19070146

Impression
Corlet Imprimeur
ZI Rue Maximilien-Vox 14110
Condé-sur-Noireau



FAITS D'HIVER
UN DUPONT PEUT EN CACHER UN AUTRE !

Jadis, c'est-à-dire hier, quand il était avocat des « pauvres », Maître Dupont-Lamborghini tonnait dans les prétoires pour éviter la prison à ses clients.

Désormais ministre de la « Justice », le discours, c'est incroyable, a changé. Alors que les prisons sont de nouveau surpeuplées (trois, quatre taulards dans 10 m² avec des matelas à même le sol), que l'Europe et la contrôleuse générale des lieux de privation de liberté dénoncent « l'état immonde de certaines cellules infestées de vermine, de rats, d'humidité et de saleté », que propose-t-il pour remédier à tout cela ? Rien moins que la suppression des réductions de peine « automatiques » qui étaient déjà automatiquement supprimées en cas de « mauvaise conduite ». Désormais, ces réductions seront soumises aux « efforts » des détenus pour se soigner, travailler ou se former. Ah, mais ! Sauf que, corona-machin oblige, il n'y a quasiment plus de travail ni de formation en prison. C'est bêta !

Soyons positifs, si les deux frères Dupont et Dupond de Tintin et Milou resteront à jamais dans nos mémoires, celui-là, et son cynisme à faire dégueuler un vélo, ne figurera qu'à la rubrique… Rastapopoulos.

Jean-Marc Raynaud

Liberté, Égalité, Adelphité
LES BLACK BLOCS

Que n'a-t-on pas entendu sur les black blocs ? De vilains « casseurs » pour la nébuleuse bourgeoise et soi-disant bien-pensante, des compagnon.nes de lutte juste un plus énervé.es que les autres pour une grande partie des contestataires de l'ordre établi, ou bien encore, des idiots utiles du système pour les manifestants non-violents. Alors, faut-il casser pour se faire entendre ? L'utilisation de la violence comme forme de lutte est-elle légitime ? Mais qui sont les black blocs, et comment et pourquoi font-ils ça ? Je sais, ça fait beaucoup de questions mais bon, on a le temps non ?

L'origine du terme anglais *black bloc*, littéralement *bloc noir*, remonte au début des années 1980 et est une traduction de l'allemand *schwarze block*. Ce serait en effet la police de Berlin-Ouest qui aurait donné ce nom à cette forme d'action collective consistant à se regrouper en masse lors de manifestations, vêtus et masqués de noir, afin de manœuvrer en bloc compact, se protéger mutuellement et, éventuellement, affronter les forces de l'ordre ou lancer des attaques contre des cibles précises. Formées essentiellement d'activistes issus des mouvements autonomes, les premières actions de ces *schwarze block* consistaient à défendre des squats ou des lieux autogérés menacés d'expulsion.

À partir du début des années 1990 et jusqu'à nos jours, les black blocs se sont multipliés de par le monde, aux côtés ou en marge des mouvances anticapitalistes surtout, avant d'épouser d'autres causes connexes.

Un casse-tête pour les RG

Notons encore que l'expression *black bloc* désigne tout autant des structures éphémères utilisant des tactiques de manifestations ou des formes d'action directe collectives, que ces groupes et les individus qu'ils réunissent autour d'une même idéologie.

De l'aveu même de celles et ceux qui les composent, les black blocs sont plus une tactique qu'une organisation. Constitués d'individus et de groupes d'individus, organisés ou non et sans appartenance formelle, ils n'ont ni organigrammes, ni figures centralisées et encore moins de hiérarchie.

D'abord autonomistes, anticapitalistes et antifascistes, les black blocs évoluent vers l'anticonformisme, l'internationalisme, l'altermondialisme, l'anti-autoritarisme, l'anti-patriarcat, l'écologisme radical, et plus récemment, vers le féminisme et le mouvement queer radical. Leurs membres sont, au choix, autonomistes, libertaires, anarchistes, ou proches d'autres tendances de la gauche radicale et même, institutionnelle. Ils/Elles ont généralement acquis une expérience militante nourrie d'une réflexion politique.

Les activistes formant les black blocs sont donc politisé.es et défendent des causes justes. Ils/Elles ne sont par conséquent pas des voyous, ni des pilleurs ou des casseurs, mais des militant.es. Et si certain.es ont commis ces erreurs, c'est le plus souvent par inexpérience : des jeunes encore peu aguerris aux pratiques des black blocs et n'en ayant pas encore intégré tous les codes. Toutefois, certaines déprédations ou casses sont, elles, l'œuvre de véritables voyous se mêlant aux blacks blocs ainsi que de policiers infiltrés.

Les black blocs incarnent ainsi une forme de résistance face à la hiérarchie des sphères du pouvoir et à l'État qui protège la concentration des richesses dans les mains d'une poignée de nantis et asservit le reste des populations. Ils opèrent une critique radicale de la société en dénonçant notamment cette fausse démocratie, puisqu'elle n'est pas directe, responsable du système violent et oppressif imposé. À l'obéissance docile aux normes et aux lois, ils opposent la désobéissance civile et l'action directe.

Un casse-briques pour les symboles

De la sorte, il est primordial d'insister sur le fait que les black blocs ne s'en prennent qu'aux symboles et aux outils du capitalisme et de l'État qui le sert. Ainsi, sont le plus souvent visés, les banques, les multinationales, la publicité, la restauration rapide, la police, les caméras de surveillance, les tribunaux et autres bâtiments étatiques. On peut parler alors d'une casse politique et ciblée, et non de violence aveugle. Ce n'est pas du n'importe quoi, comme le propagent souvent les grands médias.

Soulignons aussi (au trait rouge et noir ?) le fait que ces violences ne sont commises que contre des objets et du matériel, et pas contre des êtres humains. Bien que, et c'est là la seule exception, les forces de l'ordre, soient parfois visées, car considérées comme des agents politiques puisqu'elles sont le bras armé de l'État et du capital. Les black blocs considèrent à juste titre, qu'un individu en armure, prêt à frapper violemment d'autres individus simplement parce qu'il en a reçu l'ordre, perd momentanément l'exception qui prévaut quant à l'utilisation de la violence.

Ces militants ne cherchent pas à blesser et à tuer, même s'il y a eu quelques inévitables dérapages. Mais que sont ces dérapages face aux violences policières

À GAUCHE, PHOTO : HUGUES LÉGLISE-BATAILLE.
À DROITE : « **LE VANDALISME, C'EST DE NE PAS AVOIR D'HÔPITAUX** »

qui se font toujours plus brutales et impitoyables et qui, elles, sont délibérées ? Les forces gouvernementales, accoutrées et armées comme pour partir à la guerre, provoquent, rien que par leur seule présence. Et il paraît évident d'imaginer que sans eux, il n'y aurait pas de violence.

Depuis toujours, les forces de l'ordre sont les larbins du pouvoir et des dominants. Elles sont le côté obscur de la force. Et les affrontements avec ces forces militarisées et légalisées sont une manière de contester le monopole de la violence que détient l'État. Ce dernier a rendu légal pour lui-même l'usage de la violence, et l'a ainsi légitimé aux yeux des populations. Mais, n'est légitime que celui qui parvient à asseoir sa domination sur les autres.

Cette casse politique et ciblée à laquelle s'adonnent les black blocs - on s'attaque aux objets et on ne fait pas de victimes - replace l'humain comme valeur fondamentale, face aux objets justement, tant adulés par le capitalisme.

Un casse-gueule pour l'État

La première des violences est celle sociale du capitalisme et de l'État : la servitude quasi imposée, la pauvreté, les exclusions, les inégalités diverses, les injustices innombrables, les brutalités policières, etc. Face à cette violence qui profite à la bourgeoisie et aux capitalos, et dont ils n'imaginent pas toujours l'ampleur, il est juste de perturber l'ordre social et d'exprimer une colère légitime, en créant un rapport de force face aux boucliers de l'État. C'est pourquoi, les black blocs répondent à la violence institutionnelle, par une violence insurrectionnelle et révolutionnaire. Fracasser une vitrine de banque n'est donc plus grand-chose en comparaison à la violence du système dominant qui est bien plus criminelle.

On peut aussi parler de violence créatrice des black blocs. On cherche à détruire l'État et le capital mais pour le remplacer par un nouveau système plus juste et égalitaire, consistant en la réappropriation de nos vies et des biens communs universels. Remarquons encore que lorsque les black blocs défilent dans le calme avec les autres manifestant.es, et c'est souvent le cas, les médias institutionnels n'en parlent pas. Et ce n'est que lorsqu'ils ont recours à l'action directe que ces grands médias inféodés au pouvoir les remarquent alors, et surexploitent leur violence sans ne jamais chercher à la comprendre vraiment. On ne compte plus les absurdités publiées sur les black blocs, ou encore les casses gratuites montrées comme des faits des black blocs. Ces clichés et cette désinformation orchestrée ne vise bien entendu qu'à criminaliser les luttes et à discréditer ainsi les contestataires, afin de les opposer entre eux et d'opposer les populations entre elles.

Alors, Madame la boulangère, lorsque des individus cagoulés sont entrés dans votre boutique pour la détruire puis voler la caisse et le reste des petits pains au chocolat, ce n'était pas des black blocs, mais des voleurs ! Faire passer les black blocs pour des pilleurs ou pour une poignée d'extrémistes ne cherchant qu'à casser est bien pratique pour le pouvoir. Mais malheureusement, le cirque médiatique aidant, cela fonctionne assez bien.

Pourtant, en France, en 2016 lors des grandes manifestations contre la Loi Travail, les black blocs se sont imposés au premier rang, à la place du traditionnel bloc syndical. Et depuis, c'est dans de nombreuses manifestations qu'ils sont désormais le cortège de tête. Plus récemment, ce sont des Gilets jaunes que l'on a vus dans les manifestations aux côtés des black blocs, reprenant leurs combats politiques et leurs tactiques, et eux aussi, réprimés par une brutalité policière d'une violence presque inconcevable.

Bien que rejetés par une partie des militants pacifistes ou non-violents qui pensent que leurs actions décrédibilisent les manifestants et font le jeu de l'État, les black blocs œuvrent à la convergence des luttes. D'ailleurs, et contrairement à ce qui est souvent avancé, ils n'infiltrent pas les manifestations, mais en sont partie intégrante et cherchent à les rendre vivantes.

Pour les black blocs, il est impossible de changer les choses sans perturbation, et l'Histoire nous le montre : aucun gain social n'a été acquis sans lutte sociale plus ou moins violente de part et d'autre. Les « gentils », la gauche non-violente, ne gagnent jamais selon les black blocs, mais ne manifestent simplement que pour se défaire d'une frustration et d'un sentiment d'acceptation, et protègent de cette façon l'État et le capital.

Cependant, les black blocs ne croient pas nécessairement que le recours à la violence soit systématique et ni qu'il s'agisse là de la forme la plus pure du militantisme. Ils/Elles rêveraient même de ne plus jamais y avoir recours, en accord avec le monde pacifiste qu'ils souhaitent.

N'oublions jamais ceci : c'est l'État qui définit le niveau de violence. Sans sa propre violence sociale, puis policière pour la maintenir, il n'y aurait pas de violence en retour. Tout en restant critique, comprenons que la réponse violente des black blocs peut être justifiée, mais pas systématique.

Frédéric Pussé
FA - Moselle/Luxembourg
Le 14 janvier 2021

Sources principales : Wikipédia et certains écrits de Francis Dupuis-Déri, que je recommande vivement pour approfondir le sujet.

ULTIME LIBERTÉ
Mourir dans la dignité

Ultime liberté, c'est le nom d'une association qui se bagarre pour un droit restant à conquérir : celui de pouvoir choisir sa mort. Ce combat, qui est aussi le nôtre, n'est pas sans risques – certes non mortels – mais… Qu'on en juge !

Liberté de mourir, ultime dignité

Ultime liberté, « la seule association dont le but est de perdre des adhérents », est née en 2009 d'une « dissension philosophique » avec l'ADMD (Association pour le droit de mourir dans la dignité). Certains, en effet, souhaitaient « une loi pour l'euthanasie à la belge, avec des critères de maladie et de souffrance ». D'autres souhaitaient une loi reconnaissant, of course sous certaines conditions de bon sens, le droit de pouvoir choisir sa mort. Les premiers se contentaient de pouvoir mourir dans la dignité. Et c'est déjà énorme. Les seconds ne s'en contentaient pas. Un débat de fond entre pouvoir mourir dans la dignité et pouvoir choisir sa mort. Deux points de vue nullement contradictoires mais significatifs de l'éternel débat entre réformistes et radicaux.

La loi Claeys-Léonetti de 2016, qui proscrit l'euthanasie et le suicide assisté, autorise seulement l'arrêt des traitements sur un malade en cas « d'obstination déraisonnable », satisfaisait en grande partie l'ADMD. Quant à ceux qui souhaitaient mourir sereinement chez eux pour raisons médicales ou autres, ils pouvaient toujours, dixit Léonetti, se suicider ou se rendre en Suisse, pour ce faire, dans des conditions civilisées, contre, bien sûr (tiens tiens) monnaie sonnante et trébuchante. Ils se sont, bizarrement, résolus à rejoindre Ultime liberté qui, en attendant une autre loi ouvrant le droit à pouvoir choisir sa mort, se proposait d'aider ceux qui n'avaient pas les moyens d'aller en Suisse ou qui voulaient conquérir ce droit. Les aider ? Mais comment ? Tout simplement en les informant sur comment se procurer du Nembutal (interdit en France depuis 1996, mais utilisé dans d'autres

pays pour le suicide assisté, aux USA pour l'exécution de condamnés à mort… et quasiment en vente libre sur Internet) ou autres produits du même tonneau. Mon grand-père atteint d'un cancer généralisé, qui s'est suicidé avec son fusil de chasse et qui a mis de la cervelle partout, aurait aimé pouvoir faire plus écolo. Bref, et puis cette information, que dispensait Ultime liberté, visait à prévenir des arnaques et autres contrefaçons sévissant dans cette jungle qu'est le soi-disant libre marché made in capitalisme ultra-libéral. Comme n'importe quelle organisation de consommateurs.

On s'en doute, pour le gouvernement de Jupiterminator, alias Macron 1er de cordée, cela ne pouvait être toléré plus avant. Et, donc… !

Mourir de rire

Le 15 octobre 2019, à l'aube, trois cents (rien que ça) militaires, après une longue et « minutieuse » enquête, débarquèrent pour perquisitionner et mettre en garde à vue, une bande de terroristes œuvrant dans le narcotrafic international. Moyenne d'âge de ces terroristes, entre 71 et 94 ans. Surprise des gendarmes qui, bien que pas très futés, en furent tout esbaudis. D'autant plus que les perquisitions ne donnèrent rien. Pas de stocks de produits illicites, hormis pour quelques personnes, une boîte de Nembutal pour usage personnel. Et que l'examen des ordinateurs ne révéla pas autre chose que des infos et des conseils. Bref, qu'est-ce qu'on fait chef ? Et en plus, ils se moquent de nous. Ils nous offrent le café et l'un de ces vieillards facétieux a même fait semblant d'avaler son Nembutal.

En clair, le bide total ! Tous ces vieux fourneaux ne dealaient pas. Ils informaient juste sur comment ne pas se faire arnaquer dans le libre marché capitaliste.

Le ridicule, hélas, n'ayant jamais tué personne, une dizaine de petits vieux et petites vieilles se sont néanmoins retrouvés le 3 mars 2021 sur les bancs de l'infamie du tribunal judiciaire de Paris. Motif : « acquisition, détention, importation de plantes classées comme psychotropes…, propagande en faveur de produits permettant de donner la mort ». Jugement en délibéré. Heureusement que la peine de mort a été abolie, sinon, les accusés y auraient eu droit et auraient applaudi au verdict.

Du droit à mourir dans la dignité à la liberté de choisir sa mort

Ces jours-ci, le Sénat (à majorité de droite) vient de voter contre une proposition de loi de la ci-devant sénatrice PS Marie-Pierre de la Gontrie posant le droit à bénéficier, sous conditions, de l'aide active à mourir selon deux modalités : l'assistance médicale au suicide et l'euthanasie. Sacré Sénat ! Sacrés socialos qui auraient pu voter une telle loi quand ils étaient au pouvoir et qui ne la voteront pas davantage si, par miracle, ils y accédaient de nouveau !

Aujourd'hui, et c'est nouveau et encourageant, une majorité de français ••••

et de françaises est favorable au droit, sous conditions de bon sens (plusieurs entretiens médico-psycho… ordonnance pour se voir délivrer le passeport médicamenteux pour…) de pouvoir se suicider, c'est-à-dire choisir sa mort, ou d'être euthanasié quand on est au bout du bout. Mais le pouvoir, c'est-à-dire tous les pouvoirs, s'y opposera toujours et ne s'y résoudra que contraint et forcé. Pourquoi ? C'est simple !

La liberté de pouvoir choisir sa mort porte en elle, comme la nuée porte l'orage, le désir de la liberté de pouvoir choisir sa vie. Et ça… le gouvernement, le patronat, les Églises, les chefaillons de toutes sortes, la Bourse (ou la vie), le PSG… s'en méfient comme de la peste. Pas suicidaires, eux ! On l'aura donc compris, s'il est des droits qui peuvent être accordés, la liberté, elle, ne peut que se conquérir. Et, en ce sens, se battre pour l'ultime liberté c'est d'abord se battre pour la liberté maintenant.

Choisir sa mort, c'est d'abord choisir sa vie !

Jean-Marc Raynaud

VIRUS FÉMINISTE
contre le virus sexiste et capitaliste

À Paris, deux événements pour affirmer que les femmes sont dans la rue, qu'elles ont des milliers de raisons pour manifester et crier haut et fort leur colère.

Un rassemblement sur la Place de la République le dimanche 7 mars et une manifestation le lundi 8 mars, de Port-Royal à République, jour de grève à l'appel des féministes et des syndicalistes regroupés dans le collectif « On arrête Toutes ».

Les raisons de la colère

La crise sanitaire a mis en lumière le rôle fondamental des femmes dans la société mais les premières de corvée ne sont toujours pas reconnues, notamment par des salaires et des carrières revalorisés. Les femmes restent parmi les plus touchées par la pauvreté et la précarité, effets de la crise économique et sociale engendrée par la COVID et par les politiques gouvernementales. L'augmentation des violences au sein du couple en période de confinement et tout récemment les témoignages concernant l'inceste et les violences sexistes et sexuelles appellent à une mobilisation générale de la société pour qu'enfin les victimes soient écoutées et entendues ! Mais force est de constater que les dénis de justice s'accumulent et qu'il a fallu que des milliers de témoignages affluent après la parution du livre de Camille Kouchner pour qu'une loi fixant un seuil d'âge pour le « consentement » soit proposée. Mais Julie, violée à 13 ans par vingt pompiers, serait consentante selon le Tribunal !

Concernant l'avortement, l'obstruction de parlementaires réactionnaires a fait échouer la proposition de loi d'allongement des délais, de suppression de la clause de conscience spécifique (double clause) et permettant aux sages-femmes de pratiquer une IVG instrumentale.

Ce 7 mars, le rassemblement se confondait avec les collectifs algériens et tunisiens qui manifestent tous les dimanches sur la Place de la République. Mais élément à souligner, la présence massive des femmes algériennes et tunisiennes se mêlant au rassemblement féministe, si bien que la place était couverte de toutes les couleurs : le violet, bien sûr, mais aussi le vert et le rouge, affirmation donc de la solidarité avec les femmes du monde entier. À la tribune, après des chants féministes et antimilitaristes, les prises de paroles ont dénoncé les violences et les discriminations : notamment la maman de Julie en guerre contre les pompiers qui ont violé sa fille, les femmes de chambre de l'Ibis Batignolles en grève depuis 19 mois, le collectif contre les violences obstétricales et médicales, les lesbiennes de CQFD contre la lesbophobie, les sans-papiers et migrantes pourchassées, etc. Noémie Delattre, comédienne, les Attentives, dans un spectacle féministe, les Femen, se sont intercalées, chacune à leur manière, pour crier leur colère. Les Femen ont ainsi lancé une *Alerte violette*.

Et cela, avant ce 8 mars, avant la grève féministe à l'appel de « On arrête Toutes ». Grève féministe qui touche à tous les domaines où les femmes sont reléguées à un rôle subalterne, opprimées, exploitées, violentées, invisibilisées : travail salarié mais aussi violences, vie politique, travail domestique, expression artistique et culturelle, etc.

Hélène Hernandez

AGRESSIONS
de féministes et de survivantes de la prostitution !

Cette année, comme en 2019 et en 2020, lors de manifestations féministes, mars ou novembre, des violences et des injures ciblent des survivantes de la prostitution et des féministes abolitionnistes. Bien sûr, les unes, survivantes et abolitionnistes, dénoncent les violences systémiques à la mafia prostitutionnelle et l'enfermement imposé aux personnes prostituées par les souteneurs, les proxénètes et les clients. Les autres prétendent que les personnes prostituées sont libres dans cette traite des êtres humains qui organise la prostitution. Et alors ! 150 ans après la Commune qui avait aboli la prostitution dans le XIe arrondissement de Paris, faut-il pour autant agresser des femmes qui ont eu le courage de sortir de la prostitution et de le revendiquer comme une liberté réelle pour elles ? Et agresser les féministes abolitionnistes qui les accompagnent dans ce parcours de sortie de la prostitution ? Et se dire de surcroît "antifascistes" ? Les deux communiqués suivants font état des prises de position de Osez le féminisme ! et de On arrête Toutes, communiqués soutenus par la quarantaine d'associations et d'organisations à l'appel des manifestations sur le plan national.

Hélène Hernandez
Groupe Pierre Besnard

Dimanche 7 mars, à République, se tenait le rassemblement féministe de « On Arrête Toutes » dans le cadre de la Journée internationale pour les droits des femmes du 8 mars et de la grève féministe.

Les militantes abolitionnistes des collectifs *Abolition Porno Prostitution* composés de nombreuses survivantes de la prostitution et de l'*Amazone* qui avaient déployé leurs affiches en haut de la statue de la place de la République, se sont vues assiégées par des groupes antifa qui leur ont jeté des œufs, les ont insultées, menacées, ont arraché leurs pancartes, les ont agressées physiquement et ont appelé à la haine contre elles. Des militantes Femen ont également été agressées.

LA RUE EST AUSSI AUX FEMMES

Les organisatrices du rassemblement se sont interposées tout au long de l'après-midi afin de les protéger. Les militantes, après ces moments de tension extrême, ont pu descendre et ont littéralement été exfiltrées par un cordon de sécurité.

Des cas de violences nous ont aussi été rapportés à Toulouse contre des militantes de *Osez le Féminisme !*, à Tours, à Montpellier… Ce type de pratiques a déjà eu cours l'an dernier et tend à se généraliser.

Nous condamnons fermement ces exactions. Les nombreuses militantes abolitionnistes font partie intégrante du mouvement féministe et ne doivent subir la terreur de personne en raison de leur positionnement politique.

Nous réaffirmons notre solidarité aux femmes agressées. Nous condamnons toute utilisation de la vidéo de ces agissements à des fins de cyberharcèlement.

On Arrête Toutes
organisatrice du rassemblement du 7 mars et coorganisatrice de la manifestation du 8 mars pour les droits des femmes.

Osez le Féminisme !

Non, on ne peut pas être « féministe » et agresser des survivantes et des féministes. Lors des manifestations autour du 8 mars, à Tours, Montpellier, Toulouse, Paris, des survivantes de la prostitution et des féministes ont été insultées, menacées, agressées, leurs pancartes arrachées. C'est inadmissible !

Des "féministes" adoptent les stratégies des agresseurs et agressent dorénavant d'autres féministes. Nous connaissons bien ces stratégies contre lesquelles nous nous mobilisons lorsque nous soutenons toutes les victimes de violences sexistes et sexuelles. Mais, comment supporter que des féministes soient désormais les cibles de ces mêmes violences commises par des personnes qui se déclarent féministes ?

Les violences s'aggravent de manifestation en manifestation. Cela a commencé avec des bousculades. Les pancartes qui dénonçaient la violence de la prostitution étaient violemment arrachées et dégradées. D'autres violences ont suivi, dans plusieurs villes, à Toulouse, Marseille, Paris, Strasbourg en 2019, puis en 2020, des manifestantes bousculées et attaquées, des rassemblements féministes perturbés, des campagnes virulentes en ligne, de la diffamation ou encore des appels au viol et au meurtre.

Les 7 et 8 mars 2021, lors de rassemblements féministes à l'occasion de la Journée internationale de lutte pour les droits des femmes, à Paris, à Tours, à Toulouse et à Montpellier, des militantes pour l'abolition du système prostitueur et pornocriminel ont été insultées, bousculées, attaquées, menacées de mort.

À Paris, les pancartes affichaient un simple rappel des faits : "*Jacquie et Michel, accusé de viols, proxénétisme et traite humaine*", d'autres dénonçaient le proxénétisme ou la pédocriminalité : "*Mineure prostituée, adulte responsable*". Elles ont été arrachées. Certaines des militantes attaquées sont des survivantes de la prostitution. Elles étaient là pour dénoncer les viols qu'elles ont subis, commis par des proxénètes et des "clients" prostitueurs. La prostitution est un système de viol tarifé, l'acmé de la violence masculine, elles étaient là pour en témoigner.

Dans le contexte #METOO de libération de la parole des femmes, il est déjà inacceptable de ne pas les écouter, alors que dire des agressions qu'elles ont subies au sein même d'une manifestation féministe !

Des groupes "antifascistes" qui défendent le libre « choix » de se prostituer et "l'émancipation par la prostitution", attaquent désormais toute femme qui aura un avis différent du leur, même une femme qui aura elle-même été directement concernée, victime du système prostitueur ou pornocriminel. Leur déni des violences exercées par le système prostitueur est total. Et dans une ultime inversion des rôles, les victimes du système prostitueur ainsi que les travailleuses sociales qui accompagnent au quotidien les personnes en situation de prostitution sont accusées de « putophobie ».

Le refus de débattre est patent. Il n'y a plus de nuance, il ne reste que le souhait d'imposer leur dogme par la violence. Leur violence a pour objectif de confisquer la parole des femmes. Nous ne l'acceptons pas !

Nous nous inquiétons de voir chaque année les violences s'aggraver. Cette fois, les survivantes de la prostitution ont dû être "exfiltrées". Sans cette protection entre féministes, comment cela se serait-il terminé ?

Nous refusons la silenciation imposée par ces groupes, nous condamnons fermement leurs violences. Les attaques verbales, les agressions, jeter des projectiles sur des femmes, les bousculer, les menacer de viol et de mort : ces pratiques masculinistes sont intolérables et doivent être dénoncées par l'ensemble du mouvement féministe.

On ne peut pas être féministe quand on menace et agresse d'autres féministes.

On ne peut pas être féministe quand on ne pas condamne pas toutes les violences subies par les femmes et par les féministes.

Aux féministes victimes de ces violences, nous renouvelons toute notre solidarité et notre sororité.

Osez le féminisme !

« JUSTICE » DE MERDE

À faire dégueuler un vélo !

Le bon peuple, avant d'y avoir eu affaire, croit dur comme fer que la « Justice » est juste, qu'elle condamne « tous » les méchants, qu'elle les traite avec trop de bienveillance, qu'elle les aide vraiment à se réinsérer, et, qu'une fois libérés, tout en les surveillant du coin de l'œil, elle ne les poursuit plus de sa vindicte. Cela vaut, effectivement, pour certains. Nos « camarades » Balkany peuvent en témoigner. Mais, bizarrement, cela ne vaut pas pour d'autres. Gabi Mouesca peut en témoigner.

Une réinsertion exemplaire

Gabi Mouesca a été condamné dans les années 80 pour son appartenance au mouvement indépendantiste basque Iparretarak. Il a été remis en liberté en 2001 après 17 ans de détention. Depuis lors, ayant renoncé à la lutte armée, il poursuit son combat pour son pays d'une manière pacifique, humaniste et universaliste. Depuis sa sortie de prison il a été chargé de mission à la Croix Rouge, président de l'OIP (Observatoire international des prisons), chargé de mission pour Emmaüs France, puis au sein de Harrera...

Pour l'heure, il est le directeur de la ferme biologique Emmaüs de Baudonne (40) qui accueille en placement extérieur des femmes détenues. Et il est président du « Comité pour la défense des droits de l'homme au Pays Basque » qui publie cette formidable revue[1] qu'est JAKILEA (le témoin). Bref, après avoir purgé sa peine, son parcours social et politique ne prête pas à critique. Et c'est kif kif au niveau perso, vie familiale. Mais...

Lors de son procès, dans les années 80, Gabi avait été déchu de ses droits civiques. Le temps de sa détention, passe encore, bien que... Mais une fois sa peine purgée, pourquoi ?

De tout cela Gabi ne se préoccupait que modérément. Et puis, le 8 octobre dernier, Eric Dupont-Moretti, le ministre de la Justice, lui téléphone et lui propose le poste de Contrôleur général des lieux de privation de liberté et lui dit : « *Vous ne pouvez pas refuser* ». Sauf que, le jour même, un conseiller du ministre le rappelle pour lui préciser que pour pouvoir être CGLPL il faut un casier judiciaire vierge. Ce qui n'était pas le cas. Mais, pas grave, une simple démarche en ce sens auprès d'un tribunal et le problème serait réglé immédiatement. Le ministre était OK, les juges ne pouvaient que l'être. Sauf que...

Sauf que le ministre, ancien avocat, n'est pas en odeur de sainteté dans la magistrature qui, c'est un secret de Polichinelle, redoute qu'il titille par trop sa toute puissance de toujours. Et, donc...

Règlement de compte à OK Corral

L'été dernier, Gabi a déposé une demande de réhabilitation pour récupérer ses droits. Le 8 décembre 2020, la présidente de la chambre d'instruction de la Cour d'appel de Pau a opposé un refus à cette requête. Motif : « *Les éléments produits qui s'analysent en simples étapes d'un curriculum vitae sont insuffisants à caractériser les gages d'amendement et à permettre à la Cour d'envisager la mesure de bienveillance souhaitée* ». Ah, bon ! 20 années sans mettre un pied en dehors des clous ça ne suffit pas pour qu'un citoyen ayant purgé sa peine puisse être considéré comme... un citoyen lambda ! C'est à vomir !

À moins que, Madame la Présidente, vous n'ayez compris que, dans le cadre de la guéguerre avec le ministre, l'arrivée d'un CGLPL du gabarit de Gabi Mouesca avait toutes les chances de faire perdre de sa superbe à votre caste. C'est une rumeur qui court !

Cartes sur table

Allons Madame la Présidente, il suffit de ce genre de cuistreries. Ayez au moins les couilles (perche vous étant tendue pour m'inculper de propos sexistes, ce qui me permettrait, médiatiquement parlant, de vous habiller pour l'hiver) d'assumer votre conception reptilienne de la « justice ». À savoir : taulard un jour = taulard toujours ! Jadis, en 1940, à l'époque du Maréchal, votre corporation avait fait preuve de ce « courage » en osant (à l'exception d'un seul d'entre vous) appliquer en toute servilité, avec condamnations à mort à la clef, une loi rétroactive. De là à en conclure que, magistrature couchée un jour = magistrature couchée toujours, avouez que ce serait tentant !

Est-il besoin de le préciser, l'insignifiance signifiée de votre jugement n'empêchera pas Gabi de poursuivre sa route d'homme libre et ne nous empêchera pas davantage d'œuvrer à une vraie JUSTICE à laquelle, ne vous y trompez pas, vous aurez un jour à rendre des comptes. Et, priez le bon Dieu pour que je préside la Cour qui vous jugera. Je n'hésiterais pas, en effet, à vous condamner... à mon seul mépris !

Jean-Marc Raynaud

1. *Jakilea*, CDDHPB, M.V.C. Polo Beyris, 64100, Bayonne. Abonnement annuel : 10 € minimum.

NON À LA SOUMISSION, au Nationalisme et à l'Uniforme !

« Nous avons la volonté farouche de continuer à mettre en œuvre le SNU. C'est une des grandes priorités des politiques de jeunesse pour 2020-2022, le travail se poursuit avec les lycées, les associations, les missions locales, les parents et les élus locaux » Sarah El Hairy, secrétaire d'État chargée de la Jeunesse et de l'Engagement, réaffirmant au début de cette année que le SNU serait obligatoire en 2026 pour 800 000 jeunes.

Il est vrai qu'après l'expérimentation de 2019 concernant 2000 jeunes de 13 départements, l'objectif en 2020 était de multiplier l'effectif par 10 ou 15. Mais le recrutement n'était pas au beau fixe puisque, malgré de gros efforts et la mobilisation des recteurs, 2000 jeunes ont répondu à l'appel sur les 30 000 espérés.

Le confinement a encore accentué ce fiasco, sans doute une attaque d'un « variant » antimilitariste du coronavirus. Ainsi, le « séjour de cohésion » de 2 semaines, chargé d'apprendre la soumission et de renforcer la militarisation (port de l'uniforme, lever des couleurs, Marseillaise chantée…) a dû être annulé pour passer directement au deuxième temps, la « mission d'intérêt général » de 3 semaines.

Par exemple, à Semoy dans le Loiret, *La République du Centre* montre Sarah El Hairy devant des jeunes au garde-à-vous effectuant leur SNU : deux à la Banque alimentaire, six chez les pompiers et huit chez les gendarmes. Ces derniers sont prêts à en « accueillir » 80 cette année, sans doute inspirés par la « réussite » de leurs collègues du Centre de loisirs de la police nationale dans le quartier de Montreynaud à Saint-Étienne, traduite par l'édifiant témoignage de Nathan qui y a effectué sa mission : « *J'ai pu contribuer à l'amélioration des rapports entre les jeunes et la police* ».

Pour relancer la dynamique, cette année l'État a engagé une grande campagne impliquant dans chaque département préfet, édiles politiques, recteur, médias locaux…

Pour « séduire » les jeunes, parmi divers gadgets informatiques à la mode, est utilisé le réseau « social » Instagram (1 milliard de visites dans le monde tous les mois). Ainsi, le compte snujemengage contient des photos de jeunes épanouis en uniforme. « ***Le SNU ne se raconte pas, il se vit !*** », un des slogans utilisés, est directement plagié d'une réflexion des zadistes de Notre-Dame-des-Landes : « ***La ZAD ça ne se décrit pas, ça se vit !*** » (voir le site http ://www.encyclopedie-anarchiste.xyz/spip.php ? article273). Sarah El Hairy n'y est sans doute pas étrangère puisque, conseillère municipale de Nantes, elle connaît bien la ZAD. Début 2018 elle déclarait : « *J'ai milité contre le projet de transfert, mais il faut repartir d'une page blanche et, pour cela, il faut tourner la page de la ZAD, la vider* ».

Engagez-vous… dans l'antimilitarisme !

Il ne faut pas oublier qu'à l'issue du SNU, les jeunes sont invités à se porter volontaires pour un engagement de trois mois à un an, particulièrement dans « la défense et la sécurité », et jusqu'à présent le tiers des jeunes ayant participé au SNU sont issus de famille de militaires, soit une proportion 24 fois supérieure à la moyenne nationale.

Sur *snujemengage*, on est fortement incité à s'inscrire pour participer au SNU version 2021 mais aussi à s'abonner à divers comptes connexes parmi lesquels : gendarmerie_nationale_officiel, armeedeterrerecrute, marinenationale,policenationale,armeedelair,insta_gendarme et même emmanuelmacron !

Il est vrai que l'État s'intéresse de près à l'avenir de la jeunesse : le ministère des Armées, dont le budget est en augmentation de 1,7 milliard d'euros, prévoit 27 000 recrutements en 2021, après 26 000 en 2020. Le général Rémi Seigle explique : « *Nous devons maintenir ce niveau de recrutement jusqu'en 2025. Nous étions plutôt autour de 13 000 en 2015* », ce que confirme le général Thierry Bunkhard, chef d'état-major de l'armée de terre :

« Recruter de jeunes Français prêts à s'engager pour leur pays est le premier défi de l'armée de terre ».

Le site Sengager.fr a pris un « coup de jeune » et permet une discussion en ligne avec une quarantaine d'« ambassadeurs du recrutement » (pilote de char ou d'hélicoptère, opérateur des forces spéciales…). Dans une grande campagne, 80 spots « au cœur de l'action » ont été diffusés avec un certain succès : « *Les chiffres de visite dans nos centres de recrutement sont excellents. Il faut reconnaître que l'effet de la crise économique, avec la contraction du marché de l'emploi liée à la pandémie, a probablement aussi joué* ».

Élan noir

THE HUMAN SHOW
SOUS HAUTE SURVEILLANCE

Surveillé.e.s, nous ? Sûrement pas… Pourtant, régulièrement notre ordinateur – vulgaire machine qui finira trop rapidement dans une recyclerie – nous demande à nous, humains, de prouver que nous ne sommes pas des robots… Alors, surveillé.e.s ?

Dans cette société hyper-consumériste, il faut rentabiliser le temps. Le temps c'est de l'argent. Profits, placements financiers, investissements, dividendes… Produire quelles que soient les circonstances, « quoi qu'il en coûte » – phrase chère au président Macron –, quoi qu'il en coûte aussi aux travailleurs assujettis, scrutés et surveillés en permanence…

Des ordinateurs et des individus sous contrôle

Depuis le confinement, des entreprises françaises ont fait installer à leurs salarié.e.s en télétravail le logiciel américain Hubstaff qui calcule leur « temps effectif » de travail en enregistrant les mouvements de souris. Le temps du travailleur est comptabilisé minutieusement. La course à la rentabilité n'a pas de prix, sinon celui qu'elle rapporte… Et puis en télétravail, les salarié.e.s seraient sûrement tenté.e.s de faire semblant de travailler, ou de ne pas travailler tout court (…) Surtout garder la mainmise sur la masse salariale qui pourrait avoir l'idée de fuir, ou du moins, d'esquiver le contrôle. L'épier, la cadrer pour que sage, elle exécute conformément aux diktats du système, qu'elle produise davantage, en silence et sans moucheter. Le logiciel mouchard le fait déjà à sa place.

> « Une liberté individuelle conditionnée et conditionnelle… est-ce éthiquement acceptable ? »

Les étudiant.e.s. ne sont pas épargné.e.s non plus… Car il faut, on le sait bien, « éduquer » ces jeunes, faire en sorte qu'ils rentrent correctement dans le moule. Alors que bon nombre d'examens de l'enseignement supérieur se sont déroulés à distance, HEC (1) a mis en place un système de surveillance détectant le moindre mouvement des yeux « grâce à » un logiciel filmant chaque candidat chez lui, analysant ses moindres faits et gestes. Si l'étudiant n'acceptait pas ce « contrat » ? Il était automatiquement radié de la session des examens de juin…

Près de 300 des élèves d'HEC ont signé une lettre fin mai 2020 contre cette surveillance des examens qu'ils ont jugée intrusive et portant atteinte à leur intimité.

Des étudiants éduqués à « bien penser », des travailleurs conditionnés à « bien travailler ». Des individus sous pression, cadrés et dominés par d'autres, par le biais de truchements technologiques.

Surveillance. Pression. Chantage. Assujettissement. Contrôle. Une liberté individuelle conditionnée et conditionnelle… est-ce éthiquement acceptable ?

ILLUSTRATION LISON

Une société sous surveillance est-elle encore une société libre ?

De nos jours sur la toile du web, la plupart de nos données sont trackées et stockées.

Elles le sont d'abord par les services commerciaux en ligne et les fameux GAFA – Google, Apple, Facebook et Amazon –, qui appliquent une forme de « capitalisme de la surveillance ». Leur objectif est d'amasser le plus de données sur les utilisateurs afin de les profiler et de fournir ces informations aux annonceurs publicitaires.

Le second niveau de surveillance a été révélé par Edward Snowden (2)_en juin 2013, démontrant que la NSA et ses alliés opèrent dans l'ombre des surveillances de masse – de tous les individus n'importe où dans le monde. Des surveillances qui passent par les communications téléphoniques ou les connexions internet. Les révélations d'Edward Snowden ont montré que les collectes massives d'informations par la NSA, concernant des citoyens du monde entier, dépassaient le cadre de la lutte nécessaire contre le terrorisme ou contre les autres risques géopolitiques. Et la tentation est grande de transposer cette surveillance dans d'autres domaines…

Une société sous surveillance, c'est le point de départ d'un État de contrôle, policier et totalitaire. Des philosophes se sont déjà penchés sur la corrélation entre l'omni-surveillance et la limitation des libertés individuelles. Dans son ouvrage *Surveiller et punir,* Foucault dépeint une société repliée sur elle-même, semblable à une prison dans laquelle un seul et unique gardien parvient en permanence à surveiller tous les individus en même temps. Et il écrit : « *De là, l'effet majeur* […] : *induire* […] *un état conscient et permanent de visibilité qui assure le fonctionnement automatique du pouvoir. Faire que la surveillance soit permanente dans ses effets, même si elle est discontinue dans son action* ». Une surveillance extrême qui pourrait aboutir à une sorte de formatage de l'être humain et à la pensée unique…

Tout connaître, tout filtrer, tout enregistrer des activités des individus. C'est l'idée du « panoptisme » du juriste réformateur et philosophe britannique Bentham (3) (1748-1832) : appellation dont l'étymologie grecque traduit l'idée de « voir partout ». C'est la

« Le seul moyen d'affronter un monde sans liberté est de devenir si absolument libre qu'on fasse de sa propre existence un acte de révolte. »

Albert CAMUS

conception d'une société garantissant l'inculcation forcée du point de vue utilitariste, fondée sur le principe de discipline sociale et de contrôle le plus pénétrant au cœur même de l'individualité de chacun. C'est faire du droit un instrument de contrôle social, et légitimer une institution à caractère limitante et oppressante, voire répressive.

L'universalisation panoptique du pouvoir assure sa totale dématérialisation. Ainsi délocalisé, le pouvoir obéit à une dynamique auto-entretenue dont personne n'a plus la maîtrise. Le dispositif dans toute sa technicité, génère, de façon strictement nécessaire et mécanique, une situation sociale où chacun surveille les autres, est surveillé par eux, et finalement se surveille lui-même.

Où l'on voit se profiler les contours d'une société ultra-sécuritaire dans laquelle les individus enfermés et renfermés n'auront plus le choix de penser et d'agir, s'interdisant de faire, de réfléchir et de dire, scrutant les moindres faits et gestes de leurs voisins…

Des données enregistrées et financiarisées : une fausse liberté « achetée » ?

En apparence, le stockage des données semble gratuit… On hésite, puis finalement on est tenté d'aller sur tel site, on entre quelques données personnelles en apparence « banales », on clique, ça n'engage à rien puisqu'on ne paye rien. Erreur.

Ces services en ligne, en apparence gratuits, sont en réalité financés par le profilage des utilisateurs. Ces derniers troquent en quelque sorte leurs données personnelles contre un service facile, dévoreur d'identités… Si l'on prend l'exemple de Facebook sur téléphone portable, les utilisateurs lui donnent accès à toutes les données de leur smartphone de façon tout à fait légale, contre un service qui coûte au réseau social à peine 6 dollars par an et par individu… Cet échange « données contre service » apparaît complètement démesuré et disproportionné, et fait croire aux personnes que le service obtenu est gratuit. Plus nous naviguons, réagissons, commentons sur les plateformes numériques, plus elles améliorent leur ciblage. Le modèle économique de ces réseaux « non payants » repose précisément sur la collecte de données pour vendre de la publicité.

« Que peut être une liberté surveillée sinon une aliénation ? »

Les nouvelles technologies et les nouveaux outils de mesure via l'intelligence artificielle – dont les objets connectés et les interfaces vocales font partie – évoluent vers une captation grandissante des affects. Les émotions marquent les esprits dans un monde où nous sommes sur-sollicités et débordés d'informations, et deviennent le terrain de jeu des géants du numérique, des acteurs du marketing et de la data, comme en témoigne le lancement récent de Halo, bracelet créé par Amazon qui promet de mesurer les émotions. À l'appui d'évolutions technologiques, nos réactions émotionnelles – nos joies, nos peurs, nos colères qui auparavant étaient de l'ordre de l'intime – sont détectées, sondées, analysées, évaluées puis exploitées. Les neurosciences le confirment : plus l'expérience émotionnelle est importante, plus elle a de chance d'être mémorisée. Utile pour créer de l'adhésion à un produit, une entreprise, un politique ou une actualité. Tout en donnant des recommandations pour reprendre le contrôle, ces nouvelles technologies qui reposent sur des mécanismes de récompense pour capter l'attention et générer davantage de données, peuvent se révéler ainsi manipulatrices, en fonction des usages qui leur sont faits.

Quand il n'y a pas d'argent en jeu, on pense à tort qu'on ne peut être ni trompé, ni perdant. Leurre. En réalité on perd toutes nos données nous appartenant. Sans possibilité de les récupérer.

L'on croit être libre alors que l'on est sous contrôle invisible… Que peut être une liberté surveillée sinon une aliénation ?

Du musellement individuel au domptage collectif

Ne pas laisser les idées nouvelles se confronter, ne pas les laisser se diffuser… Surveiller, museler… Les applications pour maintenir les foules dociles se multiplient. Haute surveillance généralisée 2.0. Ce sont les plébéiens que l'oligarchie autoritaire veut dompter et soumettre avec son déploiement de lois liberticides et de traçages numériques.

Objectif étatique : contrôler les masses et restreindre, voire annihiler la liberté d'expression.

Mépris et défiance d'en haut à l'égard du « petit peuple », les misérables d'en bas qui ne sont rien ou si peu.

Or, c'est bien au peuple qu'il est fondamental de faire confiance. Ce n'est pas du sommet de la pyramide que viendront les solutions. Seul le peuple a les capacités de changer les choses, dans une coopération bienveillante hors des systèmes pesants d'une bureaucratie jupitérienne dévoreuse de libertés.

L'avenir est aux gens de la base, à ceux qui choisiront la solidarité et l'entraide pour une société juste et équitable où les enjeux ne seront ni le flicage ni la rentabilité, mais où il sera question simplement de vivre ensemble, en toute liberté.

Bérangère Rozez

1. https://www.francetvinfo.fr/societe/education/admission-post-bac/video-telesurveillance-des-examens-hec-enregistre-les-mouvements-des-yeux-de-ses-etudiants_3990953.html
2. https://fr.wikipedia.org/wiki/Edward_Snowden
3. https://www.cairn.info/revue-francaise-d-histoire-des-idees-politiques1-2004-1-page-3.htm

Bibliographie :

Surveiller et punir de Michel Foucault, éditions Gallimard, 1975.

« Sur le panoptisme de Jeremy Bentham » de Guillaume Tusseau dans *Revue Française d'Histoire des Idées Politiques* 2004/1, n° 19.

Un monde sous surveillance : Edward Snowden en 7 émissions. https ://www.franceculture.fr/numerique/un-monde-sous-surveillance-edward-snowden-en-7-emissions

ROBOCRATIE
SCIENCE ET POLITIQUE
PARTIE 1

Répondant à un de nos articles dans le Monde Libertaire de Février, Demeter pose que « *l'informatique, comme la science est un outil neutre, apolitique* ». Je le remercie d'ouvrir ce débat nécessaire et invite les anarchistes de tout poil à y contribuer activement. Cette première partie se concentre sur la position de Demeter relativement à la science.

Je me situe à l'opposé. Si l'on met à part la philosophie et jusqu'à il y a peu, les mathématiques, *science et technique forment un tout indissociable, les deux faces d'une même médaille – la techno-science – dont la nature est éminemment politique.*

Du savant au scientifique

Le temps est loin en effet où la science était la seule affaire des savants, une activité purement intellectuelle permettant de mieux comprendre le monde ; le loisir actif par excellence dont l'Athènes du Jardin d'Épicure fournit le modèle le plus pertinent : citoyens, femmes et esclaves s'y côtoyaient pour progresser dans la compréhension rationnelle du monde, cantonnant ainsi les Dieux sur l'Olympe, loin des humains. Supplantée presque dix siècles durant par le credo judéo-chrétien, la science ressurgit pour culminer dans l'Europe du début du XVI[e] siècle avec la « République des Lettres ». Ce réseau des érudits humanistes européens fait rejaillir la source grecque et prépare les Lumières. Sa figure la plus connue, Érasme de Rotterdam (1466-1536) philosophe, philologue et théologien, est en communication épistolaire avec plus de 600 de ses pairs qui ont en partage une même langue : le latin. Mais ce bref âge d'or de la science, s'achève avec deux événements majeurs. Le premier, interne, modifie profondément et définitivement la pratique scientifique ; on le rattache à Galilée (1564–1642). Le second est externe, politique, c'est la création en 1634 par Richelieu de la première Académie. Alors que les citoyens autofinancés et librement cooptés de la République des Lettres choisissaient eux-mêmes leurs objets de recherche, c'est le Roi désormais qui valide la nomination des académiciens, subventionne leurs travaux et en conséquence les contraint et les oriente. En mettant la science au service du roi, l'académie met le point final au modèle du « pur savant ». En 1666, Colbert fonde l'Académie des Sciences qui comptera Napoléon Bonaparte parmi ses présidents ! La création en 2000 de l'Académie des Technologies met la touche finale.

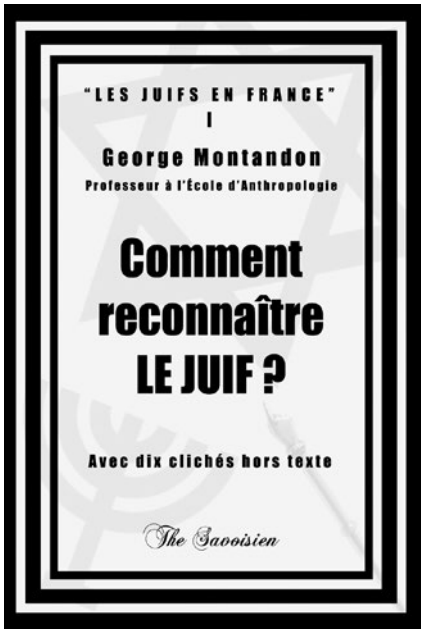
Je pose donc que *si la démarche scientifique – une méthode – est neutre, seule une science réalisée par une communauté auto-organisée de savants auto-financés peut être dans une large mesure apolitique*. Toute science financée par des États, des entreprises ou toute autre forme de communauté est politique.

ISTOCK-GETTY IMAGES PLUS - ADAPTÉ PAR E OTWELL

ROBOCRATIE

"AAR" – APARTHEID ASSISTÉ PAR ROBOT

Pour exterminer les Juifs, il fallait les « reconnaître » ; des scientifiques nazis rédigeaient de copieux manuels. Aujourd'hui – plus discrets, plus efficaces – des réseaux neuronaux artificiels remplacent le texte et l'image… Scientifiques et ingénieurs enseignent à leurs robots à « insister » : te photographier encore et encore jusqu'à te reconnaître ; à déterminer également ton origine ethnique, par exemple ouïghour.



De la science à la techno-science

C'est en combinant *la théorie* optique à *la technique* des lentilles pour construire ses propres télescopes que Galilée peut observer de près le système solaire et invalider la théorie d'un monde centré autour de la terre. Le vieux modèle « n'explique pas » les résultats d'expérience, il est donc nécessairement faux. En imposant *la preuve et la réfutation par l'expérience* Galilée fonde la science moderne, ses télescopes symbolisent la naissance de la techno-science : la double dépendance entre science et technique. Pour prouver ou réfuter la théorie il faut imaginer de nouveaux dispositifs d'expérimentation – des techniques – tandis que les nouvelles observations permettent l'évolution des théories et de nouvelles techniques. Expérience[1] et théorie ont désormais partie liée. Les savants sont devenus des scientifiques et ingénieurs et une part croissante des budgets et de leur travail est dédié aux techniques d'expérimentations, comme par exemple, et pour rester dans l'astronomie, le télescope LOFAR, un réseau de 50 000 antennes déployées par grappes en Europe, dont 162 en Sologne sur la station de radioastronomie de Nançay.

Techno-sciences et risques existentiels

Simplement financer de la science est donc *en soi* un choix politique et dont certaines conséquences sont potentiellement catastrophiques et pour partie irréversibles, sauf cataclysme. Car si la communauté scientifique produit du savoir, et il faut s'en réjouir, elle produit aussi et *nécessairement* des techniques, et il faut s'en inquiéter. Ainsi, l'objet de ces chroniques – les robots toujours plus intelligents et autonomes – adresse l'une de ces techno-sciences qu'il faut traiter comme un « risque existentiel de l'humanité ».

Hépha Istos

[à suivre…]

1. Les philosophes se limitent aux expériences de pensée

Les tribunaux internationaux établiront si le crime qui se déroule au Xinjiang relève d'un génocide ou d'un ethnocide, car il est clair que les Ouïghours doivent disparaître de Chine, *en tant que tels,* et par tous les moyens. Et des robots montent en première ligne sur le front de l'apartheid pour déterminer à coup sûr et à coût faible si tu es ouïghour. Le Washington Post a révélé en décembre dernier le développement par Huawei et Meggvii d'un robot de classification ethnique qui identifie l'origine ouïghour d'une personne. Une start-up leader mondial des robots de reconnaissance s'allie à un géant pour déployer à grande échelle des robots de l'apartheid qui te photographient et te classent : Ouïghour / pas Ouïghour. Ouïghour et pas au bon endroit, la police arrive. **AAR** : en Chine, pays continent, l'État communiste déploie ses robots pour bien faire le sale boulot.

AAR : en Israël, pays confetti, l'État démocratique déploie ses robots pour bien faire le sale boulot. Adossée à son brevet « *Positionnement adaptatif de Drones pour l'amélioration de la reconnaissance faciale* » déposé en juillet dernier, la start-up *AnyVision,* spécialisée dans *les robots de traque* – suivre une entité au cours de ses déplacements – développe des drones qui « veulent » te reconnaître. Le robot-camera prend une première photo qu'il analyse puis ne te lâche plus, volant autour de toi – plus haut, plus bas, de face, de profil, l'autre profil – jusqu'à ce qu'il t'identifie ou décide de te chercher ailleurs.

Le concept cité dans le brevet est sans ambiguïté : reconnaître la « *Personne Cible* ». On passe ici un nouveau cap dans l'ignominie ; une personne humaine est *la cible* du « vouloir » d'une chose autonome qui ne la lâchera plus. Fierté nationale, *AnyVision* déploie ses robots à Jérusalem Est et a reçu le grand prix israélien de la défense en 2018. L'année suivante, NBCnews a révélé son rôle clef dans la campagne militaire secrète « Google Ayosh » de contrôle robotisé de la Palestine occupée.

Souriez, vous êtes traqués.

Hépha Istos

Nicola Sacco, Bartolomeo Vanzetti

Luigi Botta, journaliste et historien de l'anarchisme italien en Amérique du Nord, est le grand spécialiste de l'affaire Sacco et Vanzetti, à laquelle il s'intéresse depuis 1972. Vincenzina Vanzetti (soeur de Nicola, 1903-1994) l'a encouragé de son amitié de vingt ans, dans ses recherches. Il publie en 1978 : *Sacco e Vanzetti : giustiziata la verità*, Edizioni Gribaudo. Il a publié, en 2019, *Le carte di Vanzetti*, Nino Aragno Editore, Torino (préface de Ronald Creagh), sur l'existence de fonds d'archives sur l'affaire. Depuis 15 ans, il travaille à une œuvre en 5 volumes de l'histoire de Sacco et Vanzetti depuis les origines familiales jusqu'à nos jours. Enfin, il est en train d'achever une œuvre majeure : l'édition commentée de la correspondance familiale de Bartolomeo Vanzetti, chez Nino Aragno Editore, soit quelque deux cents lettres, dont près de la moitié inédites. Il a écrit cet article spécialement pour *Le Monde Libertaire*.

NICOLA ET BART SUR LE BANC DES ACCUSÉS À DEDHAM (THE BOSTON GLOBE)

L'hiver 1919-1920 met la côte Est des États-Unis à l'épreuve par suite d'une vague exceptionnelle de froid intense et de fortes chutes de neige qui couvrent tout le territoire d'un manteau blanc. Il neige abondamment à New York et à Washington, le gel paralyse le port de Boston ; toutes les activités sont réduites de fait au minimum. À Plymouth, petite ville sur la baie de Cape Cod, près de la capitale du Massachusetts, les chutes de neige ont été telles qu'elles empêchent toute activité productive. La municipalité a décidé de tenter une intervention massive pour dégager les rues principales.

« C'est là le récit ordinaire de la vie de deux émigrés italiens, l'un du Nord et l'autre du Sud, dans les États-Unis des années 20.. »

C'est justement à Plymouth, depuis un plus d'un lustre (avec une brève interruption en 1917), que vit Bartolomeo Vanzetti, un émigré italien, originaire de la province de Cuneo qui, en 1908, a quitté sa ville pour réaliser le rêve américain. Il n'a pas été des plus chanceux : pâtissier de profession, confiseur, c'est, à l'exception d'une une courte période New York où il s'est consacré à *l'arte bianca*, à d'autres emplois – plongeur, cuisinier, casseur de pierres, maçon, paysan, manœuvre, éleveur et autres–, qu'il a trouvé à s'occuper, sillonnant trois États sur des milliers de kilomètres. À l'hiver 1919, fuyant la faim, il trouve du travail comme charbonnier, chauffeur, cantonnier, cheminot et charpentier. C'est un gros travailleur. Il est lui aussi employé par la mairie comme d'autres malheureux, comme pelleteur de neige.

En réalité, depuis quelques mois, après l'acquisition d'une carriole à un Italien qui retournait au pays, il se consacre plus ou moins officiellement à la vente de rue du poisson, aux familles de ses compatriotes. Les affaires ne marchent pas vent en poupe, mais lui permettent du moins de survivre, à l'air libre, en autonomie complète et en harmonie, et c'est ce que Bartolomeo recherche.

Vers la mi-décembre il cède lui aussi au froid et remise sa carriole. On en reparlera au printemps. Mais il est sollicité par tous ces Italiens qui suivent la coutume de manger maigre pour le réveillon. Il cède à leur insistance et leur fournit le poisson traditionnel : les anguilles. Le 23 décembre, il reçoit de Boston deux barils de grosses anguilles. Le soir, chez Mary et Frank Fortini à Cherry Street, où il habite depuis le mois d'août, il programme ses livraisons. Il fait les paquets avec les noms et les prix pour chaque commande. Il vend les anguilles à 35 cents, soit moins du tiers du prix du marché, à 1, 25 à 1, 50 dollars la livre. Il en a jusqu'à tard le soir.

Le lendemain matin, il est debout de bonne heure. Il doit s'organiser pour une tournée longue et fatigante. Son jeune ami Beltrando, qui n'a pas encore treize ans, va l'aider, profi-

Dans *Le Monde libertaire* de février, il était question de l'assassinat de Giuseppe Pinelli, assassiné par la police le 15 décembre 1969. Deux autres anarchistes assassinés. Deux autres morts bien vivants…

DES GROUPES DE TOUS LES QUARTIERS ACCOMPAGNENT LUIGINA VANZETTI, BOULEVARD DE VINCENNES, À LA GRANDE MANIFESTATION DU 7 AOÛT 1927, À PARIS. GALLICA/BnF

tant de la journée de vacances scolaires pour se faire quelques sous. C'est le fils d'Alfonsina et Vincenzo Brini, chez qui Bartolomeo a longtemps vécu à Suosso's Lane jusqu'à son départ pour le Mexique en 1917. C'est un bon élève et il joue du violon : Bartolomeo le considère comme son filleul.

Avant de le rencontrer, à 7 h 45, il rejoint le boulanger Luis Bastoni dans l'espoir qu'il lui prêtera sa charrette et son cheval pour les livraisons. Ce n'est pas possible car il est déjà engagé ailleurs. Cela le désole mais il assume et, avec Beltrando, remet en état la vieille carriole. Ils ont tous deux beaucoup de livraisons à effectuer dans beaucoup de rues de North Plymouth où la neige et les flaques gelées représentent un réel danger. Les clients sont des familles de l'Emilie-Romagne qui connaissent très bien Vanzetti : les Forni, les Cristofari, les Longhi, Teresa Malaguti, Margherita Fiocchi, les Bongiovanni, Emma Borsari, les Balboni et tant d'autres. Des gens qui sont aux États-Unis depuis des décennies et dont les enfants sont citoyens américains à part entière. Sans une minute de répit, Bartolomeo et Beltrando terminent
de livrer à 14 h 40.

À une cinquantaine de kilomètres de Plymouth, à Stoughton, localité dominée par la fabrique de chaussures Three K. Shoe Factory, travaille, depuis plus d'un an, un ami de Bartolomeo, Nicola Sacco. Ils se sont connus en1917, comme de nombreux anarchistes italiens, à l'époque de leur escapade estivale au Mexique : depuis, ils ne se sont plus perdus de vue. Nicola est un ouvrier spécialisé dans le bord des chaussures. •••

Nicola Sacco, Bartolomeo Vanzetti

••• Il est très estimé par le patron, Michael Kelley, qui confie de nombreuses responsabilités et lui fournit une belle maison où habiter avec sa famille – son épouse, Rosina Zambelli, de Brescia, et son fils Dante –, cultiver son potager, s'occuper de son jardin et recevoir des amis. Mari et femme participent avec conviction aux activités culturelles et de loisirs du Cercle social anarchiste.

Nicola a des journées bien remplies, de l'aube à la nuit noire, surtout avec cette neige. Même la veille de Noël, il est comme à son habitude à la fabrique : outre son propre travail, il doit s'occuper du nettoyage et, avant le lever du jour, de mettre en route le chauffage des locaux. Kelley lui paie un salaire de 80 dollars par semaine, qui lui permet de vivre très dignement. Ses semaines sont bien occupées et toujours égales : "**C'est un bon travailleur**, le définit Kelley, **très régulier, il ne manque jamais une journée. Il est fantastique**! ". Le gel hivernal 1919-1920 ne le prend pas au dépourvu. Il a suffisamment de bois et les légumes du potager conservés dans le cellier suffiront jusqu'au printemps. Pour parfaire le tout, son épouse attend un heureux événement.

À la mi-mars, arrive de Torremaggiore, localité des Pouilles où vivent les siens, la nouvelle de la disparition de sa mère. Cela le bouleverse et le déprime, le fait douter et hésiter : depuis 1909, année de son départ, il n'a pas embrassé sa famille. Il décide donc de rentrer et que son second enfant naisse dans son pays d'origine et entreprend les démarches pour le retour. Pour l'embarquement, il faut avoir une fiche d'état-civil à jour avec une photo d'identité récente. C'est le consulat de Boston qui le délivre.

C'est là le récit ordinaire de la vie de deux émigrés italiens, l'un du Nord et l'autre du Sud, dans les États-Unis des années 20. Deux des plus de trois millions d'expatriés qui, en l'espace de quelques décennies, ont quitté leur pays natal pour affronter ailleurs -en Amérique du Nord- une nouvelle existence.

Les États-Unis – qui se disent dépositaires de la démocratie – sont en réalité un pays agité par de profonds conflits internes. Les immigrés sont en règle générale exploités, raillés et méprisés. Ceux qui ne sont pas politiquement corrects sont barrés par le pouvoir. Le procureur général Mitchell Palmer, inquiet des virages communistes qui sont en train de modifier l'échiquier politique européen, a lancé une campagne fédérale contre les révolutionnaires – la *Red Scare* – qui peuple les prisons et oblige beaucoup d'étrangers au départ.

« Le procureur général Mitchell Palmer, inquiet des virages communistes qui sont en train de modifier l'échiquier politique européen, a lancé une campagne fédérale contre les révolutionnaires – la Red Scare – qui peuple les prisons et oblige beaucoup d'étrangers au départ. »

Après tout, on ne peut pas dire que ça aille dans le pays en matière de sécurité. Des bandes de malfaiteurs de diverses nationalités écument les villes grandes et petites, profitant de la toute récente prohibition pour faire de la contrebande et de la délinquance la règle au quotidien.
Dans la banlieue sud de Boston, les braquages sont à l'ordre du jour. Des groupes organisés prennent pour cible les banques, les trains, les usines, les dépôts. Et n'hésitent pas à tirer si nécessaire.

La veille de Noël 1919, tandis que Nicola est à l'usine et que Bartolomeo livre ses anguilles, un gang braque le convoyeur de fonds de la fabrique de chaussures Loring Q. White. C'est jour de paye. Les salaires sont dans un conteneur blindé, dans un camion *Ford* qui à 7h40 roule vers l'usine, avec, à son bord, le chauffeur, un policier et le caissier. Les températures sont inférieures à zéro et la route est verglacée. Quatre bandits circulent dans une *Hudson Six* qui s'arrête et barre la route. Ils en descendent à trois. L'un tire avec son fusil. Le camion *Ford*, touché, fait une embardée et va s'écraser contre un poteau télégraphique. C'est un imprévu qui oblige les malfaiteurs à prendre le large. Le braquage échoue.

Un peu plus de trois mois après, à South Braintree, une autre fabrique de chaussures, *Slater & Morrill*, est prise pour cible par cinq malfaiteurs. C'est le 15 avril 1920, jour de paye. Les sous arrivent par train dans un coffre blindé. Ils sont d'abord comptés dans un bureau – 15 776, 51 dollars – puis transférés à pied par un officier payeur et un policier jusqu'à destination. C'est un parcours bref. Après un passage à niveau, il y a une montée, on passe devant l'usine *Rice & Hutchins* et on est arrivé.

Les bandits, à bord d'une *Buick*, attendent le convoi. Deux d'entre eux sont postés sur le parcours. Peu après 15h, le garde du corps Alessandro Berardelli et le convoyeur Frederick Parmenter sont en route, portant chacun une cassette avec l'argent. Il y a peu de monde. Quand ils passent près des deux individus, ils sont attaqués dans le dos et reçoivent plusieurs coups de pistolet. La Buick bleue arrive rapidement et file avec l'argent et les bandits. Elle sème des clous à trois pointes et on perd ses traces.

Le lendemain, le *New York Times*, faisant mal les comptes, titre : « **Des bandits tuent un garde du corps et prennent la fuite avec 27 000 $ ».** Les polémiques sont immédiates. Les gens en ont assez. La police doit éclaircir cet énième crime. Les enquêteurs et les détectives privés *Pinkerton* font appel à des

SCÈNE DE CRIME À SOUTH BRAINTREE. (BOSTON PUBLIC LIBRARY)

médiums, proposent des récompenses et mettent en service des détecteurs de mensonges mais n'aboutissent à rien. Arrive le super-policier Michael Stewart, de Bridgewater. Il promet de remettre à la justice les auteurs du double homicide.

Où sont Nicola et Bartolomeo le 15 avril 1920 ? Le premier est à Boston. Au Consulat italien. Il doit obtenir les documents pour le retour en Italie. Mais il a apporté une photo de famille trop grande. Le fonctionnaire Giuseppe Adrower l'invite à revenir avec une photo identité. À l'heure du coup de l'attaque, il déjeune avec le professeur Felice Guadagni au restaurant Boni. Le second, Bartolomeo, fait sa tournée parmi les gens avec sa carriole. Il vient d'acheter une pièce d'étoffe pour un vêtement et a voulu la montrer à Alfonsina Brini, en présence également du vendeur.

« Où sont Nicola et Bartolomeo le 15 avril 1920 ? Le premier est à Boston au Consulat italien. Le second, Bartolomeo, fait sa tournée parmi les gens avec sa carriole. »

Trois semaines plus tard, le 5 mai, les deux Italiens seront mis aux arrêts tandis qu'ils sont en train de se débarrasser de matériel de propagande anarchiste, sur le conseil de Carlo Tresca, qui, depuis New York, est au fait des manœuvres du pouvoir. La police perquisitionne chez tous les suspects. Ce jour-là, Sacco et Vanzetti sont avec deux autres camarades, Mario Buda et Riccardo Orciani, amis de vieille date. Ces révolutionnaires sont en proie à une grande agitation, ils craignent que la brutalité du procureur Palmer ne le pousse à ordonner d'autres arrestations et expulsions : Andrea Salsedo a été *suicidé* deux jours plus tôt, sur le pavé de *Park Row*, au pied de l'immeuble abritant le siège du FBI, où l'Italien était retenu illégalement depuis deux mois. *Nick e Bart* – comme ils seront ensuite nommés – sont en train d'organiser ensemble un meeting de contestation.

La première impression est que l'arrestation est la conséquence de leur activisme anarchiste et de la détention d'un revolver. Ce n'est que quelques jours plus tard qu'ils découvriront, avec stupeur, qu'ils sont mis en examen pour les deux braquages -Bridgewater et South Braintree –. Les deux procès de la honte seront le déni de toutes les preuves testimoniales de la défense. Le premier condamnera Vanzetti à une peine de 12 à 15 ans de prison. Le second les enverra tous deux sur la chaise électrique. Les protestations unanimes du monde entier, les innombrables demandes de révision du procès, les appels de personnalités illustres et la mobilisation du monde ouvrier ne suffiront pas à modifier un jugement réactionnaire et raciste, brutal et inhumain.

La bigoterie et les préjugés du juge Webster Thayer et la duplicité du procureur général Frederick Katzmann, en un véritable complot à peine voilé, imposeront leur logique conservatrice et obscurantiste réussissant à emporter une décision de justice qui salira pour toujours la prétendue *démocratie américaine.*

Sept ans après, dans la nuit du 22 au 23 août, Nicola Sacco et Bartolomeo Vanzetti finiront leurs jours sur la chaise électrique de la prison de Charlestown. La réaction du monde entier inondera les rues, déclenchant partout une forte conflictualité (des explosions de Buenos Aires à la nuit d'émeutes près des Grands boulevards à Paris). À partir de cette date, un comité américain (et italien depuis 1958) rememorera tous les ans le triste événement, parvenant même à obtenir, en 1977, la Proclamation, par le Gouverneur du Massachusetts, d'un *Nicola Sacco and Bartolomeo Vanzetti Memorial Day.*

Luigi Botta
traduit de l'italien par *Monica Jornet*
Groupe Gaston Couté

L'anarchisme et la République en Espagne

PARTIE 2

En 1931, la Seconde République fut proclamée en Espagne, ce qui suscita également un espoir pour les travailleurs ; mais, très vite, on s'aperçut que le nouveau régime n'était pas du tout révolutionnaire. Le mouvement libertaire lui-même ne reçut pas cette république avec enthousiasme, mais il ne la combattit pas non plus, son objectif était clair : l'amnistie des prisonniers politiques (parmi eux beaucoup d'anarchistes) et, pour paraphraser Buenaventura Durruti, mettre en place « un processus de socialisation démocratique ». De sorte que la république ne pouvait être considérée que comme un point de départ. Elle était issue d'une dictature, il était donc logique qu'elle réponde à certaines revendications des travailleurs que l'autoritarisme d'un régime réactionnaire avait ignorées ou réprimées.

D'autres questions sensibles, telles que la réforme militaire, le statut économique, la libéralisation de l'éducation ou la réforme agraire, faisaient l'objet de controverses et ne pouvaient ou ne voulaient pas être traitées par les nouveaux dirigeants, ce qui est immédiatement apparu à la classe ouvrière et la paysannerie. Pour elles, le nouveau régime républicain n'allait pas répondre à ses aspirations. Les revendications économiques et les troubles sociaux ne tardèrent pas, et le gouvernement républicain n'hésita pas à recourir à nouveau à la répression.

Les anars ne soutiendront pas la république, au contraire.

Les anarchistes et les anarcho-syndicalistes avaient accueilli la république avec réserve. En juin 1931, la Confédération nationale du travail (CNT) réunit à Madrid des centaines de délégués pour mettre en garde contre la nouvelle répression que le régime républicain serait tenté d'instrumentaliser. La CNT mit en place un programme minimum de solidarité avec les masses paysannes et ouvrières, un programme de collectivisation de la terre et des usines et de tous les moyens de production. Le mouvement anarchiste déclara son opposition à l'État, son but était d'éduquer le peuple pour obtenir son émancipation par la révolution sociale. En ce qui concerne la prétendue division du mouvement anarchiste, et plus particulièrement de la CNT, il faut rappeler que *le Manifeste des Trente*[1], d'août 1931, signé par quelques personnalités prestigieuses comme Juan Peiró, ne cherchait pas la collaboration entre les classes et la participation à l'État. Il dénonçait l'aventure insurrectionnelle d'une minorité au sein de la CNT, mais il faisait une analyse lucide et sensible de la situation de la classe ouvrière et de la paysannerie.

Il n'y a pas eu de véritable division dans le mouvement anarchiste espagnol, les signataires du manifeste se sont opposés à la Fédération anarchiste ibérique (FAI) avec une certaine dose de réalisme, mais ils étaient tous de fermes opposants à l'État et ne pouvaient donc que prétendre renverser le nouveau système républicain.

Le massacre de Casas Viejas (province de Cadix), en janvier 1933, fut déclenché sur l'ordre du gouvernement républicain et socialiste de Manuel Azaña. La garde d'assaut républicaine mit fin aux troubles en Andalousie en incendiant une maison où s'était retranchée une famille de sympathisants anarcho-syndicalistes de la CNT : six personnes périrent brûlées. En tout, dix-neuf hommes, deux femmes et un enfant furent tués, ainsi que trois militaires. Ces événements furent parmi les plus tragiques de la Seconde République espagnole et provoquèrent une crise politique qui déboucha sur la chute du gouvernement de Manuel Azaña[2]. Ce n'est pas la fronde anarchiste ou son intransigeance qui sont à blâmer pour avoir mis la Seconde République en question. C'est l'incompétence des politiciens républicains à entendre les justes revendications des travailleurs et des paysans qui a conduit les anarchistes à l'action révolutionnaire. Définitivement désillusionnés par le nouveau régime, les paysans et les ouvriers prirent leurs distances avec les partis républicains – dont le Parti socialiste –, ce qui permit à la droite de remporter les élections en 1934. La révolution des mineurs asturiens eut lieu cette même année. La répression – avec à sa tête une armée républicaine dirigée par le général Franco – fit plusieurs milliers de morts et de prisonniers. Cette insurrection était la preuve du mécontentement des ouvriers face à un système qui continuait à les priver des ressources essentielles et les maintenir sous le joug du pouvoir républicain. Lors du coup d'État du général Franco et de ses hommes de main en juillet 1936, le mouvement anarchiste s'est efforcé de lutter aux côtés des républicains, principalement pour maintenir la cohérence de leur lutte contre le fascisme. Il est vrai

1. Le Manifeste des Trente ou *Manifiesto de los Treinta* est un texte politique rendu public à Barcelone, en août 1931, par des militants de la CNT. Il fut notamment signé par Joan Peiró (secrétaire général de la CNT en 1922-1923, futur ministre), Ángel Pestaña (secrétaire général de la CNT en 1929) ou Juan López Sánchez (futur ministre). Qualifié de « trentisme », ce courant idéologique défendait une ligne définie comme « modérée », ou du « possibilisme libertaire » au sein du mouvement libertaire espagnol. D'abord exclu de la confédération, il se réunifia avec la t an où il est inhumé) était écrivain, journaliste, homme politique. Président du gouvernement provisoire de la République espagnole (du 14 octobre 1931 au 16 décembre 1931) et deuxième président de la Seconde République de 1936 à 1939, Manuel Azaña est une des grandes figures du républicanisme espagnol.

2. Manuel Azaña Díaz (mort en exil le 3 novembre 1940 à Montauban où il est inhumé) était écrivain, journaliste, homme politique. Président du gouvernement provisoire de la République espagnole (du 14 octobre 1931 au 16 décembre 1931) et deuxième président de la Seconde République de 1936 à 1939, Manuel Azaña est une des grandes figures du républicanisme espagnol.

Une « République sociale et libertaire » y a-t-elle déjà existé ?

AFFICHE DE LA CNT DANS LES ANNÉES 1930.

PAYSANS ANARCHISTES DE CASAS VIEJAS AVANT L'INSURRECTION

qu'en transgressant leurs principes idéologiques les plus élémentaires, les libertaires ont fini par participer aux structures de l'État, mais c'est une chose qui doit être contextualisée dans une situation de guerre et mérite une analyse rigoureuse. Cela n'a évidemment pas été fait pour conquérir des parcelles de pouvoir, mais pour défendre la révolution sociale déjà en cours.

Celui qui croyait à la république, celui qui n'y croyait pas…

Des critiques ont été formulées à l'époque par des personnalités prestigieuses de l'anarchisme, comme Emma Goldman ou Camilo Berneri. La Fédération anarchiste ibérique (FAI) demanda un vote de confiance à ses militants à propos de la participation des ministres anarchistes au sein du gouvernement. Le 4 novembre 1936, quatre dirigeants de la CNT entrèrent dans le nouveau gouvernement de la République en guerre présidé par le socialiste Francisco Largo Caballero. C'était un « événement transcendantal », comme l'a déclaré ce jour-là *Solidaridad Obrera*, le principal organe d'expression de la CNT, parce que les anarchistes n'avaient jamais fait confiance aux pouvoirs de l'action gouvernementale et parce que c'était la première fois que cela se produisait dans l'histoire du monde. Les anarchistes au sein du gouvernement d'un pays, c'était un événement unique. Peu de militants importants du mouvement anarchiste ont refusé de franchir ce pas vers le pouvoir, et la résistance de la « base », de cette base syndicale révolutionnaire qui s'était affrontée jusque-là aux dirigeants de la République, a également été minime contre cette décision. L'été révolutionnaire 1936, sanglant mais mythique, était déjà passé. Les anarchistes radicaux et les syndicalistes modérés, qui s'étaient affrontés et divisés au sein de la CNT dans les premières années républicaines, étaient maintenant réunis, s'efforçant d'obtenir le soutien nécessaire pour mettre en pratique leurs nouvelles convictions politiques. Il s'agissait de ne pas laisser les mécanismes du pouvoir politique entre les mains des autres organisations politiques, une fois qu'il était apparu clairement que ce qui se passait en Espagne était une guerre et non plus une révolution.

Le comité national de la CNT a choisi les quatre noms destinés à cette mission : Federica Montseny, Juan García Oliver, Joan Peiró et Juan López. Avec ces quatre dirigeants, les deux principaux secteurs qui avaient lutté pour la suprématie dans le mouvement anarcho-syndicaliste pendant les années républicaines étaient représentés de manière équilibrée : les syndicalistes et la Fédération anarchiste ibérique (FAI). Joan Peiró et Juan López, ministres de l'Industrie et du Commerce, étaient les figures incontestées de ces syndicats d'opposition qui, après avoir été expulsés de la CNT en 1933, sont revenus au bercail peu avant le soulèvement militaire. Juan García Oliver, le nouveau ministre de la Justice, était le symbole de « l'homme d'action », de la « gymnastique révolutionnaire », de la stratégie insurrectionnelle contre la République, qui s'était érigée à partir des journées révolutionnaires de juillet 1936 à Barcelone. Federica Montseny, ministre de la Santé, était célèbre par son appartenance familiale. Elle était la fille du militant anarchiste, poète et écrivain Federico Urales. Elle était connue pour sa plume, qu'elle avait taillée pendant la République pour attaquer, à partir d'un anarchisme intransigeant, tous les traîtres réformistes. Elle fut également la première femme ministre de l'histoire de l'Espagne.

[À suivre…]

Daniel Pinós

Les aventures d'Élisée Reclus à Bruxelles

Reclus et l'Université Nouvelle

CINQUIÈME ET DERNIÈRE PARTIE

En 1894, le géographe, communard et anarchiste, Élisée Reclus s'installe en Belgique, à Ixelles, dans la banlieue de Bruxelles. Après quelques péripéties narrées dans les précédents épisodes (ML n° 1822, 1823, 1824 et 1825), Élisée Reclus devient partie prenante d'une aventure inédite, la fondation de l'Université Nouvelle, institution académique dissidente qui rompt avec l'Université Libre de Bruxelles. Dans un premier temps, les cours sont organisés vaille que vaille dans les locaux mis à disposition par une loge maçonnique, celle des Amis Philanthropes. Vu le succès des premiers cours, le comité envisage rapidement la création de deux facultés, la Philosophie et le Droit (il en faut quatre pour constituer une université complète).

Le 2 mars 1894 doit avoir lieu le premier cours d'Élisée reclus. Pourtant, au jour dit, le savant se sent patraque et puise dans ses forces pour se lever et rencontrer son auditoire. En un mot comme en cent : notre géographe a la crève… « *J'ai passé toute la journée du 2 mars au lit, grelottant la fièvre. Ma femme, le médecin doutaient que je pusse me lever.* » L'on n'en était plus à un ajournement près…

« Transmettre la flamme. »

C'eût été sans compter sur la détermination du géographe quand il s'agit de transmettre la flamme : « *Mais « il fallait »*, poursuit-il dans une lettre à Joukovsky (4 mars 1894), *et cela m'a guéri.* » Pour ce premier soir, on refuse du monde car on est accouru en masse pour assister à la conférence du professeur Reclus :

> « *Je me suis levé à sept heures et, à huit heures, je me faisais écraser à la porte de la salle. Tout de même, je n'ai pas été complètement aplati et il est resté un petit morceau de moi pour parler au nom de tout ce que je sentais être notre cause, quoique je n'eusse à parler que de « géographie », mais tout est dans tout à qui y met son âme.* »

Par la correspondance de Reclus, on sait que le salaire des enseignants fut une chose erratique et que certains tirèrent une partie de leur subsistance de ce qu'il nomme « une certaine rémunération des élèves ». Cela ne l'empêche pas d'inciter Henri Roorda van Eysinga à le rejoindre pour enseigner également, même si, en juillet 1894, l'École ou Université Nouvelle n'a pas encore été inaugurée officiellement :

> « *Que vous dirai-je sur notre École Libre, qui n'existe pas encore ? Vous savez d'avance que tous les éléments qui s'y trouveront sont loin d'être excellents. Où l'intrigue et l'ambition et la vanité ne vont-elles pas se fourrer ?*
>
> *Là aussi il y aura des avocats et des poseurs et des sots, et des gens qui savent par méthode et non par ardeur enthousiaste. Mais il y aura aussi d'excellents éléments, et ceux-ci vous les fortifierez de votre présence.* »

En octobre, on sait, toujours par la correspondance de Reclus, que l'Université Nouvelle ne compte pas moins d'« *une soixantaine de professeurs dont la plupart donnent gratuitement leur collaboration.* »

Parmi les enseignants qui grossiront l'effectif du corps enseignant de l'Université Nouvelle, figure en outre Élie Reclus, qui rejoint son cadet à Bruxelles. Le fratrissime[1] occupera la chaire de mythologie comparée, jusqu'à sa mort, en 1904.

« L'Université Nouvelle, officiellement intitulée École Libre d'Enseignement Supérieur et Institut des Hautes Études de Bruxelles »

Il s'agit désormais, pour la nouvelle école de trouver des fonds et un lieu où s'établir. Le comité chargé de fonder l'Université Nouvelle s'avère être plutôt populaire et l'appui du public, sous forme de donations, permet de prendre en location un bâtiment, et non des moindres ! Car l'ironie du sort veut que ce soit ni plus ni moins que l'ancienne maison de Théodore Verhaegen, au 13 rue des Minimes que l'université dissidente établisse ses quartiers. Verhaegen, pour rappel, n'est autre que le fondateur de l'Université Libre de Bruxelles, celle-là même que les dissidents ont décidé de quitter avec fracas pour fonder une Université rivale, fidèle à l'esprit du fondateur de l'établissement dont ils se séparent…

Il faut encore attendre le 25 octobre 1894 pour que l'Université Nouvelle — officiellement intitulée École Libre d'Enseignement Supérieur et Institut des Hautes Études de Bruxelles — ouvre ses portes et soit officiellement inaugurée. Lors des discours, le but avoué de l'université dissidente n'est pas voilé :

> « *Forcer l'établissement fondé par Verhaegen et exproprié des mains de ses véritables maîtres par une poignée de vieillards dévoués aux intérêts d'un parti politique réactionnaire, à prendre la place qu'il a pour devoir d'occuper, y rétablir la vérité scientifique, comme ailleurs la vérité sociale, par l'expropriation des expropriateurs.* »

Enfin, en 1895, deux facultés supplémentaires voient le jour, Sciences et Médecine. Faute de moyens, leur existence n'excédera pas l'année 1899. L'Université Nouvelle, cependant, tint bon jusqu'au terme du premier conflit mondial. Elle ne ferma d'ailleurs pas ses portes entre 1914 et 1918, là où toutes les autres universités belges demeurèrent closes. Finalement, en 1919, l'Université Nouvelle rejoint le giron de l'*alma mater*, l'Université Libre de Bruxelles. Tant la scission que la fusion des deux établissements contribuèrent à renforcer désormais le caractère démocratique de l'université bruxelloise.

L'épilogue des aventures d'Élisée Reclus à Bruxelles se déroule au terme d'ultimes péripéties, assez documentées par les biographes, pour ne pas y revenir abondamment : l'ultime idylle du géographe

1. Surnom qu'Élisée donnait à son aîné

DIGITHÈQUE UGB.

DIGITHÈQUE UGB.

avec Florence de Brouckère, les séjours fréquents dans la propriété de Torhout (où s'éteint Élisée), la perte financière dans l'affaire des cartes globulaires, le passage de flambeau au neveu Paul… L'ultime discours d'Élisée à l'annonce d'un début de révolution en Russie.

« Voir une différence de sensibilité sur la manière dont le chemin vers l'anarchie peut s'effectuer. »

On pourrait s'étonner qu'Élisée Reclus ait fait le choix de demeurer jusqu'au terme de ses jours en terre de Belgique, ce pays si profondément bourgeois et libéral, propice au développement d'un capitalisme industriel et financier, tandis que les contacts avec les groupes de base du mouvement anarchiste demeureront inexistants. Ni Élisée, ni Élie au demeurant, n'impulseront une dynamique plus intellectuelle au courant anarchiste belge. On peut le déplorer. Il n'y eut pas d'animosité respective, pour autant. Simplement une connexion qui ne put s'établir. Pour autant, Élisée ne mit pas en suspens toute activisme libertaire loin de là. C'est depuis sa base arrière belge qu'il fut le maître d'œuvre d'une collection intitulée la *Bibliothèque des Temps Nouveaux*. Une manière sans doute réductrice de mettre en exergue la distance qui sépare le mouvement anarchiste prolétaire de l'anarchisme reclusien, se trouve ramassée dans cette observation du journal anarchiste verviétois Le Plébéien, à propos de la brochure de Charles Albert, *Aux anarchistes qui s'ignorent* :

> « *Cette brochure s'adresse surtout aux intellects… tout en applaudissant à l'initiative de la Bibliothèque des temps nouveaux, nous nous demandons si une telle propagande ne s'emploierait pas mieux si elle s'adressait aux malheureux qui ne savent plus penser.* »

On pourrait peut-être enfin voir une différence de sensibilité sur la manière dont le chemin vers l'anarchie peut s'effectuer. Les groupes anarchistes belges entretiennent depuis leur création une sorte de mystique révolutionnaire, fondée sur l'idée de la nécessité historique et économique d'une tension interne au capitalisme, censée déboucher spontanément sur une Révolution sociale. Le rôle des anarchistes consiste à cet égard, avant tout, à diffuser l'idéal libertaire, égalitaire, dans les rangs ouvriers, afin que ladite Révolution sociale débouche sur l'expropriation et l'autogestion. C'est pourquoi jusqu'au début du XX^{e} siècle, les appels à la grève générale, étincelle destinée à mettre le feu aux poudres révolutionnaires, constitueront l'essentiel du discours de la presse anarchiste belge. On ne peut soupçonner Élisée Reclus de ne pas aspirer à une grande Révolution sociale. Mais le ton et la méthode diffèrent profondément. C'est une éthique personnelle, pour ainsi dire, qui doit d'abord servir de guide à l'anarchiste conscient, ainsi qu'une méditation intellectuelle permanente. C'est ce que traduisent bien ces quelques lignes que le géographe vieillissant adresse en 1895 à l'une de ses jeunes correspondantes et élèves, Clara Kötlitz :

> « *Ce qui importe, c'est d'apprendre à fond, de fortifier ses convictions par de fortes études, de se créer un idéal bien complet, embrassant l'ensemble de la vie et de vivre conformément à cet idéal dans toute la mesure de ses forces adaptées aux possibilités ambiantes.* »

On ne peut que déplorer, toutefois, que le passage de Reclus et l'aventure de l'Université Nouvelle n'aient pas d'avantage inspiré de moments de ruptures institutionnelles en Belgique. Indiscutablement, le pays oscille depuis toujours entre une tendance à l'irrévérence joyeuse, mais aussi à un conformisme social qui se dissimule sous le masque de l'autodérision. Le dialogue social demeure codifié, balisé, articulé autour d'une série de corps intermédiaires subsidiés par l'État. Les épisodes à caractère insurrectionnels sont rares. Il s'avère plus rassurant de demeurer dans le giron de la légalité et de la gestion bureaucratique des conflits de classe.

Par un petit matin brumeux… On se croirait presque dans une chanson de Brel. Pas d'enterrement, pas de cérémonie. Élisée Reclus a réclamé pour lui la simplicité absolue. Pas de cortège. Juste le neveu, Paul, seul derrière le corbillard. C'était le 6 juillet 1905. Paul écrit à Pierre Kropotkine le jour même :

> « *Et voilà comment ce matin, à 8 heures, j'ai assisté, absolument seul, à l'inhumation de notre ami. Il y avait peu de curieux ; il était de trop bonne heure, et le désir d'Élisée a pu être observé à la lettre et son esprit*. »

Christophe De Mos
Groupe Ici & Maintenant

La bibliographie qui a servi à la réalisation de cette série d'articles peut être fournie par l'auteur, sur simple demande à l'adresse monde-libertaire@federation-anarchiste.org ou christophe.demos@lilo.org

Liberté pour les prisonniers politiques en Espagne

Trois ans après l'arrivée au pouvoir du PSOE, le parti socialiste espagnol, quel bilan faire sur la situation des prisonniers politiques ?

L'État espagnol est au service des élites financières, politiques, judiciaires, militaires, catholiques, universitaires et médiatiques. Selon la lecture du livre *Oligarchie financière et pouvoir politique en Espagne* écrit par l'ex-banquier Manuel Puerto Ducet, ils sont les héritiers naturels du général Franco et ils ont phagocyté toutes les sphères de décision. Ces lobbies sont interconnectés par le biais d' « une alliance fondée sur leur communauté d'intérêts économiques motivée par la défense à tout prix du régime de 1978[1] et de l'unité indissoluble de l'Espagne ».

Il y a eu une dérive totalitaire en Espagne qui a fait de la pseudo-démocratie espagnole une otage des élites, ce qui a eu pour but ultime la mise en place de l' « État post-franquiste ». Un anachronisme politique qui s'est abreuvé aux sources du centralisme bonapartiste et du paternalisme des dictatures douces. La situation a atteint son paroxysme avec la mise en place d'un coup d'État doux en Catalogne après l'intervention personnelle du roi en défense de la monarchie, la suspension *de facto* de l'autonomie catalane par l'application de la loi 155 et l'emprisonnement d'un certain nombre de dirigeants catalans.

Cette croisade franquiste tardive a comme exécutante la Cour nationale et la Cour suprême comme digue de confinement contre les protestations populaires refusant la classe politique parasitaire et corrompue que l'on retrouve dans tous les segments du pouvoir. Les tribunaux sont contrôlés par le « clan des politiciens » selon les termes de l'ancien président de la Chambre de la Cour suprême, Ramon Trillo. La liberté d'expression en Espagne est à l'agonie face à la nouvelle offensive répressive de l'Audience nationale par l'imposition systématique d'amendes stratosphériques dont le dernier épisode est l'emprisonnement du rappeur Pablo Hasél pour de prétendus « crimes de glorification du terrorisme et d'insulte à la Couronne et aux institutions ».

La définition de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (résolution 1900), stipule que « les prisonniers politiques sont réputés exister dans le cas où, pour des raisons politiques, la durée de la détention ou ses conditions sont manifestement disproportionnées par rapport au crime dont la personne a été reconnue coupable ou soupçonnée ». Hypothèses qui pourraient s'appliquer au cas des sept jeunes d'Altsasu, des dirigeants politiques catalans et du jeune rappeur Pablo Hasél.

Y a-t-il des prisonniers politiques en Espagne ?

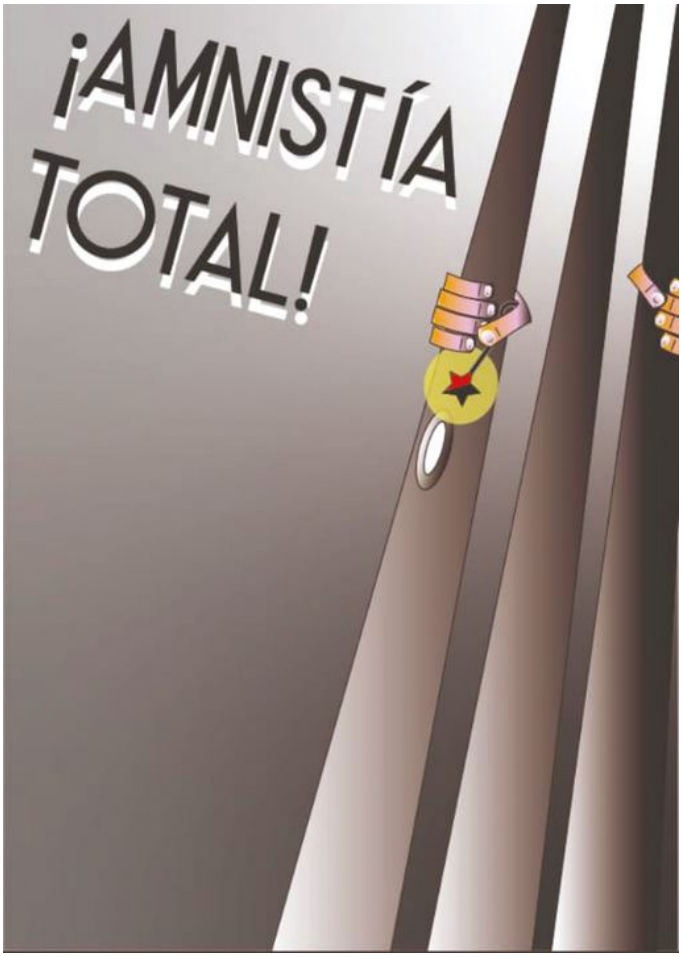
Dans l'affaire Altsasu[2], les sept jeunes ont été condamnés à des peines allant de 2 à 13 ans pour un crime haineux et des blessures (trois d'entre eux sont en prison sans condition depuis plus de deux ans), sans condamnation définitive et avec une absence totale de sécurité juridique dans le cadre des arguments de leurs avocats de la défense qui ont été rejetés par le procureur de l'État dont la première mission est de « garantir la sécurité juridique des citoyens espagnols ».

En ce qui concerne le cas des procès contre les dirigeants catalans, le juge de la Cour suprême Llarena s'est chargé d'ordonner l'emprisonnement inconditionnel du vice-président Oriol Junqueras de Catalogne des Jordis, les ex-conseillers de la Generalitat de Catalogne pour crime présumé de rébellion qui peut entraîner des peines stratosphériques. Dans ce contexte, le rapport annuel d'Amnesty International sur les libertés en Espagne, a une fois de plus mis en cause l'État espagnol en certifiant clairement « la dérive autocratique » de cet État, après avoir constaté « des atteintes au droit de réunion pacifique, tant dans la législation que dans la pratique policière. C'est-à-dire l'usage excessif de la force le 1er octobre 2017, lors du référendum d'autodétermination en Catalogne. Amnesty International dénonce « la détention préventive, excessive et disproportionnée des deux Jordi, Jordi Sànchez et Jordi Cuixart ».

1. Le régime de 1978, nom sous lequel le scénario politique de l'État espagnol est connu. C'est le résultat de la « transition » de 1978, un processus de réforme qui a conduit du franquisme à une démocratie fortement bipartite, limitée en termes de droits civils et sociaux et constituée sur les idées de « consensus ». C'est-à-dire sur l'absence dans l'espace public de discours visant à rompre avec l'ordre juridique mis en place par la dictature et de « réconciliation nationale », c'est-à-dire de l'oubli et de la marginalisation de la légitimité républicaine, ainsi que des effets de la répression brutale de Franco.

2 Le procès d'Altsasu est une affaire judiciaire à la suite des événements qui se sont déroulés dans la ville d'Altsasu, en Navarre, dans la nuit du 15 octobre 2016. La juge Carmen Lamela, de l'Audience nationale d'Espagne, a jugé le différend, une bagarre, entre deux gardes civils accompagnés de leurs compagnes et huit jeunes Basques. Le procureur a réclamé une peine de 375 ans de prison pour ces derniers alléguant qu'il s'agit d'une attaque terroriste. Trois jeunes Basques ont été en détention provisoire pendant 18 mois, dans l'attente du verdict de ce procès. Le 1er juin 2018, écartant le caractère « terroriste » de la bagarre, l'Audience nationale a imposé dans son verdict les peines maximales pour délit d'« attentat ». Les peines sont de 9 à 13 ans de prison pour sept d'entre-eux pour « blessures, désordre public et menaces » et 2 ans de prison pour Ainara Urkijo pour « menaces ». Le verdict a été largement

« Le rapport annuel d'Amnesty International sur les libertés en Espagne, a une fois de plus mis en cause l'État espagnol en certifiant clairement "la dérive autocratique" de cet État.. »



Selon que vous serez puissant ex-roi ou misérable rappeur...

Dans le cas du rappeur Hasél, son emprisonnement serait motivé par trois articles de l'actuel code pénal qui ont été dénoncés à plusieurs reprises par l'ONU et l'Union européenne comme « des restrictions à la liberté d'expression », mais aussi en raison de la réaction populaire massive, ainsi qu'en raison des campagnes internationales comme celle d'Amnesty International pour dénoncer l'asymétrie juridique entre le cas Hasél et les affaires de fraude et de corruption concernant Juan Carlos de Bourbon aujourd'hui réfugié en Arabie saoudite[3]. Cela pourrait forcer l'application par le gouvernement d'une grâce à Pablo Hasél et l'abrogation ultérieure des articles 578 et 491 du code pénal relatifs aux crimes de glorification du terrorisme et d'insulte à la Couronne, faits qui marqueraient une étape dans la défense de la liberté d'expression agonisante dans une démocratie espagnole *sui generis*.

La prison pour les opposants

Pour comprendre la sentence prononcée contre les jeunes d'Altsasu, les dirigeants catalans emprisonnés et Pablo Hasél, il faudrait recourir à la doctrine Aznar (l'ancien Premier ministre appartenant au Parti populaire), elle a pour but ultime de « criminaliser les groupes et les entités criminels réfractaires au message dominant de l'État espagnol ». Tout cela fait partie des éléments constitutifs de la « perfection négative », terme utilisé par le romancier Martin Amis pour désigner « *la justification obscène du recours à une cruauté extrême, massive et préméditée par un prétendu État idéal* », qui représente un authentique exercice de « terrorisme légal » ayant généré une large réaction de répulsion populaire avec de longs processus judiciaires qui aboutiront infailliblement à la Cour européenne de Strasbourg.

Pour conclure, je rappelle qu'au cours de ces dernières semaines, de nombreuses manifestations de la jeunesse ont eu lieu dans toute l'Espagne pour revendiquer la libération de Pablo Hasél et des prisonniers politiques. De nombreuses arrestations ont eu lieu au nom de la loi « Mordaza »[4], la loi de sécurité publique ; parmi les détenus, nous retrouvons de nombreux militants anarchistes. Certains inculpés sont dans l'attente de leur procès.

Pablo Llorente

critiqué pour son caractère extrêmement disproportionné par les familles, les associations de défense des prisonniers, le Gouvernement de Navarre et presque tous les partis politiques du Pays basque.

3. L'ancien souverain, exilé depuis août à Abou Dhabi, est soupçonné d'avoir fait usage de cartes de crédits liées à des comptes bancaires qui ne sont pas à son nom, entre autres révélations sur sa présumée fortune opaque. Une demande d'enquête parlementaire a été rejetée par l'organe exécutif de la Chambre, chargé de trancher sur les thèmes à débattre dans l'hémicycle. Le Parti populaire, Vox et le PSOE ont voté contre cette enquête en raison de leur attachement à la Constitution postfranquiste de 1978.

4. L'application de la « loi sur la sécurité publique », surnommée « Ley Mordaza » (loi bâillon), a provoqué une restriction disproportionnée des droits fondamentaux d'Espagne. Cette loi limite le droit à manifester, elle a pris effet le 1er juillet 2015 sous le gouvernement de droite de Mariano Rajoy, elle définit 31 types d'infractions « graves », passibles de 30 000 euros d'amende comme, par exemple, la violation de l'ordre public au cours d'événements sportifs, politiques, culturels, religieux, ou bien le fait de prendre une photo d'un agent de police. Depuis, de nombreuses réactions critiques sont apparues en Espagne, mais aussi en dehors du pays. Après bientôt 3 ans de gestion d'un gouvernement de « gauche », cette loi n'a toujours pas été abolie.

Tchernobyl, un site touristique ?

Depuis plus d'une dizaine d'années maintenant, un certain tourisme de catastrophe, ou tourisme noir ou morbide, se développe, allant de pair avec l'évolution des mentalités, d'un côté, vers toujours plus de sensationnalisme, de voyeurisme, de violence, et de l'autre, vers un désir ou un besoin de savoir, de comprendre. Bien évidemment, celle qui est pour le moment avec Fukushima, la pire catastrophe nucléaire, humaine et écologique de tous les temps, attire et suscite un intérêt toujours croissant, ouvrant ainsi la voie à un business touristique des plus lucratif. Alors, aller à Tchernobyl : bien ou pas bien ? Tentons d'y voir plus clair.

Il est important de savoir de quoi l'on parle, alors commençons par un bref rappel des faits et conséquences de la catastrophe. Le 26 avril 1986, se déclenche, à la centrale nucléaire de Tchernobyl, en Ukraine (alors en URSS), l'accident conduisant à la fusion du cœur du réacteur N°4.

Cet accident se produit suite à une série d'erreurs commises par les techniciens de la centrale, en supprimant plusieurs sécurités sur ordre de leur supérieur et sans en analyser les risques. Un épais nuage radioactif se propage alors dans une grande partie de l'Europe, provoquant une très large contamination de l'environnement, ainsi que de nombreux décès et maladies, survenus immédiatement ou à long terme du fait des irradiations ou contaminations.

Ce ne sont pas moins de 200 000 personnes qui seront définitivement évacuées. Les conséquences directes ou non de la catastrophe, notamment la contamination de l'environnement, les incendies répétés, les maladies et les morts, font encore aujourd'hui l'objet d'une véritable polémique entre, les « officiels », que sont les agences de l'ONU, et les « non-officiels », d'origines diverses et principalement des ONG. Lorsque les premiers annoncent une soixantaine de décès directs et 4000 cas de cancers, les seconds parlent, eux, de plusieurs centaines de milliers, voire de millions, selon les études, de cas de cancers, de leucémies, de maladies cardiaques, de malformations, de handicaps moteurs ou mentaux, de traumatismes… et de morts, dus aux retombées radioactives. Beaucoup sont des victimes non immédiates, comme les milliers de liquidateurs qui décédèrent dans les mois ou les années qui suivirent, ou les enfants de la génération d'après qui souffrent encore aujourd'hui.

Pour des raisons d'intérêts économiques, il est dans la nature même des autorités de minimiser l'ampleur des catastrophes, en tardant à réagir notamment, comme nous venons justement de le vivre en cette année 2020 avec la pandémie du coronavirus. Sachant cela, et dans le cas du nucléaire qui plus est, c'est sans nul doute que nous pouvons affirmer que les États et leurs sbires se livrèrent, et se livrent toujours, à une large désinformation sur les véritables conséquences de l'accident nucléaire majeur (classé au niveau 7, le plus élevé) de Tchernobyl. La radioactivité ne se voit pas, et c'est bien pratique pour les partisans et les protecteurs du nucléaire. Celle dégagée lors de l'accident est toujours présente autour de la centrale, beaucoup plus loin même. La catastrophe est toujours en cours.

Que penser de ces autres hurluberlus ramenant des T-shirts ou d'autres « souvenirs » à l'effigie de cette énergie mortifère qu'est le nucléaire ?

Depuis quelques années, le gouvernement ukrainien multiplie les initiatives pour encourager le développement du tourisme dans la région. Officiellement, les autorités souhaiteraient montrer l'endroit et mettre ainsi fin au tourisme clandestin et à l'urbex [1]. Tirer profit de ce genre de tourisme en vogue, véritable aubaine économique, n'est sans doute pas étranger au soudain intérêt des autorités et des agences pour le site de Tchernobyl et son tristement célèbre accident.

C'est à partir de 2011 que des guides touristiques proposent des excursions dans la zone d'exclusion du site, zone où aucun civil n'est autorisé à vivre. Le tourisme de masse y prend cependant son essor en 2018, avec 72 000 visiteurs annoncés, contre 7 500 en 2010. Et il s'accentue l'année suivante, avec le succès planétaire de la mini-série *Chernobyl*, retraçant les premiers temps de la catastrophe, et la promulgation, le 10 juillet 2019, d'un décret transformant la zone de Tchernobyl en un lieu touristique. Les visiteurs/touristes, c'est selon, très encadrés, sont amenés en bus, depuis Kiev, à la zone d'exclusion, située dans un rayon d'environ 30 km autour de la centrale. Durant le voyage, on les informe du contexte de la catastrophe et des consignes de sécurité plutôt strictes à respecter. À l'entrée de cette zone, un poste de contrôle.

Il n'est, en théorie, pas dangereux, de ne passer que quelques heures dans la zone d'exclusion. Ce que répètent les guides et leurs brochures, bien que le site soit toujours hautement radioactif. Cependant, une décharge de responsabilité doit être signée par toute personne pénétrant dans la zone. Précision : la zone contaminée, située elle dans un rayon d'environ 10 km autour de la centrale, reste, pour le moment, interdite au public, bien que, et c'est difficilement concevable, des milliers de personnes, scientifiques et ouvriers, y travaillent ! Les guides touristiques assurent aux groupes les visites des villes de Tchernobyl et de

1. L'exploration urbaine, abrégé urbex (de l'anglais *urban exploration*), est une activité consistant à visiter des lieux construits et abandonnés par l'homme, mais cette pratique inclut également la visite de lieux interdits, cachés ou difficiles d'accès, tel que des tunnels de métro, des catacombes, des chantiers de constructions/rénovations….

BÂTIMENT ABANDONNÉ PHOTO : DENIS REZNIK

CHEMINÉE DE REFROIDISSEMENT PHOTO : DENIS REZNIK

Prypiat. Tchernobyl n'est pas tout à fait déserté car certain·e·s habitant·e·s sont revenu·e·s y vivre, malgré l'interdiction de l'État.

Prypiat par contre, comme les villages qui lui sont proches, est aujourd'hui une ville fantôme, officiellement sans habitants. Ces lieux, évacués de nombreuses heures après le drame, sont aujourd'hui les témoins d'une époque soviétique révolue mais surtout, ils représentent un témoignage macabre de l'ampleur du désastre. La rouille s'y est installée, les peintures s'y sont effritées. Les vitres ont disparu et des murs se sont en partie effondrés. Des sols sont jonchés de gravats ou envahis par la végétation. La nature semble avoir repris ses droits, autour et à l'intérieur de ces bâtiments désolés. Le parc d'attractions de Prypiat attire beaucoup de visiteurs/touristes. Sa grande roue et ses autos tamponneuses, immobiles et rouillées, semblent laissées là exprès, vestiges à voir absolument. L'inauguration du parc devait avoir lieu seulement quelques jours après l'accident, ce qui ajoute encore au côté morbide et sensationnel de l'endroit.

Emporter quoi que soit de la zone d'exclusion est interdit mais, malgré les radiations et les contrôles de police, le site a été pillé à de nombreuses reprises. Tout ce qui a de la valeur marchande semble avoir été volé. De nombreux autres objets sont dispersés parmi les décombres : des livres ouverts sur une table, des poupées assises sur des chaises, dont certaines équipées d'un masque à gaz, ou d'autres poupées et peluches couchées sur un lit, parfois estropiées, un piano sans touches mais avec des partitions posées à leurs places, des chaises renversées, des tables aux tiroirs ouverts, des chaussons au pied d'un lit rouillé, des masques à gaz pendant du plafond et recouvrant le sol.... le tout, planté dans un décor et une ambiance apocalyptique.

Photos disponibles sur le Net pour vous en convaincre que..... Que tout cela pue la mise en scène macabre ! On cherche à donner l'impression que tout a été abandonné dans la précipitation alors que la zone de Tchernobyl n'a été évacuée qu'une trentaine d'heures après l'explosion de la centrale ! Certes, les habitant·e·s n'ont été prévenu·e·s de leur départ forcé que quelques heures avant de devoir partir, mais ce délai leur a tout de même laissé le temps de s'organiser un minimum, contrairement à ce que l'on voudrait apparemment nous faire croire. Beaucoup d'entre elles/eux, pensaient revenir au bout de quelques jours, et ne sont en fait, jamais revenu·e·s.

Selon les témoignages de personnes s'étant rendues sur place, leurs réactions sont très diverses et contradictoires : tristesse, colère, consternation, indifférence, et fascination dominent. Même s'il apparaît que la plupart respectèrent plus ou moins bien les lieux, et les milliers de victimes, les dérives du tourisme de masse paraissent, elles, inévitables : que dire de ces zinzins posant comme à Disneyland dans ces décors chargés d'une histoire funeste et imposant donc pourtant le respect, la discrétion et l'humilité ? Et encore, que penser de ces autres hurluberlus ramenant des T-shirts ou d'autres « souvenirs » à l'effigie de cette énergie mortifère qu'est le nucléaire ?

De plus, et toujours d'après les témoignages de personnes qui se sont rendues sur place, il ressort que ce tourisme, orchestré par les autorités, non seulement ne remet jamais en cause l'industrie du nucléaire, mais en outre, minimise à coup sûr les conséquences de ce qui restera comme la plus grande catastrophe nucléaire, humaine et écologique du XX^{e} siècle.

Ainsi, on fait d'une pierre deux coups : on banalise par le tourisme, qui de surcroît, remplit les poches[2].

Que penser de ce tourisme de catastrophe à Tchernobyl ?

Je me garderai bien de donner des leçons de morale. Toutefois, je peux avancer que, si l'on y va pour savoir, comprendre l'Histoire, en apprendre quelque chose et s'en servir positivement, cela me semble louable et salutaire. Par contre, y aller pour la recherche de sensations fortes et insensées, empreintes de voyeurisme morbide, ou juste parce que c'est là qu'il faut être vu, me semble malsain et méprisable.

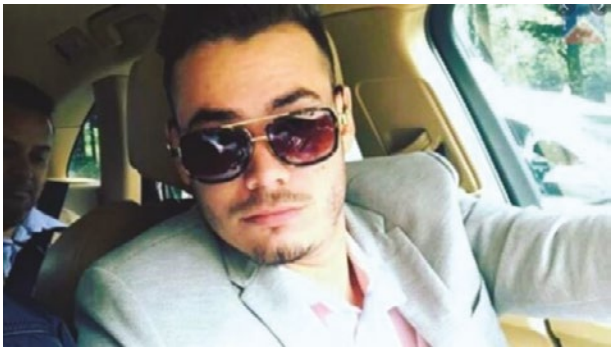
Quant aux adoratrices et adorateurs du nucléaire, qui ont trouvé en Tchernobyl un lieu de pèlerinage, je vous laisse le soin d'en penser ce que vous voudrez.

Tchernobyl n'est pas un endroit ordinaire et innocent, et n'est par conséquent pas un lieu de « vacances », comme ne le sont pas non plus les autres lieux de catastrophes ou de tragédies diverses à travers le monde.

Frédéric Pussé
Groupe de Metz

2. Sources principales pour l'ensemble de cet article : les sites Wikipédia, Réseau Sortir du nucléaire et Péripléties.

En pleine crise sanitaire et économique, Sandro Castro, petit-fils de Fidel, se promène en voiture de luxe à La Havane



Dans la vidéo publiée sur les réseaux sociaux le 2 mars dernier, le jeune membre de la famille Castro dit : « *Nous sommes des gens simples, mais nous devons sortir les jouets de famille que nous avons à la maison* ». Il demande ensuite à la jolie fille qui l'accompagne de noter la vitesse de sa Mercedes Benz. La vidéo montre qu'il se déplace à 140 km à l'heure.

La diffusion de la vidéo a suscité des questions parmi les utilisateurs des réseaux sociaux. Ils critiquent le fait que le petit-fils de Fidel Castro « jouisse de privilèges élevés », « d'un luxe inaccessible à la majorité du peuple cubain » et d'autres s'interrogent sur l'origine de l'argent utilisé pour mener ce style de vie, alors que le gouvernement demande aux Cubains de faire preuve d'austérité et de se serrer la ceinture.

Sandro est probablement le petit-fils le plus médiatique de Fidel Castro. Le jeune homme est né le 5 décembre 1991, Rebeca Arteaga Moras et Alexis Castro, ses parents, sont divorcés. Sa mère réside actuellement dans le quartier chic de Nautico, dans la capitale cubaine.

Sandro possède plusieurs bars à La Havane visités par la nomenklatura cubaine. Sur les réseaux sociaux, le petit-fils de Castro publie d'autres photos controversées dans lesquelles il pose avec des objets de valeur inaccessibles aux Cubains. On trouve des images de lui avec des vêtements de marque et des appareils électroniques.

La vidéo de Sandro Castro est publiée au moment où Cuba met en œuvre des mesures de confinement qui comprennent des restrictions de vol, l'isolement des voyageurs arrivant sur l'île et un couvre-feu nocturne. Cette dernière mesure n'est pas pleinement appliquée, car les pénuries, résultant de la crise économique que traverse le pays, obligent les gens à descendre dans la rue et à faire la queue pour acheter de la nourriture et d'autres produits indispensables.

Pendant ce temps; les Cubains se serrent la ceinture

Le 3 mars 2021, Cuba a enregistré 914 nouveaux cas de Covid-19, la plupart autochtones (895) et 5 décès, selon le rapport quotidien du ministère de la Santé publique. L'île accumule depuis mars de l'année dernière 52 501 cas positifs pour le SRAS-Cov-2 et 333 décès, avec une augmentation considérable des cas indigènes par rapport aux cas importés.

Selon les médias internationaux, ce n'est pas la première fois que Sandro suscite une controverse. Il y a deux ans, il a partagé une photo dans laquelle il se vantait de faire le plein d'essence pour son bolide, alors que l'île connaissait une grave crise énergétique qui obligeait les gens à se déplacer à pied, faute de moyens de transport.

Du passé révolutionnaire, ils font table rase...

Sandro Castro, est-il aujourd'hui l'incarnation de l' « homme nouveau » dont parlait le Che ? La révolution devait, selon lui, également s'accomplir au niveau individuel par la création d'un « homme nouveau ». Dans les principes de Guevara, l'individu de la société révolutionnaire devait chercher une récompense morale (solidarité et bien commun) et non-matérielle. Pour lui, seule la récompense morale permettait d'accéder au bonheur, la récompense matérielle étant l'apanage du capitalisme. Les derniers rejetons de la bourgeoisie castriste n'ont rien appris dans les livres à leur disposition dans les écoles et les universités huppées que leur payaient à l'étranger leurs parents, les apparatchiks du régime castriste.

Ces rejetons arrogants du marxisme-léninisme tropical n'ont pas utilisé leur richesse pour lire des livres, se cultiver ou élargir leur étroit horizon référentiel. Ils sont pourtant les petits-enfants de ceux qui sont descendus en vainqueurs de la Sierra Maestra en 1959. Dans leurs belles demeures à La Havane, ils vivent dans une impunité absolue et ils bénéficient de privilèges inatteignables pour les autres Cubains. Une partie des ressources du pays est dépensée pour entretenir ces enfants capricieux et grossiers. C'était donc ça la révolution cubaine ?

Les enfants ne devraient jamais payer pour la culpabilité de leurs parents, et encore moins de leurs grands-parents, mais chaque personne manifeste dans son comportement une grande partie des valeurs éthiques et morales qui lui ont été enseignées par sa famille. Ce qui émane de Sandro Castro nous permet de voir, comme dans une radiographie détaillée, la dépouille du régime castriste. Elle est en pleine décomposition. La lignée, qui aurait dû être le modèle à suivre et à revendiquer pour l'exemple, n'a généré que des fruits pourris : des oisifs à la tête vide. Tout cela, valait-il le sacrifice de tout un peuple durant 60 ans ?

Daniel Pinós

Pour vous informer à propos de Cuba, de son histoire et de la situation actuelle, à partir d'un point de vue libertaire : http ://www.polemicacubana.fr

Le Guetteur

Aux origines…

L'écriture inclusive

Il semblerait, selon *Le Monde,* que l'expression « écriture inclusive » soit apparue dans le sillage de la théologie protestante féministe des années 1970-1980, sur fond d'interrogations politiques et parfois métaphysiques concernant la représentation du genre dans la religion. Une chercheuse, Julie Abbou, confirme en rappelant que « les appellations "écriture inclusive" et "langage inclusif" existaient déjà en anglais depuis la fin des années 1970. Les premières personnes à les avoir utilisées sont des théologiennes féministes et protestantes nord-américaines ». Ni dieu ni maître !

Au tout début

Voici une autre façon de raconter le début du début. C'est un récit aborigène vieux de… qui sait ? Tout était sombre en ces temps avant que ce ne soit le temps. Les terres sombres s'appelaient Il-ba-lint-ja, et il n'y avait rien, juste un grand poteau sans début ni fin. Il jaillissait de la terre stérile jusqu'au-dessus du ciel. À son pied Ka-ro-ra allongé, dormait dans une nuit épaisse. Alors que tout autour de lui régnait une profonde obscurité, ses rêves étaient aussi brillants et colorés que le monde que nous connaissons aujourd'hui. Il rêvait de *Bandicoots* (sorte de marsupiaux) et ces créatures surgissaient de son nombril, de son nez et de sa bouche. Tout d'un coup, l'aurore survint et Il-ba-lint-ja fut inondé de lumière pour la première fois. Ka-ro-ra se dressa de l'endroit où il dormait. Il avait dormi tellement, tellement longtemps, il était fatigué et avait faim. Il attrapa deux *Bandicoots* et les fit cuire au soleil. Une fois qu'il les eut mangés il réalisa qu'il était seul. Le soleil se couvrit de colliers et disparut derrière l'horizon. Ka-ro-ra se rendormit. Cette fois il rêva d'un *Bull-Roarer* (nom français : Rhombe. Sûrement l'un des plus vieux instruments de musique. NDLR), ce dernier apparu sous son aisselle. Cela devint un jeune garçon pour qui il chanta afin qu'il vive. Le jour venu, le père et son fils chassèrent des *Bandicoots*. La nuit venue, le père rêva d'avoir de plus en plus de fils et le récit continue longtemps comme cela, le temps du rêve !

Voilà une façon de raconter qui en vaut bien une autre. Difficile de bâtir une religion là-dessus.

Désobéir

Qui a désobéi ? Levez le doigt ! C'est qui le premier ? Dans notre geste judéo-chrétienne, ce sont, fifty-fifty, Eve et Adam. Cela a été la condition indispensable pour devenir des humains. Des peuples entiers désobéissent en ce moment : Pologne, Birmanie, Biélorussie, Algérie. Peut-être faudrait-il apprendre à désobéir dès le plus jeune âge… ?

Le matriarcat

Une légende, selon Demoule, court dans bien des milieux qu'avant le patriarcat dont nous n'arrivons pas à nous défaire, il y aurait eu le pouvoir des femmes. N'importe qui ayant lu *Le Tambour* de Günter Grass se rappellera que l'auteur célèbre l'époque bénie où dans les parties les plus orientales de l'espace germanique, les femmes régnaient. J-P. Demoule, donc éminent archéologue, dans un article paru sur le site payant AOC, avance que l'existence d'une société pacifique matriarcale est battue en brèche par le fait que « *la plupart des villages s'entouraient de fossés et de palissades, et se hissaient souvent sur des hauteurs malcommodes. On recense un certain nombre de massacres avérés, notamment dans la civilisation dite de la Céramique Linéaire ou Rubané…* ».

Mars

La mission de Perseverance est de traquer les anciennes traces de vie sur Mars. Le retour en force des petits hommes verts. Toujours cette question des origines qui taraude l'esprit humain depuis le début de son existence.

La disparition des Néandertaliens

J'avoue humblement me perdre dans les méandres de ma mémoire ancienne.

D'après une étude récente les Néandertaliens auraient « *disparu du nord de l'Europe* (…) *bien plus tôt que suggéré auparavant* ». Alors, si c'est le cas, quid des restes génétiques dans l'ADN de l'humain de nos jours ? Pour ajouter à la confusion, il faut signaler que les aborigènes australiens seraient arrivés entre 40 et 50 000 ans avant notre ère sur leur grande île. Auraient-ils eu des relations illicites avec Neandertal avant la disparition de celui-ci ?

Confusion

C'est l'état de ce qui est confus. Nous sommes bien avancés ! Ce serait l'action de confondre, de prendre quelqu'un ou quelque chose pour quelqu'un ou quelque chose d'autre. Oui, bien, mais comment cela commence ? Un éminent anarchiste contemporain a abordé cette question. Pour lui cela concerne la gauche. Soit, et les autres, c'est-à-dire nous ? Brouillards idéologiques ou politiques, retrouver une boussole, et autres éléments rhétoriques ne sont pas très aidants. Je suis allé faire un tour sur un site médical et j'ai trouvé cela « *La confusion aiguë est souvent déclenchée par une maladie ou par la tension due à une hospitalisation* ». Bien actuel ! Ce serait aussi une entrée possible dans l'azheimerisation de nos candidats au pouvoir suprême. Mais son origine reste inconnue…

Pierre Sommermeyer
Individuel

Jeunisme et âgisme sont sur un bateau, jetez-les à l'eau !

Faute de vaccination massive, la pandémie continue mais l'hôpital public connaît toujours des suppressions de lits et de personnel. La crise sociale et économique s'aggrave et augmente le chômage, la pauvreté, la détresse psychologique, particulièrement chez les jeunes.

La crise sanitaire se poursuit, avec ses mensonges dus à l'incurie gouvernementale. La vaccination démarre très lentement, ce qui rend l'inscription difficile. La pénurie de vaccins est la conséquence des économies sur la recherche et les emplois et aussi des délocalisations qui rendent la France dépendante des laboratoires étrangers. Sanofi licencie alors qu'il perçoit le Crédit Impôt Recherche. L'objectif des groupes pharmaceutiques n'est pas de répondre aux besoins de santé, mais de verser de plus en plus de dividendes à leurs actionnaires.

Macron décide de tout, tout seul : il a décidé de continuer comme ça sans reconfiner. Le gouvernement fait passer sa loi « Séparatisme » ainsi que le fichage des opinions, et les lois liberticides se multiplient. La casse sociale affaiblit les services publics, assèche les ressources de la Sécurité sociale. On le paie déjà en pénurie périodique de médicaments (flux tendu, sous-traitance incertaine), en diminution de la Recherche (Sanofi licencie).

Nous subissons le respect du brevet sur le vaccin pendant vingt ans. Le vaccin est en effet livré en priorité aux pays et régions riches, alors que la santé devrait être reconnue comme bien commun. L'OMS pourrait rendre publique la licence, mais l'Union européenne, notamment, s'y oppose.

Quelle désorganisation !

Au début, les vaccins ont été réservés dans les Ehpad, puis du 8 au 15 janvier, selon les régions, ils étaient étendus aux plus de 75 ans, ce qui a pour conséquence de reprendre les doses aux Ehpad. Ces doses attribuées aux départements se sont retrouvées sur Doctolib de l'ensemble de la France. Les centres se sont mis en place, ont pris des inscriptions puis ont dû fermer. Aux dernières nouvelles, le comité consultatif parisien de la Covid-19 annonce déjà qu'il y a des problèmes de réapprovisionnement pour les tests et les médicaments. Après ça, certains diront que l'État nous protège !

Dans les hôpitaux, même gestion à la petite semaine : pour libérer des lits on a reporté les opérations chirurgicales les moins urgentes. D'après la Fédération hospitalière de France (FHF), pendant la première vague, 58 % d'opérations prévues en hospitalisation complète ont été reportées ; retard toujours pas rattrapé.

Et les vieux… privilégiés ?

C'est ce que tente de faire croire Macron, aidé par les médias aux ordres. Depuis plusieurs mois une petite musique se fait entendre et elle n'est pas belle.

François de Closets a été le premier à jouer sa petite partition dans une tribune du journal *Le Monde*. Il y dénigre les retraités égoïstes qui ont eu la chance de traverser les Trente Glorieuses. Les retraité-e-s sont culpabilisé-e-s lorsqu'ils entendent des propos comme *« pour sauver quelques vies de personnes âgées, on a mis au chômage des milliers de gens »*, et le Premier ministre de dire aux grands-parents *« n'allez pas chercher vos petits-enfants à l'école »*. La propagande s'intensifie, elle prétend que les gagnants de la Covid-19 seraient les retraité-e-s qui perçoivent leur pension pendant la crise sanitaire. Du moins celles et ceux qui ne sont pas décédés. 75 % *des* décédés ont plus de 75 ans. Un proche du président a même demandé au gouvernement de *« diminuer les pensions pour assurer une solidarité entre les générations »*.

Il est plus que temps de remettre les pendules à l'heure.

La Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (Drees) publie chaque année un important rapport dans lequel nous trouvons la situation des retraité-e-s.

- À la fin de l'année 2018, tous régimes confondus : 16, 4 millions de pensions versées en droit direct.
- Âge moyen de départ à la retraite : 62 ans et 1 mois. Soit 1 an et 7 mois de plus qu'en 2010.
- Pension moyenne nette mensuelle : 1382 euros ; en baisse de 2, 6 % par rapport à 2017.

La génération 1920 a profité à plein de la retraite à 60 ans, la génération 1968 n'est pas privilégiée !

Quant au système de retraite de Macron il n'est pas de réduire d'avantage. Pour lui, *« juste et équitable »* signifie maintenir

le même écart, chaque euro cotisé donne les mêmes droits, *« celui qui a réussi »* a droit à une bonne retraite, *« celui qui n'est rien »*...

Et les jeunes... heureux ?

La crise sanitaire a mis fin aux petits boulots des étudiant-e-s. 36 % d'entre eux ont perdu leur travail pendant le premier confinement. Pas de cours en présentiel, pas de vie sociale (voir hashtag Etudiantsfantômes) pas de boulot leur permettant de payer un loyer, ou même de se nourrir convenablement. En quelques mois, ils ont basculé dans la précarité. La majorité des restaurants universitaires est fermée. Dans ces conditions, comment vont-ils servir des repas à 1 € promis par Macron ? Il ne faut pas s'étonner si les étudiant-e-s rejoignent toujours plus nombreux les files d'attente déjà longues des Restos du cœur et autres associations caritatives.

En décembre, un étudiant mettait fin à ses jours. En janvier, plusieurs autres se sont suicidés ou ont tenté de le faire. La détresse est grande, le désespoir est immense dans la jeunesse. Une fois encore Macron met à côté de la plaque. La France compte en moyenne un psychologue pour 30 000 étudiant-e-s. Ce n'est pas « *le chèque psychologique* » dont les modalités restent à définir qui va suffire à répondre à l'angoisse et au mal-être de la jeunesse. Il faudra également aller bien au-delà des 80 psychologues promis en décembre qui se font toujours attendre.

En attendant les signes de sortie de crise sanitaire, étudiants, actifs et retraités exigeront ensemble l'ouverture des universités et des bibliothèques dans le respect des règles sanitaires. C'est ce que nous avons commencé à faire, en manifestant ensemble avec nos organisations respectives pour la défense de nos droits.

Il faut bien vivre disent certains. Les luttes défensives nous permettent de ne plus reculer, d'avancer un peu. Pour l'accès à la santé, bien des étudiant-e-s et des retraité-e-s ont dû renoncer ou retarder leurs soins pour raisons financières. Pour l'accès à un logement décent, bien des étudiant-e-s et des retraité-e-s se retrouvent en colocation et doivent travailler pour payer les études ou retravailler pour améliorer les pensions de retraite.

Il faut bien vivre, mais vivre bien c'est mieux.

Le capitalisme nous écrase toutes et tous. Il n'est pas transformable ni aménageable pour le bien-être de l'immense majorité des exploité-e-s. Sa destruction est donc toujours à l'ordre du jour pour lui substituer une société égalitaire où la solidarité ne sera pas un vain mot mais une réalité concrète, où l'exploitation de l'Humain sur l'Humain aura enfin disparu. Cette pandémie aura eu le mérite de rendre encore plus évidentes les tares du système capitaliste et le chaos qu'il engendre. Que nous a offert le capitalisme ? Déforestations à grande échelle, élevages intensifs qui n'ont fait qu'aggraver les risques de transmission d'agents pathogènes d'animaux sauvages à animaux domestiques puis aux humains. Le premier réflexe d'un État est de cacher le problème (Chine), le second est d'être dans le déni (France : nous ne risquons rien l'épidémie c'est loin et ne nous concerne pas, et de toute façon nous sommes prêts, notre service de santé est un des meilleurs au monde voire le meilleur). Vient ensuite mais très tard (trop ?), le constat : « nos hôpitaux sont débordés ». Et là encore, l'État ne veut pas admettre que la situation lamentable que connaît notre système de santé est due aux décisions des gouvernements successifs qui se sont ingéniés à laminer le Service public : fermetures d'hôpitaux, moins de lits, moins de personnel.

Si comme notre président l'a affirmé, nous sommes en guerre, une telle entreprise de démolition du service public s'assimile à un véritable sabotage. Et on sait quel est le sort réservé aux saboteurs en temps de guerre. À l'heure des comptes, il ne faudra pas oublier de présenter la note à nos dirigeants qui depuis le début de la pandémie sont allés de mensonges en mensonges (sur les masques, sur les tests, sur les vaccins...), et qui prétendent dans le même temps œuvrer à nous protéger.

De nombreux laboratoires à travers le monde se sont lancés dans la recherche d'un vaccin, non pas conjointement mais de manière concurrentielle (c'est que l'industrie pharmaceutique pense plus « marché » que « populations à sauver »)

Dans une société de type anarchiste ferions-nous mieux ? En tout cas nul doute que la priorité serait donnée au service public de Santé et non au privé. Dans une société fédéraliste telle que nous la concevons, les lobbys capitalistes n'existeraient pas. La priorité absolue serait donnée aux services publics (Santé, Éducation...). Le chantier est immense, il s'agit de recruter en masse notamment dans les hôpitaux, Ehpad... plutôt que dans ce que l'économiste David Graeber nomme les « boulots de merde » (bullshit jobs) qui ne servent à rien pour la société. Alors bien sûr il ne s'agit pas de saupoudrer quelques mesurettes à l'intérieur du système capitaliste, mais bel et bien de changer complètement de système et d'instaurer une société libertaire, autogestionnaire et fédéraliste. Ça urge, nos vies valent plus que leurs profits. Ça nécessite une révolution ? Eh bien, va pour la révolution !

Jean Jacques Chatelux et Ramon Pino
Groupe Salvador Seguí

Intersectionnalité, antisémitisme et autres fariboles

« Faire de la multiplicité une unité, c'est bien ce que firent tous ceux qui au cours des siècles étaient opposés aux Juifs. »

Avant d'aller plus loin, il convient de dire d'où on part. Deux endroits, deux sites web et plusieurs articles dont je ne peux que conseiller la lecture. En voici donc les titres *Intersectionnalité et antisémitisme, L'antisémitisme au sein du Labour* et *L'antisémitisme dans la classe ouvrière américaine.* Ces trois textes sont présents sur le site Golema.net. Il faut rajouter *Les Noirs sont antisémites parce qu'ils sont antiblancs,* un texte de James Badwin, et *Anti-capitalisme et éléments de l'antisémitisme.* Ces deux écrits sont mis en ligne sur le site stoff.fr. Une remarque générale ; hormis le fait que tous sont fort intéressants, ils sont tous d'origine anglo-saxonne, comme s'il n'existait pas d'équivalent en français.

Plusieurs choses sont à éclaircir d'emblée. Le fait de désigner l'ensemble hétéroclite des gens qui se réclament du judaïsme comme « les Juifs » est un problème. C'est-à-dire transformer une pratique en un concept. Faire de la multiplicité une unité, c'est bien ce que firent tous ceux qui au cours des siècles étaient opposés aux Juifs. Donc employer ce concept ou cette idée, mais comment faire autrement, c'est en reconnaître la validité. Cette démarche fut poussée au maximum lors du nazisme où fut inventée la notion de demi-juif ou de quart-juif.

L'autre point est de ne pas prendre en compte le concept de judéophobie et de lui substituer celui d'antisémitisme. Pourtant les choses sont dites de façon très claire au début du texte sur *Intersectionnalité et antisémitisme.* Son auteure, Karin Stögner, avance ainsi les choses pour les négliger après : *« Le racisme est déjà évident dans le concept d'antisémitisme, invention linguistique de Wilhelm Marr au XIXe siècle, au moment où l'hostilité politique et sociale envers les Juifs — avec à l'avant-scène un concept laïque et pseudo-scientifique de « race « — remplaçait une forme prémoderne et religieuse de judéophobie* ». Je ne connaissais pas cet individu qui semble avoir été d'abord anarchiste. Elu député en 1848 à Frankfurt, il s'oppose à l'émancipation des Juifs dans laquelle il voit l'avènement du libéralisme économique. Son principal écrit sur le sujet paraît en 1879, *La victoire de la judéité sur la germanité*. À la fin de sa vie il aurait demandé le pardon des Juifs. Karin Stögner oublie ou ignore qu'en France un certain Edouard Drumont publie en 1886 *La France juive.* C'est donc bien à la fin du XIXe siècle que l'antijudaïsme devient un problème de société, que la question juive se pose et qu'apparaît l'antisémitisme. L'idée de nation, exaltée par la Révolution française, reprise et revendiquée d'un point de vue tant culturel que politique, est mise en danger par l'existence des Juifs dont on présuppose l'adhésion à un autre projet national. Ce qui va d'ailleurs arriver pour les mêmes raisons et aux mêmes moments avec le projet sioniste.

Au commencement était la judéophobie

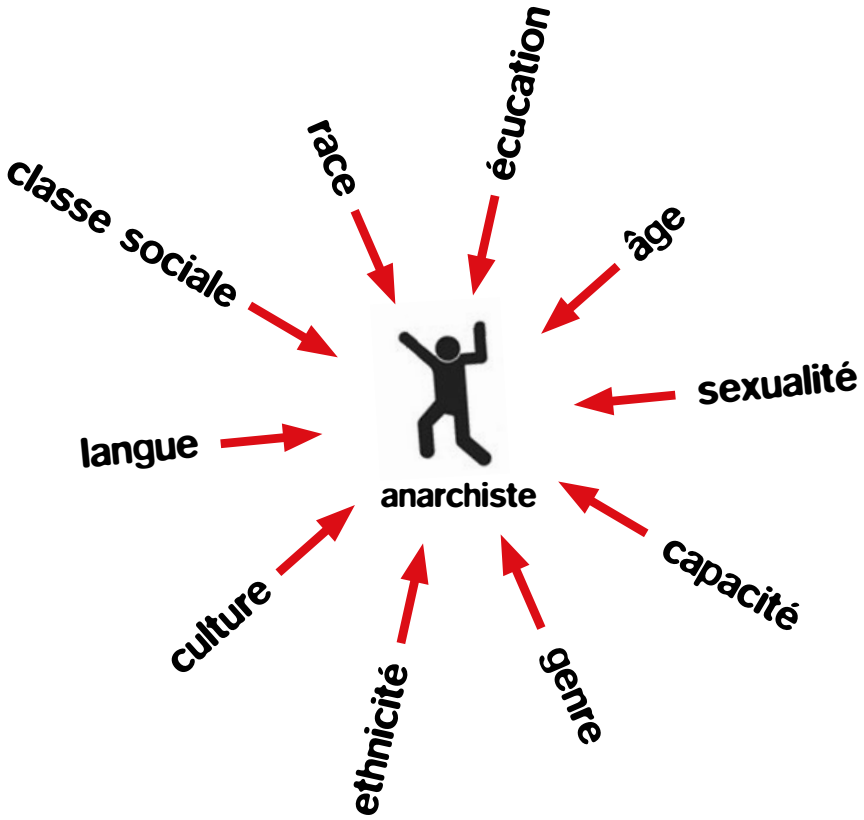
Dans les textes qui nous intéressent, et particulièrement dans celui qui pose la question de l'intersectionnalité des luttes, c'est la judéophobie qui remonte à la surface. Le fait qu'elle soit qualifiée d'antisémitisme ne doit tromper personne. Ce qualificatif excluant est utilisé car aujourd'hui critiquer les Juifs est considéré comme une suite du nazisme, donc comprenant une marque de culpabilité. Il faut revenir aux raisons de la judéophobie. Elle est la base sur laquelle s'est construit l'antisémitisme. Les plus anciennes traces de cette haine datent de bien avant le christianisme. Elles sont dues à au moins trois sortes de comportement de la part des Juifs que l'on va retrouver tout au long de siècles jusqu'au XIXe. L'affirmation d'un seul dieu. Dans un monde polythéiste où le passage d'une divinité à l'autre ne pose pas de problème, cette conviction est mal reçue ! Le respect d'une stricte façon de se nourrir empêche le partage collectif de la nourriture, de même le suivi de normes calendaires impératives dont le shabbat. Enfin l'obligation d'apprendre à lire et à commenter les textes sacrés a pour conséquence une éducation culturelle collective qui dans un contexte général peu ouvert à ce genre de pratique passe mal. Ces trois faits suffisent à mettre à part les Juifs. Les puissants du moment ne peuvent qu'en prendre ombrage, que ce soit l'Église y voyant une concurrence, les lettrés de même et enfin le pouvoir temporel qui a besoin de ce genre de savoirs pour fonctionner. Tout ce monde va charger cette minorité de la responsabilité de toutes leurs incapacités. Rapidement la société moyenâgeuse va rogner les ailes de ces empêcheurs de tourner en rond. Au point que le concile de Meaux-Paris – vers 850 – interdira, entre autres choses, aux Juifs de posséder des esclaves chrétiens et, plus généralement, de faire commerce des esclaves.

Dès lors le Juif industrieux par nature (?) ou par obligation va endosser toutes ces fonctions honnies si bien décrites par James Baldwin. « *L'épicier était juif* [...] *Le boucher était juif* [...] *le prêteur sur gages était aussi juif* [...] *Les boutiquiers de la 125e rue étaient juifs, etc. « Voleurs », je me disais, « tous des voleurs ! » Et je savais que j'avais raison, et je n'ai pas changé d'avis. Mais je ne sais vraiment pas si tous ces gens étaient juifs ou pas* ».

Tout cela fait que dans les mouvements actuels la place des Juifs est sujette à caution, « *d'anciennes camarades juives de la Women's March on Washington ont été contraintes de se retirer [...] Des résistances ont émergé en réaction à l'exclusion de personnes juives des initiatives queers et féministes telles que la Women's March ou Black Lives Matter* ».

Où il est question de couleur de peau

Les raisons de ce raidissement sont abordées par l'auteure dans un paragraphe au titre révélateur, *La blanchité et les Juifs.* Paragraphe qu'il est possible de résumer



ainsi : les Juifs sont-ils des blancs comme les autres ? J'aimerais avant d'aller plus loin sur cette question avancer ceci. Il suffit aujourd'hui d'avancer dans quelque situation que ce soit la présence du Juif pour que tout soit bousculé. Au fond il a suffi qu'un type se réveille un beau matin en s'exclamant « Oh la classe ! » pour que le monde se trouve en pleine lutte de classe, qu'un autre déclare que tout est relatif pour que la relativité devienne une base de la science moderne, ou encore qu'un autre dans une ville où coulait l'or et le miel déclare « Mais c'est le ça ! » pour que tout le monde se pose la question de l'inconscient. Enfin je terminerai par la constatation incontournable : les Juifs sont responsables du naufrage du Titanic ! Iceberg, ce n'est pas un nom juif ?

Revenons à la couleur de peau du Juif. Il est blanc. Oui certes, mais quel blanc ? S'il est comme les autres blancs, il bénéficie du privilège de la blanchitude. C'est un problème, car « la « blanchité » comme l'opposition « privilégiés/non privilégiés » est au cœur du concept de racisme qui prévaut aujourd'hui dans les discours universitaires ou dans la pratique politique intersectionnelle ». S'il n'est pas blanc, qu'est-ce que ce privilège ? Revenons à sa couleur de peau. Sans aucun doute les Juifs originaires des pays de l'est européen, les Ashkénazes, sont blancs. Ce sont eux qui ont essentiellement émigré aux USA à la fin du XIX^{e}, début du XX^{e} siècle. Ils formèrent alors un lumpenprolétariat blanc particulièrement nombreux et organisé dans l'industrie textile. Les Juifs originaires du Maghreb comme du Moyen-Orient, dits Sépharades, ressemblent aux autres habitants de ces régions, sont-ils alors blancs, et que dire des Falashas, ces Juifs noirs éthiopiens réfugiés en Israël et victimes là d'un racisme déclaré ? On voit toutes les limites du concept de privilège blanc. On ne peut qu'être d'accord avec l'auteure qui dit : « *Tant que ce cadre est appliqué à la société majoritaire blanche, il permet de rendre visibles les structures de pouvoir enracinées. Appliqué à la minorité juive, il peut en revanche déboucher sur une* ***confirmation de stéréotypes antisémites****, comme l'influence excessive des Juifs dans les affaires, la politique et les médias. Les Juifs apparaissent comme les Super-blancs.* » et qui ajoute : « *l'effet de l'application du cadre de la blanchité à la judéité fait office de confirmation : « J'ai toujours pensé que les Juifs avaient tout ce pouvoir et tous ces privilèges – et regardez, j'avais raison !* ».

Les juifs ou l'anti-identité

Tout ce qui précède confirme mon assertion, *le Juif* trouble le jeu. Il oblige à reconsidérer les divisions de couleurs, les affirmations d'essentialisation : les Noirs, les Blancs, les Jaunes, les Femmes etc. C'est ce que dit Karin Stoger bien mieux que moi : « *Dans ce contexte, les Juifs ne représentent pas une identité étrangère et/ou hostile, mais plutôt une anti-identité, c'est-à-dire la dissolution des frontières fixes des identités collectives et culturelles* ». À ce moment-là, l'intersectionnalité prend en effet un tout autre sens qu'un sens militant, excluant, catégoriel. Ce qui peut sembler étonnant est le retour dans ces articles de l'École de Frankfurt, dont les principales têtes parvinrent à fuir l'Allemagne nazie et à se réfugier aux États-Unis, Ce qui est aussi étonnant dans tous ces articles c'est l'absence de référence au courant libertaire qui fut conséquent en cette même région du monde. Si K. Stogner affirme que « *Les idéologies sont donc clairement intersectionnelles* », elle n'en démontre pas la réalité. Il suffit à quiconque d'ouvrir *l'Encyclopédie anarchiste* dite de Sébastien Faure pour se rendre compte à quel point l'anarchisme est intersectionnel, mais pour ce faire il faut passer par-dessus l'impensé marxiste qui consiste, après avoir laminé les courants libertaires, à nier leurs héritages.

Pour terminer, je voudrais revenir sur une donnée qui me semble être absente de la pensée intersectionnelle tant elle est prisonnière d'une certaine rationalité. Dans les caractéristiques de la judéophobie je notais la prétention juive à croire en un seul dieu. Ce fut en fait la naissance réelle du monothéisme tel qu'il fut adopté par les religions du livre dans leur diversité. Donc je me pose la question suivante : Comment adopter un mode de pensée intersectionnel tout en gardant la foi en un UN ou UNE au-dessus ou en nous ? Comment conjuguer la rationalité et la foi en un ou une autre ? À ce moment-là de la réflexion, ne faut-il pas revenir *aux Juifs* dont une bonne partie est athée ? Encore eux ?

Pierre Sommermeyer

Intersectionnalité : notion utilisée en sociologie et en réflexion politique, qui désigne la situation de personnes subissant simultanément plusieurs formes de stratification, domination ou de discrimination dans une société.
NDLR qui remercie Wikipedia

Le décervelage et la servitude sont en marche…

« ***Les pionniers d'un monde sans guerre sont les jeunes gens qui refusent le service militaire.*** »
Albert Einstein

Avec la mise en place du SNU (Service national universel), Macron et ses différents gouvernements ont décidé de s'occuper militairement de la jeunesse du pays, jeunesse dont ils craignent les réactions et la fougue. Il leur faut donc la maîtriser et quoi de mieux que de la faire encadrer - et ce, dès l'âge de 15 ans - par des militaires qui lui apprendront : l'obéissance, le respect du drapeau, à chanter *La Marseillaise* le torse bombé. Voilà pour ce qui est le plus visible.

Le façonnage des cerveaux est beaucoup plus insidieux. C'est étape par étape et mine de rien que les discours des « instructeurs » pénétreront dans les têtes et feront qu'au bout du bout, ce sont des êtres soumis à un système autoritaire qui sortiront de ce grand décervelage. Ils/elles auront oublié le sens critique et se comporteront comme des robots pensant être devenus des hommes ou des femmes. Alors qu'ils/elles seront des sortes d'esclaves inféodé.es au système.

Le SNU, une fabrique de bons petits soldat.e.s obéissant.e.s

Ils/elles seront prêt.e.s, sur ordre, à défendre la « République » sans réfléchir, à l'appel du premier autocrate venu.

Le cas échéant, ils/elles pourront se transformer en tueur.euse.s contre leurs semblables qui manifesteront contre le pouvoir en place, contre les travailleur.euse.s qui pourraient être leurs frères, leurs sœurs, leur père, leur mère, leurs meilleur.e.s ami.e.s qui font grève pour de meilleures conditions de travail, de meilleurs salaires.

Ils/elles n'hésiteront pas à faire feu contre les jeunes de leur âge (lycéen.ne.s étudiant.e.s qui occuperont la rue pour obtenir de meilleures conditions d'étude (des classes moins surchargées, la gratuité des études, et plus de professeur.e.s…)

L'endoctrinement des jeunes fera que ces dernier.ère.s iront également jusqu'à donner leur vie pour sauver la République. Ils/elles voudront mourir en héros ! Sauf qu'ils/elles mourront pour maintenir un despotisme prétendument « démocrate », représentant des patron.ne.s des multinationales qui étendent leurs tentacules sur la planète.

Le système est en marche.

Les politicard.e.s trouvent que le système scolaire ne joue pas suffisamment son rôle de décervelage, que les jeunes qui sortent du système scolaire ne sont pas assez formé.e.s à l'obéissance, au respect des valeurs dites « républicaines », ils/elles vont faire entrer l'armée au sein de l'école, sous forme de partenariat et bien entendu avec l'aval du ministre de l'Éducation nationale et peu de protestation de la part des enseignant.e.s.

Pourtant, à l'école, et ce, dès la maternelle, on apprend aux enfants à se taire, à se mettre en rang, à être bien aligné.e.s, à obéir au maître ou à la maîtresse, à lever le doigt pour demander la parole… Il en sera de même en primaire et si l'élève se montre indiscipliné.e, il/elle sera puni.e… au collège et au lycée, il/elle pourra passer en conseil de discipline et subir les remontrances de personnes - un tribunal - qui détiennent le savoir et si le/la collégien.ne ou le/la lycéen.ne persiste, il/elle sera renvoyé.e…

« ***Je haïs violemment l'héroïsme sur ordre, la violence gratuite et le nationalisme débile. La guerre est la chose la plus méprisable.***

Un homme, ça s'empêche !

Je préférerais me laisser assassiner que de participer à cette ignominie. Et pourtant je crois profondément en l'humanité. Je sais que ce cancer aurait dû depuis longtemps être guéri. Mais le bon sens des hommes est systématiquement corrompu. Et les coupables se nomment : écoles, presse, monde des affaires, morale politique. »

Albert Einstein

Big Brother s'installe sûrement

Cela est passé quasiment inaperçu mais, aujourd'hui pour qu'un.e jeune puisse s'inscrire à une auto-école, pour passer le permis de conduire, il/elle doit absolument montrer patte blanche. C'est-à-dire fournir une attestation de recensement, recensement qui l'inscrira automatiquement sur la liste électorale de sa commune…

Ainsi, entre 15 et 25 ans, les jeunes ne pourront pas échapper à ce passage imposé par un pouvoir autoritaire et qui se militarise de plus en plus, l'école étant obligatoire jusqu'à 16 ans. Le discours, les arguments se font lénifiants, enjôleurs, responsabilisants et pas contraignants, mais contradictoires.

Ils disent que le SNU se fera en deux étapes : le premier mois « obligatoire » et ensuite il y aura un engagement plus long d'au moins trois mois sur la base du volontariat. Sauf qu'il sera impossible d'y échapper, ceux et celles qui refuseront d'y participer se verront interdire de passer le permis de conduire, le bac ou un autre diplôme et de se présenter aux concours administratifs jusqu'à leurs 25 ans. Et la possibilité de conditionner l'obtention d'un emploi, d'une aide, d'une inscription dans une école…

Le système autoritaire que met en place Macron est une atteinte aux libertés fondamentales des citoyens et des citoyennes. Il nous conduit tout droit au bout de l'enfer et va former les individus aux renoncements et à la servitude. Il y aura certes du sang mais surtout des larmes, des drames car le peuple vivra dans la crainte de la délation, la peur de son/sa voisin.e, des membres de sa propre famille.

Justhom

« ***Non, un homme ça s'empêche. Voilà ce que c'est un homme, ou sinon…*** »

in *Le premier homme*,
Albert Camus

Ça devrait être connu (et surtout, reconnu), les enfants ne choisissent jamais de naître. Et encore moins de naître en tant que ceci ou cela, ici, là ou ailleurs.

Perso, je suis né de sexe masculin. Blanc (pas toujours comme neige, mais…). Hétérosexuel. Français, mais de la vieille tribu des Charentais au sang « impur » de toutes les invasions subies mais digérées dans cette potion magique qu'est le métissage. Bref, un gars ben ordinaire s'affirmant néanmoins citoyen du monde, libertaire, anticapitaliste, antisexiste, anti-machiste, et encore plein d'anti-ceci ou cela, et encore plus pro-« plein de choses » tatouées à la liberté, à l'égalité, à la coopération…

Si j'avais choisi de naître, j'aurais sûrement aimé être un Martien (parce que ça n'existe pas), un ange asexué (parce que ça n'existe pas davantage) ou un œillet rouge de la Commune de Paris. Mais, on ne m'a pas demandé mon avis. Et, comme tout le monde, je suis ce que je n'ai pas choisi d'être. Ce qui, vous en conviendrez, motive largement pour choisir ce qu'on veut être.

Comme tous les humains et toutes les humaines, je suis un animal. Avec un cerveau reptilien, des instincts, des pulsions, des montées de testostérone… Mais comme tous les humains et toutes les humaines, je ne suis pas qu'un animal. Nous avons, en effet, cette chance de penser au-delà du seul ressenti qui caractérise la pensée animale. Nous nous pensons dans le même temps où nous pensons les choses et la vie. Appelons cela la culture. Une réflexion cumulative sur nous-mêmes, les autres et le monde. Le fondement même de la possibilité de la liberté (dans l'absolu) de choisir ce que l'on veut être indépendamment de ce que l'on naît.

En tant qu'animal mâle, éduqué (mal) par ma mère dans une société patriarcale, mon rapport initial aux femelles était dans la norme. Sans pour autant être accroc à la renifle systématique du cul des filles, sans davantage être touché par des pulsions de viol, d'inceste, de pédophilie, de mépris ou

ILLUSTRATION GRAPHICMAMA-TEAM

d'objétisation de l'autre… il m'est, cependant, bien évidemment arrivé d'être lourd, plus qu'insistant et bête à bouffer du foin dans mes rapports aux nanas. Et ça m'arrive encore, même si c'est de moins en moins.

Bref, parce que l'on est ce que l'on naît (et ça vaut pour les mâles comme pour les femelles, les hétéros, les homos, les trans…) doit-on pour autant être condamné à vie (à mort) pour ses origines et devoir *ad vitam eternam* se repentir de ce qu'on n'a pas choisi d'être. Ce raisonnement, bestial, est à la mode. C'est le degré zéro de l'analyse du pourquoi du comment des choses (quid de la mâlitude ou du patriarcat tatoué au capitalisme fondant le racisme, le sexisme… ?) et le degré encore moins que zéro de l'espoir et du combat nécessaire pour passer de l'état de nature à l'état de culture.

En clair, est-ce qu'être un homme (toutes déclinaisons sexuelles ou autres de ce terme confondues) c'est être à jamais une bête, esclave de ses pulsions, ou bien un être humain se donnant les moyens de les gérer et d'en endiguer les effets via la mise en œuvre et en place d'une société de liberté, d'égalité et d'entraide proscrivant le capitalisme et sa logique d'exploitation et d'oppression qui est la vraie source du patriarcat, du racisme… ?

En encore plus clair, pour l'heure, un homme c'est quelqu'un qui s'empêche, tout en ne s'empêchant pas de lutter pour qu'il n'ait plus besoin de s'empêcher !

Bon courage à nous tous et toutes, donc !

Jean-Marc Raynaud

L'aversion du risque chez les bourgeois

Quand la protection de son intégrité physique devient un but et non plus un moyen. Récit d'une réalité en suspens à l'avènement du couronnement de la lâcheté comme nouvelle norme sociale.

Précisons tout d'abord quelque chose : un bourgeois, au sens entendu ici, est généralement un riche ou du moins une personne de la classe moyenne « haute ». Cependant, il arrive que des personnes moins argentées se comportent comme des bourgeois, ainsi qu'il peut exister des riches qui ne sont pas des bourgeois (c'est ce que j'ai entendu en tout cas). La bourgeoisie est une attitude plus qu'un nom de famille, quand bien même ce dernier pèse dans la balance.

Depuis longtemps, et sans entrer dans de grandes considérations métaphysiques, l'humanité a toujours recherché d'une manière ou d'une autre à améliorer sa sécurité, son confort. Au XXIe siècle, pour une partie du monde occidental, le niveau de sécurité et de confort a atteint des seuils incroyables, ainsi il est devenu banal de vivre au-delà des 80 ans et un retraité de 60 ans est qualifié de « jeune ». S'il est plaisant de voir que nous avons réussi à étirer ainsi notre espérance de vie, des questions se posent : à quel prix, pourquoi ?

En effet, on constate que pour une grande partie de la population et notamment les masses dirigeantes, l'important est avant tout de durer longtemps, le comment étant anecdotique. Il est mal vu, stupide de se mettre en danger et approuvé, intelligent de sauvegarder sa vie le plus possible. Pourtant, dans tout ce confort, cette oisiveté quant aux périls auxquels nous avons à faire face, les burn-out et autres dépressions font rage. Mais personne ne se demande si, peut-être, vivre longtemps et sans risques est un but sain, ou même juste intéressant.

Je ne souhaite pas vivre à n'importe quel prix, et je suis prêt à raccourcir ma vie pour la rendre intéressante. Je ne proclame pas que prendre des risques inconsidérés est la seule façon de vivre vraiment, le seul chemin valable. J'affirme simplement que déclarer la sécurité et la longévité comme critères principaux de décision n'est pas le meilleur moyen d'avoir une vie épanouissante.

Une pointe de risque donne du goût à la vie

Quand un choix s'offre à nous, la question de savoir si c'est risqué devrait entrer dans la balance au même titre que n'importe quel autre critère d'évaluation pour savoir si l'envie d'accomplir une action vaut le coup d'être réalisée, et non pas chapeauter tout le reste comme un droit de veto à l'assemblée. Ainsi nous serions peut-être parfois en manque de confort, en dehors de cette zone que l'on s'échine bien souvent à ne pas quitter, mais nous aurions bien moins de regrets et surtout nous apprendrions bien plus de choses. Car personne n'a jamais rien appris d'intéressant dans sa zone de confort. Interrogez n'importe quel.le.s sportives ou sportifs dignes de ce nom et vous en aurez la confirmation.

Sur ton fil, regarde la marée de rictus sous toi

Mais les braves gens voient d'un mauvais œil ceux qui sont plus courageux qu'eux, ils leur lancent des sobriquets destinés à les isoler. Pourtant, en ayant le courage de n'en faire qu'à sa tête, on peut certes parfois réussir de superbes hold-up et se retrouver dans une situation avantageuse, mais surtout, ce que l'on aura perdu en confort, argent, sécurité ou reconnaissance sociale on l'aura gagné en courage, expérience, et désintérêt pour ce qui n'en mérite que peu (qui a dit la reconnaissance sociale ?). Il faudrait apprendre la curiosité, le courage et le penser par soi-même à l'école, cela éviterait d'en faire des qualités héréditaires et de laisser toujours les mêmes dans la merde. Tant qu'on y est, si on apprenait la communication (entre les humains, pas la publicité), l'honnêteté, et l'acceptation de l'existence de différentes façons de « réussir » sa vie peut-être que nous serions plus heureux au final.

J'oubliais, le but n'est pas d'être le plus heureux possible n'est-ce pas ? C'est de vivre longtemps, très longtemps, trop longtemps, sans faire de vague, sans inconfort.

Je suis fermement convaincu, lorsque nous sommes confrontés à un choix, qu'il faut décider de ce qui compte le plus pour nous, honnêtement, puis se lancer. Pas parce qu'en y croyant fort, on finit toujours par obtenir ce que l'on veut, j'ai dû apprendre que ce n'est pas vrai. Mais bien pour apprendre et s'épanouir, bref pour le courage et le goût de la vie. Et si, sincèrement, au plus profond de vous, vous êtes persuadé que vivre vieux et riche est l'objectif le plus à même de vous rendre heureux, foncez !!! Qui suis-je pour dire ce qui est bon pour tout un chacun !? Avant cela, prenez tout de même un peu de temps pour interroger d'où viennent ces valeurs en tout point conformes à ce que la société nous dicte comme étant bien.

Enfin, je conclurai que tout parallèle avec les décisions et actions de notre société, cette dernière année, est évidemment voulu et assumé. Toutes les règles ne sont pas bonnes à suivre. Je ne dis pas qu'il ne faut pas avoir peur, je dis qu'il ne faut pas laisser la peur décider en nos noms. C'est cela le vrai courage.

Sam

De l'instruction en famille

L'article 21 du projet de loi « Confortant les principes de la République » restreint le droit à l'instruction en famille en le soumettant à autorisation préalable. Mais si un droit peut être restreint, dès lors qu'il est soumis à autorisation préalable, est-il encore un droit ?

En France, contrairement à ce que tout le monde croit, ce n'est pas l'école qui est obligatoire mais l'instruction. Et cette instruction peut être dispensée dans le cadre de l'école publique (gratuite et laïque), dans celui des écoles privées (confessionnelles catholiques à 95 % et payantes bien que subventionnées – un comble – par la République) ou en famille.

D'un droit soumis à un contrôle a posteriori...

Dans tous les cas de figure, l'État contrôle si cette instruction est correctement dispensée. Mais c'est un contrôle a posteriori. C'est ainsi que, pour l'instruction en famille, si l'acquisition des savoirs fondamentaux est par trop insuffisante par rapport à la « norme » ou si les enfants évoluent dans un environnement sectaire, des mesures sont prises pour résoudre le problème. Donc, s'il y a, et il y aura toujours, des cas de figure olé olé voir dangereux pour les enfants, l'État rectifie très vite le tir. En clair, pour l'heure, l'instruction obligatoire se marie fort bien avec le droit de la concevoir de plusieurs manières, en toute liberté de choix.

Alors, pourquoi changer ce qui fonctionne ?

À un « droit » soumis à autorisation préalable.

Au niveau juridique tout cela ne tient pas la route une seule seconde, car cette mesure de contrôle a priori de l'instruction en famille, ne concernant pas l'instruction à l'école publique ou à l'école privée, est anticonstitutionnelle car portant atteinte à l'égalité des citoyens devant la loi. Pour que cette mesure soit compatible avec la constitution il conviendrait d'instaurer cette autorisation préalable à l'école publique et à l'école privée. Et là... Qui ne connaît des écoles publiques où certains enseignants conjuguent leur nullité au temps rance de la maltraitance ? Qui ne connaît des écoles privées confessionnelles où Père touche-touche sévit d'abondance ? Bref, au niveau juridique, tout faux !

Mais le gouvernement de Jupiterminator, qui n'en n'est pas à sa première bévue en la matière, se branle du Droit comme de sa première chemise. Nous sommes en guerre, aime-t-il à nous rabâcher. Et les valeurs de

ILLUSTRATION : LISON

la République sont menacées dans le cadre de la seule instruction en famille. Ah bon, parce que les valeurs de la République ne seraient pas menacées dans les écoles cathos, et pas seulement intégristes, par des fake news du genre la terre a été créée il y a 6000 ans par un soi-disant dieu ou par les pédos criminels qui y enseignent ?

On l'aura compris, ce contrôle a priori de l'instruction en famille qui sera une simple formalité administrative sans contrôle pour l'instruction dispensée chez Mr le comte, ne vise que l'instruction en famille musulmane et, dans la foulée, l'instruction en famille écolo gauchiste. Macron 1er de cordée pense, ainsi, moissonner dans les champs de l'extrême-droite en vue de la prochaine élection présidentielle. Beurk !

Quoi qu'il en soit, et il faut le répéter jusqu'à plus soif, un droit soumis à autorisation préalable n'est plus un droit. Juste le bon vouloir du pouvoir !

Et les droits de l'enfant dans tout ça ?

Si, pour toutes les raisons énoncées ci-avant, il convient de défendre mordicus le Droit à l'instruction en famille sans autorisation préalable mais avec, c'est normal, un contrôle a posteriori, il n'est cependant pas nécessaire de mythifier ce type d'instruction. Car il y a famille et famille. Perso, je ne suis pas mécontent d'avoir échappé à la mienne grâce à l'école publique où, pourtant, mes instits n'ont pas mégoté sur les coups de pied au cul et les baffes dans la gueule pour m'apprendre à lire, écrire, compter et... chanter la Marseillaise. J'y ai trouvé une sociabilité, un rapport aux autres, que je n'aurai pas eu dans le cadre étriqué de Ma famille. Et puis, à l'école publique, privée ou en famille, quid de la pédagogie pratiquée ? Quid de l'éducation qui y est dispensée ? Et puis, bordel de merde, il ne faudrait quand même pas, comme d'habitude, évacuer le problème de fond que constitue la question du statut de l'enfant dans la société. Mais, de quoi il cause ?

Au cas où vous l'ignoreriez, les enfants, qu'ils soient le fruit du hasard, de l'habitude, de l'erreur ou de l'amour... ne choisissent jamais de naître. Aussi, pourquoi seraient-ils la PROPRIÉTÉ de leurs parents ou de qui que ce soit ?

Il est marqué quelque part que nous naissons libres et égaux en DROITS. C'est beau comme du Rimbaud. Mais quid de ces soi-disant droits s'ils ne trouvent pas le terrain pour s'épanouir ? Si on ne met pas tout en œuvre pour que l'enfant n'appartienne qu'à lui-même !

Est-il besoin de le préciser, je n'ai pas la réponse à la question. Mais, du moins je me la pose. Et, en attendant, je me contente d'une école publique laïque et gratuite, d'écoles privées (confessionnelles ou non, mais pas subventionnées par la République) et de l'instruction en famille, dès lors que les TROIS sont soumis à contrôle a posteriori et non à autorisation préalable.

Pas terrible, comme conclusion ! Certes. Mais le président Mao, ce phare de la « pensée », ne disait-il pas que la révolution était une longue marche ?

Jean-Marc Raynaud

HA HA HA HA
D'AILLEURS NICOLAS SARKOZY L'A DIT :
L'ABSTENTION, C'EST UNE FUITE.
L'ABSTENTION, C'EST UN REFUS D'ASSUMER SES RESPONSABILITÉS.
L'ABSTENTION, C'EST UN RENONCEMENT.
L'ABSTENTION, C'EST LAISSER LES AUTRES DÉCIDER.
L'ABSTENTION C'EST LE CONTRAIRE DU COURAGE.
NOS ANCIENS SE SONT BATTUS POUR OBTENIR LE DROIT DE VOTER.
QU'EST-CE QU'ON PEUT ENTENDRE COMME CONNERIES.
MÉLENCHON
L'ARMÉE FRANÇAISE A BESOIN DE VOUS
MARINE
LAVE PLUS BLANC
AVEC MACRON
VIVE LE POGNON
A VOTÉ
ALLEZ ON Y VA
ALLEZ AU DÉPOUILLEMENT
NOUVELLE PROMOTION

Tu as voté et après ?

Cette idée d'article m'est venue en me rappelant le titre d'une chanson de Léo Ferré Ils ont voté. Donc je m'adresse à toi lecteur qui n'est pas un libertaire. Tu as voté, tu vas voter. Toi, mais pas moi. Tu vas te déplacer, prendre sur ton temps libre du dimanche, pour aller au bureau de vote qui, par ailleurs, est devenu un vrai incubateur à virus, dans tous les sens du terme…
Tu passes à l'isoloir, tu glisses le bulletin dans l'enveloppe, tu passes à l'urne, tu glisses l'enveloppe, tu signes le registre ; tu entends ton nom prénom et la célèbre phrase « a voté ».
Tu as vu, c'est très ritualisé, n'est-ce pas ?
Ça donne un air solennel. Une ambiance de sérieux !
Voilà tu as voté et après ?

GROUPE LES TEMPS NOUVEAUX. BREST. 1986

Et Après c'est Pire

Après, on ne te demande plus rien. Si, de retourner chez toi. De payer tes impôts, tes taxes, ton loyer. D'être obéissant à l'égard d'un pouvoir que tu as contribué à légitimer par ton vote. Ton rôle est fini. Tu viens de signer un chèque en blanc pour un candidat qui sera élu ou pas. L'élu pourra tout faire en se passant de ton consentement. C'est le propre de la démocratie représentative sans contrainte pour l'élu. Même le contraire de ce pour quoi tu l'as élu. Rappelle-toi « le tournant de la rigueur » en 1983 avec Mitterrand. Finie la politique socialiste, un bon serrage de vis même pour ceux qui étaient censés représenter son camp. Du côté malhonnêteté intellectuelle, rappelle-toi Chirac « les promesses n'engagent que ceux qui y croient ». Et les référendums ? Ce n'est pas mieux, on consulte par voie référendaire les électeurs pour le traité de Lisbonne en 2005, les électeurs répondent majoritairement « Non ». Que Nenni, Sarkozy le signe quand même. Malgré le résultat du référendum.

Tiens je rajoute « les sans-dents » de Hollande. Juste pour vous montrer avec quelle sorte de mépris de classe nous considèrent certains « Élus ».

Pour parler du présent.

Le grand débat voulu par Macron, pour enfumer les Gilets jaunes et jouer la montre. Grand débat dont pas grand-chose de concret n'est sorti. En fait c'était le but que rien ne soit décidé. Une belle manœuvre dilatoire.

Parlons un peu aussi de « La convention citoyenne pour le climat ». 150 personnes tirées au sort (comme représentativité le chiffre de participants est plus que maigre), encadrées par toutes sortes d'experts, pour peut-être les empêcher de réfléchir par elles-mêmes (quelle horreur si les gens se mettent à réfléchir par eux-mêmes)

Qu'en est-il sorti ? Des demi-mesurettes soumises aux lobbys. Un sentiment de foutage de gueule pour les participants, vu qu'en démocratie, c'est le président qui a le dernier mot. Encore un paradoxe pour le *demos* de démocratie. Et on est plus dans l'exercice de la *cratie* crasse. Le projet de loi qui en a résulté est ridiculement insuffisant en termes d'évolution de notre société pour répondre aux enjeux environnementaux et sent la manipulation des individus. Quant au projet de référendum, on baigne en pleine magouille politicienne.

Manipulations, magouilles pré-électorales

C'est fou, les trésors d'inventivité que trouvent les candidats, pour se faire élire, alliance contre nature avec des ennemis politiques pour faire barrage. Reports de voix sur untel. Tiens, un exemple récent. Arcueil, ville de la région parisienne. Des candidats soutenus par LFI ont rejoint des listes LREM. C'est à devenir fou non ?

Vote et tais-toi !

Surtout si tu te sens trahi par tes élus pour lesquels tu as voté. Surtout, tais-toi et ne manifeste pas, sinon on te nasse comme un poisson, on t'enfume comme une abeille, on te tape dessus pour attendrir la viande comme chez le boucher, on te crève un œil pour que tu y voies moins clair dans les magouilles politiciennes. Non, mais quelle insolence de ta part de vouloir ce pour quoi tu as voté.

La démocratie ça ?

Bien sûr que non, revenons à ton bulletin de vote, voilà ce à quoi cette prétendue république te donne droit, te déplacer à intervalle régulier pour au final te faire rouler dans la farine, puis dans le goudron, puis les plumes, alors que tu le sais à l'avance. Franchement je te décerne la médaille d'or de l'abnégation.

Tu as voté et après ?

L'abstention une solution ?

Oui et non. Car il suffirait que seules dix personnes votent pour que l'élection soit validée. Tu vois, ils ont tout prévu même l'abstention. C'est malin un politicien avide de pouvoir n'est-ce pas ? Des records d'abstention sont franchis à chaque élection, mais pourtant des élus sont élus. Voter est encore moins une solution, c'est le choix impossible entre le variant britannique ou le variant brésilien, et au final tu es quand même malade.

Elections « la loi du plus fort » ?

Oui tout à fait. On t'impose un élu qui a récolté le plus de voix. Et les autres n'ont plus qu'à subir ; la loi du plus fort. Qui, en plus, peut t'être nuisible et dégrader grandement tes conditions de vie, de salaire, de minima sociaux, de durée de temps de travail, etc., etc. C'est ça, le suffrage universel ? Il est universel en quoi ? Vu qu'au final au second tour pour les élections présidentielles, c'est le candidat qui aura récolté le plus de voix qui sera le Président de la République. Donc les autres n'auront qu'à subir et se taire. Waouh, c'est terriblement universel comme représentativité ! Ça donne envie !!

Que faire ? Quelle solution ?

Une société libertaire fédéraliste municipaliste, sans chef, l'autogestion de la production, où l'avis de chacun compte. Sans loi du plus fort. La vraie liberté, la vraie égalité, la vraie fraternité. Le refus de l'État et de toutes ses institutions. Le refus du capitalisme qui asservit les travailleurs et qui pille les ressources naturelles au mépris de l'écologie.

FA TOULON 1988

Le projet libertaire est si riche et vaste à décrire que je te renvoie vers le site de la Fédération anarchiste où tu trouveras bien plus que je ne puis décrire dans cet article. Et tu verras que oui, il y a une solution pour mettre fin à cette société inégalitaire, injuste, policière, et qu'on peut sortir de la répétition des élections issues d'un État dont les dirigeants tiennent tant à les maintenir pour garder leurs privilèges et favoriser leurs amis capitalistes.

Frédéric C.
Groupe Commune de Paris.

Tirade anti-scrutin possible (à déclamer sur les marchés)

Eh, lecteur ! Eh, lectrice !

C'est à pleurer, mais tu me fais rire. Comme toutes les précédentes ou presque, l'année 2021 voit une comédie qu'on te commande de commenter. Alors, tous les soirs, que fais-tu ? Eh bien, tu la commentes, tu critiques les coups de théâtre.

Alors que les situations se répètent indéfiniment, que jamais elles ne changent, non plus que ses personnages, leurs types, leurs noms, ou la forme des quiproquos. Comme dans une pièce de boulevard. À ceci près que sur la scène médiatique, le mari, la femme et l'amant, ces héros, qui t'amusent, qui te divertissent, président aussi à ton destin.

Et toi, le cocu, dans l'armoire, qui retiens sagement leurs répliques, qui apprends leurs tirades par cœur et qui répètes leurs monologues. Mais c'est pour eux-mêmes qu'ils se mettent en scène, pour leur troupe d'acteurs : pas pour toi.

Toi, dans l'histoire, ton rôle se résume à faire nombre, à remplir la salle, uniquement. À faire la claque tous les cinq ans comme le public assis que tu es, une silhouette, un vague figurant sans parole qui n'a jamais part aux intrigues.

La pièce qu'ils jouent tire son sujet du casse commis par les bourgeois aux dépens des aristocrates.

Ce casse est un succès sans fin ; sa recette est toujours plus grosse et n'est jamais redistribuée. Bravo.

La faute à qui ? À toi. Qui applaudis toutes ces vedettes, colles des affiches avec leurs noms, en haut, en gros, et qui leur décernes des prix. En rêvant. Car tu rêves. Oui, en bon spectateur, tu rêves. Tout cela, tu sais que c'est absurde, mais tu es en pleine dissonance cognitive. Et tu ris, tu te tapes la cuisse. Et cette farce me fait pleurer. Car jamais la lame du rideau ne tombe. Ce chef-d'œuvre est une tartuferie, et son titre : Démocratie.

Stéphane L. POLSKY,
Liaison William Morris de la Fédération anarchiste

Quand je serai maître du monde et de sa grande banlieue…

Puisque, paraît-il, nous devrions respecter le sacrifice de ceux qui se sont battus pour que nous puissions voter. Sans oublier tous ces humains privés de ce droit de vote si précieux. Alors, moi maître du monde, je rendrai le vote obligatoire… Jusqu'à ce qu'une petite voix me souffle qu'avoir le droit de voter n'implique pas l'obligation de…

Je ne rendrai donc pas le vote obligatoire mais, le déplacement jusqu'à un bureau de vote, oui…

Le déplacement de qui ? À quel âge fixer le consentement électoral ? Un individu condamné pour crimes de sang pourra-t-il voter pour le grand manitou commandeur suprême des armées sanguinaires ? Un individu d'une autre nationalité mais résident permanent dans un pays pourra-t-il y voter ou devra-t-il préalablement accomplir un exploit médiatiquement certifié ?

Simplifions : tout individu en âge de consentement électoral devra impérativement se déplacer jusqu'à un bureau de vote que nous appellerons bureau électoral du fait de l'abstention possible. Le bureau électoral ira à la rencontre des individus en impossibilité de se déplacer. Pas de passe-droit ! Ce déplacement électoral s'effectuera un jour de semaine qui sera donc férié à la charge des employeurs.

Ce déplacement obligatoire sera acté par décret car tel sera mon pouvoir : aux couronnés les édits, aux timoniers des démocraties les décrets, aux représentants du peuple l'acceptation, au peuple la soumission.

Une fois ce déplacement obligatoire acté, sans obligation de vote, que faire des irréductibles opposants à l'expression si chèrement acquise par nos ainé.e.s ?

Toujours par décret, j'imposerai la prise en compte des abstentionnistes qui ne pourraient plus être qualifiés de « pêcheurs à la ligne » pour le calcul des résultats finaux.

Se pencher sur les chiffres forcera à la modestie. Depuis l'avènement de la Ve République accompagné de l'adoption de l'élection du grand manitou au suffrage universel direct, les lauréats n'ont pas eu de quoi revendiquer le titre de représentants du peuple : en 1969, Pompidou n'obtient l'adhésion que de 36,15 % des inscrits (i) soit de 21,92 % de la population française (PF). 1974, Giscard 43.7 % (I) soit 25,44 % (PF). 1981 – la majorité étant passée de 21 à 18 ans – Mitterrand qui aurait dû bénéficier de l'apport du sang neuf des jeunes que l'on nous vend pour avoir majoritairement une sensibilité de « gôche » n'obtient que 43,15 % (i) soit 28,93 % (PF).

Seuls deux lauréats présentent des scores plus importants : en 2017, le présictateur actuel qui obtient le suffrage de 49,59 % des inscrits soit 30,96 % (PF) et surtout en 2002, Chirac qui obtient 61, 99 % des inscrits soit 42,70 % de la population.

La lecture de ces deux derniers résultats me poussera à une modification essentielle du suffrage universel. Mais avant de la formuler, revenons sur les élections de 2017 et surtout de 2002… Des épouvantails d'extrême-droite ont incité de très nombreux électeurs, de très nombreuses électrices à voter par dépit pour « faire barrage »… Combien des 61,99 % de Super Menteur ? Des 49,59 % de Jupiterne ? Inquantifiable…

Je créerai donc un vote négatif : lorsqu'aucun des postulants du second tour n'obtiendra l'adhésion d'un électeur ou d'une électrice, il sera alors possible à ce dernier ou à cette dernière de prendre et de glisser dans l'enveloppe un vote « Non à X » qui retirera de fait une voix au candidat en question.

Résumons les apports essentiels à la démocratie que moi, maître du monde et de sa grande banlieue, décréterai :

Pour l'expression du plus grand nombre, droit de vote universel avec déplacement obligatoire jusqu'à un bureau électoral. Le vote ne sera pas obligatoire.

Pour la lisibilité des résultats, prise en compte des abstentions pour le calcul de ces résultats.

Pour une liberté totale de choix, possibilité de voter négativement contre un candidat.

Réflexion faite, vais-je rester maître du monde et de sa grande banlieue si je bouscule ainsi le fonctionnement actuel ? Dit autrement, le fonctionnement actuel n'a-t-il pas été ainsi élaboré pour continuer à régner tout en faisant croire au peuple « souverain » qu'il avait un pouvoir quelconque ?

Oublions donc ces projets de modifications. Ou plutôt, faisons-en un programme…

Grâce à lui, dans un an… maître du monde et de sa grande banlieue.

Après…

Bernard
groupe d'Aubenas

***LE DICTATEUR*, CHARLIE CHAPLIN**

Du pouvoir et de la jouissance névrotique qu'il engendre !

Depuis (au moins) Louise Michel, on sait que le pouvoir est maudit. Car, qui dit pouvoir, dit toujours abus de pouvoir. Mais c'est quoi le pouvoir et c'est quoi ses abus ?

L'appât du gain

On a coutume de penser, et ce n'est pas faux, que les gens de pouvoir sont motivés par un appétit insatiable de posséder. Mais, pourquoi cet appât du gain ? Car, à quoi bon posséder un palais avec 500 chambres d'amis quand on n'a que des courtisans et pas d'amis ? Ou, à quoi bon posséder 150 bagnoles quand on ne peut n'en utiliser qu'une à la fois ? Ou encore, à quoi bon amasser un tas d'or impossible à dépenser en 50 vies et qu'on n'emportera pas dans sa tombe ? Tout cela est puéril, stupide, grotesque, crétin, imbécile… et ridicule !

La toute-puissance

On a également coutume de penser, et ce n'est pas faux, que les gens de pouvoir aiment d'une manière addictive à se sentir dans la toute-puissance, à l'instar de Dieu. Mais, outre que Dieu n'existe pas, quid de cette toute puissance ? Un être humain « normal », c'est-à-dire simplement heureux de vivre dans la paix, l'amitié, l'amour, le partage, la liberté, l'égalité, le respect de l'autre… n'a que faire de quelque toute-puissance que ce soit. La puissance d'être simplement ce qu'il est et de profiter, sans tambour ni trompette, de cette chance extraordinaire qu'est la vie, lui suffit. Évident ! La recherche de la toute-puissance relève, c'est flagrant, d'une impuissance. D'un manque de confiance en soi et en les autres. D'une incapacité à être simplement heureux. C'est un aveu de faiblesse flagrant. Un complexe d'infériorité. Une névrose. Comme celle d'un violeur qui n'est qu'un impuissant à faire l'amour dans le partage du plaisir, de l'amour et du respect de l'autre. Un pauvre hère réduit, misérablement, à prendre de force ce qui n'a de SENS qu'en s'offrant et se donnant librement.

L'autorité

Les anarchistes ont compris tout cela depuis longtemps. Que le pouvoir se fondait sur l'appât du gain et la recherche de la toute-puissance. Mais ils ont par trop réduit l'analyse du pouvoir à l'apparence d'une seule de ses caractéristiques : l'autorité. D'où leur volonté clairement affichée d'anti-autoritarisme (ce qui est louable) et leur refus, tout aussi clairement affiché (ce qui l'est moins) de toute autorité. Car, bien évidemment, si leur analyse n'est pas complètement fausse, elle est loin, pour autant, d'être complètement vraie. Ah bon ! Eh beh oui, s'il est vrai que le pouvoir se caractérise par un recours systématique à l'autorité et à l'autoritarisme qui signifie imposer son autorité, cela ne signifie pas pour autant qu'il n'existe pas d'autorité naturelle s'imposant d'elle-même, sans recours à un autoritarisme bestial. C'est du bon sens. Le cordonnier fait autorité pour ce qu'il en est de fabriquer des chaussures. Le médecin fait autorité pour ce qu'il en est de diagnostiquer un remède à la maladie. Oh, certes, le cordonnier peut être un mauvais cordonnier et le médecin un mauvais médecin, mais cela n'empêche pas

JACKIE RAMIREZ

que l'un et l'autre, de par leur compétence, même si elle peut être sujette à critique, font autorité dans leurs domaines. En tout cas leur compétence et leur autorité n'ont rien à voir avec M. je sais tout qui, lui, est « compétent » sur tout mais responsable de rien. Bref, l'autorité naturelle implique un minimum de compétence. Est-ce un souci dès lors que l'on n'est pas obligé d'acheter la chaussure du cordonnier ou de souscrire au diagnostic d'UN médecin ? Dès lors que cette autorité naturelle qui n'est pas une autorité s'imposant de manière autoritaire ne génère pas un profit financier, politique ou social ? Sérieusement, quand vous êtes malade, vous adressez-vous à un cordonnier, à votre voisin qui sait tout parce qu'il a lu sur Internet que… ou à votre médecin ? Nous autres, anarchistes, avons trop souvent confondu autorité et autoritarisme, autorité et compétence, autorité imposée par un pouvoir quelconque et autorité naturelle, autorité et pouvoir… Il est donc temps de sortir d'une pensée simpliste et manichéiste pour défricher les chemins de chèvre d'une pensée complexe. Cela vaut pour une réflexion relative au pouvoir comme pour une réflexion relative à l'égalité. L'égalité en droit, et avec les moyens de l'épanouissement de ce droit, oui, l'égalitarisme à front bas à la mode maoïste de la « belle époque » de l'envoi des intellectuels aux champs, non. Je vous laisse réfléchir là-dessus.

Cela étant dit, à propos de l'appât du gain, de la toute-puissance et de l'autoritarisme, il ne faudrait pas, pour autant, oublier un aspect fondamental du pouvoir que l'on se contente d'ordinaire d'effleurer.

De la jouissance du pouvoir

Eh oui, et c'est le cœur du problème, le pouvoir fait jouir. Cékomça ! Le pouvoir qui se résume à un pouvoir sur les autres fait jouir. Posséder, même si c'est stupide ; être dans la toute-puissance, même si c'est absurde ; réduire l'autre à sa chose, même si c'est bestial… ça fait jouir. Et qui peut être contre la jouissance ? Nous autres, anarchistes, ne proclamons-nous pas que tout un chacun et une chacune peuvent jouir de la vie ? Et, certains imbéciles sans espoir, de chez nous ou d'à côté, lors d'un printemps trop bref, n'appelaient-ils pas à jouir sans entraves ?

OPENCLIPART-VECTORS

On l'aura compris, le problème n'est pas la jouissance conçue d'une manière éthérée, hors sol, en soi… mais la manière dont on la conçoit. Ah, bon ! Il y aurait donc plusieurs manières de jouir ? Eh oui !

Il y a trois manières de jouir. Jouir de soi. Ça s'appelle l'onanisme, le plaisir solitaire, la masturbation… C'est une manière riquiqui de voir les choses mais, au moins ça ne fait chier personne. Il y a également la jouissance (la sienne) imposée à l'autre. C'est celle du légionnaire violant une chèvre. Ou celle du tortionnaire se repaissant de la souffrance de l'autre. C'est une jouissance individualiste, maladive, névrotique, prédatrice. Et puis, il y a la jouissance partagée entre soi-même et l'autre. Une jouissance qui non seulement ne fait chier personne mais qui comble tout le monde.

Combattre les effets du pouvoir en même temps que les causes du pouvoir

Les effets du pouvoir, ses manifestations visibles, sont connus. L'appât du gain, la possession, la recherche de la toute-puissance, l'autoritarisme… doivent être, on sera tous et toutes d'accord là-dessus, dénoncés et combattus systématiquement, à la hache, à tous les niveaux. Mais cela restera toujours insuffisant si on n'analyse pas sérieusement les causes du phénomène, condition sine qua non pour pouvoir guérir plutôt que, simplement, soigner.

Les causes et les racines du pouvoir sont à l'évidence multiples et complexes. Mais, peut-être serait-il utile de rechercher du côté social (ou non social) et du côté individuel (ou collectif) des choses ? L'appât du gain est une forme individuelle et non sociale de la propriété. Ah, la propriété, ce diable ! Mais la propriété, dès lors qu'elle marierait le collectif (au niveau des moyens de production, des biens et services publics…), l'individuel (propriété de son vélo, de son logement…), et le social (la non accumulation, la non transmissibilité du non nécessaire…), n'est-elle pas quelque chose de respectable ? Et idem pour la volonté de puissance qui pourrait n'être que la recherche du dépassement de soi-même ; pour l'autoritarisme qui pourrait se conjuguer au seul temps d'une autorité de compétence s'imposant d'elle-même ; et pour la jouissance qui pourrait s'épanouir dans le plaisir partagé, le en même temps, la rencontre, le bonheur d'être ensemble…

Bref, il en va du pouvoir comme de tous les aspects de l'intolérable, se contenter d'être contre son apparence et ses effets sans, simultanément, œuvrer à une alternative crédible et désirable ne rejetant pas le bébé avec l'eau du bain, relève du distinguo entre la révolte et la révolution sociale. Et, c'est connu, l'une sans l'autre (et vice versa), si ça fait hoqueter l'Histoire, ça la fait par trop souvent se répéter.

Jean-Marc Raynaud

Sur le marché de la pensée : du pouvoir à la responsabilité

Le pouvoir plonge des racines profondes dans l'histoire de l'humanité. Cette force ayant la capacité de soumettre tout individu trouve très certainement son origine dans l'invention du chamanisme, première figure religieuse connue, censé servir de médium entre la volonté des humains et les forces implacables du réel. Certains paléontologues considèrent les peintures rupestres comme une expression de ce premier chamanisme.

On peut effectivement penser qu'après l'invention d'une langue articulée autour d'un noyau grammatical de plus en plus élaboré, s'est opérée une dichotomie entre ce nouveau monde langagier, formant la réalité de l'univers humain, et le réel. Les individus de cette époque ont développé, grâce aux besoins de leur corps combiné au pouvoir d'imagination du langage articulé, un idéal de vie axé principalement sur le bien-être du corps, la sauvegarde de soi et de leur communauté. Sans doute faut-il voir là l'émergence des premières préoccupations existentielles. Cet idéal de vie, a nourri un imaginaire qui s'est structuré en projections et le présent, temps strictement animal, s'est distendu, permettant ainsi à cet idéal de s'organiser dans des constructions mentales s'étalant dans le futur. La création de projets serait ainsi née, entraînant de facto la perception d'une temporalité. A l'intérieur de cette dernière, les individus de cette époque ont pu rassembler, agencer et organiser leurs souvenirs dans un ensemble de faits passés, servant de références et de rampe de lancement à leurs projections dans le futur. Des désirs vont ainsi apparaître en se frayant un chemin dans l'axe de cette temporalité naissante et colonisée par la volonté humaine.

Mais les intérêts de ce monde qu'est la réalité humaine se heurtent sans cesse à un réel qui reste indifférent aux gesticulations humaines, et ces projections vont se trouver limitées, dévoyées, contrariées voir anéanties par un réel dont les surgissements fantasques font toujours craindre le pire. Non seulement tout projet devient, de fait, incertain, mais le bien-être, voire la vie des individus peut être aussi remise en cause à chaque instant, sans qu'aucun sens tangible ne s'en dégage. Et c'est précisément ce défaut de sens des phénomènes du réel qui terrorise, car, à aucun moment, une prévision n'est possible. Ainsi, le réel prend les contours d'un pouvoir à la force considérable et insensée qui fait de lui une puissance redoutée autant que vénérée.

Quand la peur crée des dieux, et le pouvoir qui va avec...

L'impossibilité de percer le secret de ce qui motive ce réel a poussé les êtres humains à imaginer celui-ci de manière ethnocentrée, afin de se rassurer au mieux avec ce qu'ils connaissent, les relations humaines. Des dieux à figure humaine sont alors apparus et avec eux, le chamane, dont la fonction a été d'interpréter leurs messages contenus dans les phénomènes du réel et de les apaiser afin qu'ils ne nuisent pas à la communauté humaine. Chaque divinité s'est ainsi vue attribuer un secteur de la nature, avec des pouvoirs propres qui correspondent à son supposé caractère autant qu'à sa personnalité. Dès lors, chacune des manifestations de ce réel, ainsi divinisé, va être investie d'un sens imaginaire que le chaman avait pour tâche de décoder. Pour adoucir d'éventuelles colères et s'attirer les bonnes grâces de chacune de ces divinités, celui-ci va déterminer les prières, les offrandes ou les sacrifices qu'il jugera nécessaires. Cette irruption des dieux dans la vie des êtres humains se retrouve dans les récits de tradition orale ayant pu remonter du fond des âges jusqu'à nous par des transcriptions écrites telles l'épopée de Gilgamesh ou l'Iliade et l'Odyssée.

Quand les humains s'emparent du pouvoir.

Avec l'avancée des sciences et des techniques permettant aux humains de s'accommoder peu ou prou du réel, les préoccupations de ces derniers se sont étendues à la réalité, c'est-à-dire à tout ce qui relève des activités humaines. Nous sommes passés du mythe à la religion qui s'intéresse plus aux politiques sociales qu'aux phénomènes naturels. Le pouvoir s'est donc accentué au sein du corps social, sur le même modèle qu'avec les dieux.

Ce qui terrorise encore nombre de personnes aujourd'hui, c'est l'idée de la mort. Cette fatalité est la clé de voûte de toute réalité car c'est l'élément qui permet de se paramétrer avec ses semblables et de s'harmoniser avec la nature. Mais la soumission à un pouvoir terrifiant, quel qu'il soit, n'est pas une fatalité. À la fin de l'Odyssée, quand Ulysse dialogue avec Athéna venue tenter de le ramener à la raison pour ses idées séditieuses, c'est un homme émancipé de sa tutelle qu'elle rencontre, faisant étalage des nombreuses injustices dont les dieux ont fait preuve pendant la mise à sac de Troie, puis en parsemant d'embûches son retour sur l'île d'Ithaque dont seule sa ruse lui a permis d'en réchapper. Clairement, il lui annonce que les hommes ne sont plus leurs pions, mais des créatures souveraines qui n'ont plus besoin d'eux, renvoyant l'ensemble des dieux à la solitude de leur im-

mortalité. Première forme de laïcité sans doute et surtout, première émancipation à la tyrannie des dieux.

De la responsabilité

De nos jours, le pouvoir continue de sévir sur le même modèle au sein de nos institutions, permettant aux uns d'écraser les autres sous peine de sanctions, plus ou moins lourdes. Les poussées révolutionnaires de notre histoire récente ont permis à chacun l'émancipation de toute tutelle divine. La science continue à s'imposer lentement comme la seule référence crédible à la compréhension du monde et aux phénomènes issus du réel. Néanmoins, le pouvoir continue d'irriguer le corps social. Il s'exerce verticalement, du haut vers le bas, à travers des structures pyramidales, par des voix dites *« hiérarchiques »*, mot qui étymologiquement signifie *« commandement sacré »*.

On remarquera que le caractère sacré de ces commandements les limbes d'une aura mystérieuse qui rappelle celle des dieux. La raison est souvent invoquée pour justifier et tenter de remplacer le caractère sacré de ces pouvoirs. Mais ces raisons, si elles se justifient à elles seules n'ont, de fait, plus besoin d'être imposées. Elles ont simplement besoin d'être comprises et validées. Elles permettent alors une autre forme d'organisation collective, celle sous-tendue par la responsabilité de chacun. Celle que l'on retrouve par exemple dans les structures autogestionnaires qui ont fait leurs preuves, malgré l'étouffement dont elles font régulièrement l'objet. Être responsable signifie *« se porter garant »* de l'action à accomplir, ce qui laisse la personne maîtresse de sa décision et de ses actes. Informée et partie prenante de la décision, elle saura mieux que quiconque ce qu'elle doit faire et sera capable d'improviser face à l'adversité, ce qui n'est pas le cas d'un simple exécutant qui aura toujours besoin d'en référer à sa hiérarchie avant d'agir.

Ainsi, une personne qui transmet la nécessité d'effectuer une tâche à celle qui est le mieux placée pour l'accomplir, n'a besoin d'user d'aucune autorité. Il fait d'emblée autorité par les informations pertinentes qu'il transmet qui permettent de comprendre une situation et d'agir sans avoir besoin d'ordonner. Les hiérarques entretiennent avec duplicité la confusion entre pouvoir et responsabilité pour tenter de justifier leur supposée supériorité coûte que coûte.

RØD UNGDOM (JEUNESSE ROUGE) NORVÈGE

Le mot *« responsable »*, fait bien souvent partie du titre qu'ils portent, alors qu'ils se montrent souvent incapables de l'endosser, car la responsabilité s'oppose, par essence, au pouvoir. C'est même précisément par leur propension à l'irresponsabilité qu'ils sont choisis pour intégrer une chaîne hiérarchique qui ne peut tolérer les comportements réellement responsables, car susceptibles de remettre en question la légitimité et la pertinence des ordres donnés. Leur comportement, prompt à ouvrir le parapluie quand il s'agit d'assumer une faute ou une erreur, pointant du doigt l'agent subalterne, montre le degré de leur responsabilisation. Dès lors, face à des personnes lucides de leur exploitation, les hiérarques n'ont d'autre choix que d'user d'autoritarisme, soit d'avoir recours à la peur par des menaces ou sanctions. Ce qui revient à soumettre les personnes en les contraignant à une servilité de plus en plus visible. Ces modèles d'organisation sociale verticalisée ont montré combien le pouvoir institutionnalisé pouvait mener au pire et il est patent qu' une société qui en serait débarrassée s'épargnerait bien des horreurs, bien des souffrances et ferait l'économie d'une mortalité souvent importante et injustifiée. Que peut donc bien valoir la gloire de quelques-uns au regard des funestes cortèges de tous ceux qu'ils ont envoyés à l'abattoir, du fait de leur pouvoir sur eux ? Le slogan « Ni Dieu ni maître » s'impose donc comme un programme urgent autant que salvateur.... Aussi la formule d'Henri de Montherlant, ramasse bien ce qui peine à s'avouer : *« Il n'y a pas le pouvoir, il y a l'abus de pouvoir, rien d'autre »*.

JBL

49.3 nuances de gré

Les Lambda du 3e, ils s'étaient dit qu'ils avaient besoin de changement alors, ni une ni deux, z'avaient pris le catalogue des meubles du Nord à essayer de monter soi-même.

Ah le beau catalogue avec de si jolies couleurs et ces pages pleines de choix possibles afin de satisfaire tous les désirs ou presque. Suffit juste de choisir et de faire confiance…

En 2002, c'était un autre catalogue que les Lambda feuilletaient. Ils se préparaient à aller voter au premier tour des présidentielles. Ah, quel beau catalogue ! Et toutes ces belles couleurs qui allaient du rouge bien rouge au « bleu, blanc, rouge » bien brun et puis, le rose, le vert, le bleu argenté…

16 produits proposés… Y en avait pour tous les budgets, tous les goûts ou presque. Suffisait juste de choisir et de faire confiance…

Le changement, c'est maintenant… alors fallait surtout pas se tromper de désir. Pas commode de faire passer une armoire normande pour un secrétaire…

Monsieur Lambda, il aime pas les complications… « Tu choisis ce qui te plaît, tu fais un truc au feutre autour, tu cornes la page et moi je commande sur le site. » et il sort la carte bleue : numéro, date d'expiration, cryptogramme dans les starting-blocks…

Madame Lambda, elle veut un meuble de salon pour le mur face au canapé. Un beau meuble résolument suédois pour encadrer la télé résolument coréenne. Alors, elle cherche, Madame Lambda, imaginant déjà sa télé-réalité préférée entre deux assiettes peintes rapportées de Lisbonne.

« Et s'il y a une p' tite place pour faire un bar, j' suis preneur… ».

7 min 52 s plus tard, soit pratiquement deux secondes de moins que le record du monde du 3000m steeple masculin, la commande est finalisée, le paiement enregistré.

« Nous vous remercions pour votre commande, un mail de confirmation vient de vous être envoyé à votre adresse-mail ».

Les Lambda du 3e se voyaient déjà dans leur salon, posés sur leur canapé : elle, pensant à Lisbonne en regardant un sombre crétin sublimer un œuf-mayonnaise et lui, sirotant un petit porto en souvenir des dernières vacances…

IMAGE BAN'ART

Quinze jours plus tard, un message vint faire tomber une luciole dans leur potage : « Suite à une erreur de notre service de la prospective, nous sommes au regret de ne pas pouvoir satisfaire votre commande 2245Y48/21. Le règlement de celle-ci ayant déjà été effectué, nous vous proposons de choisir entre les deux articles ci-dessous. Articles dont le prix est largement supérieur à celui de l'article manquant. » Et les lambdas, médusés, de se retrouver à choisir entre un lit à baldaquin monstrueux et un salon de jardin avec parasol et balancelle. Pour eux et leur 3e étage…

Fini le catalogue avec toutes les couleurs du premier tour des élections présidentielles de 2002. Pour le deuxième tour, reste plus que le bleu argenté et le « bleu, blanc, rouge » bien brun.

Et surtout, en vérité on nous l'a dit : « Si tu ne votes pas, t'es disqualifié.e et tu ne viendras pas te plaindre si… »

Au premier tour, il y avait eu un nombre record de candidats, pourtant le taux d'abstention avait été, lui, le plus important depuis la création du suffrage universel direct 40 ans plus tôt…

Ainsi, bien que le grand cirque électoral ait affiché un nombre suffisant de numéros pour espérer remplir au maximum le chapiteau, de très nombreuses places restées vides avaient été la preuve flagrante

« Seuls les actes nous engagent.
Nous ne sommes donc pas engagés
par nos idées, ou par nos sentiments,
mais par nos conduites effectives. »

de la désaffection ou la méfiance envers ce genre de spectacle.

De quoi effrayer le petit monde des monteurs de spectacles d'illusions.

Et c'est l'alerte générale entre les deux tours. Il fallait arriver à vendre du bleu argenté pour faire barrage à l'épouvantail brun.

Vendre aux Lambda en lieu et place d'un meuble de salon, un lit à baldaquin en les menaçant de leur livrer un salon de jardin (avec hamac et balancelle) au 3e étage… Ils sont forts, ces publicistes ! Qu'importe, les Lambda du 3e… finalement, ce lit à baldaquin… Ils le méritaient, puisqu'ils avaient eu la bonne idée de feuilleter ce si beau catalogue. Pas donné à tout le monde de l'avoir. Ça se mérite…

Théorie de l'engagement, l'arme de destruction massive des marchands : « *Seuls les actes nous engagent. Nous ne sommes donc pas engagés par nos idées, ou par nos sentiments, mais par nos conduites effectives.* »[1]

Une fois la décision prise de confier leurs nuits au monstrueux lit à baldaquin, les Lambda du 3e ont finalement oublié leur meuble de salon.

« Faudra qu'on invite les voisins pour leur montrer. Ils vont être verts de jalousie… Pas la peine de leur dire qu'on voulait un meuble avec un bar… L'était vieux, le lit d'avant… Il reste des olives ? ».

Pour le deuxième tour des présidentielles de 2002, l'arnaque a juste été magnifique : privé du catalogue épais du premier tour, le bon peuple de France n'avait plus qu'à choisir entre deux produits. La logique aurait voulu que les déçus du premier tour, leurs candidats étant en rupture de stock, aient boudé la boutique en plus grand nombre… Que nenni, le bon peuple de France s'est rué dans les bureaux de vote pour bouter la bête immonde hors de l'Hexagone.

Résultat, une forte diminution du taux d'abstention accompagnée d'une augmentation abracadabrantesque de 350 % des voix pour le candidat bleu-argenté…

Et cette crapule ayant obtenu un peu plus de 82 % de suffrages exprimés de se sentir plébiscitée par plus de 82 % des Français.es… À la trappe les électeurs/électrices par dépit, exit les abstentionnistes, disparu.e.s les « sans carte à voter »… 82 % des Français.es… grosse arnaque !

Une arnaque pouvant en cacher une autre, les législatives de 2002…. « Seuls les actes nous engagent. Nous ne sommes donc pas engagés par nos idées, ou par nos sentiments, mais par nos conduites effectives »… Le bon peuple de France ayant plébiscité le monarque, il ne lui restait plus qu'à lui donner une très large majorité au Palais Bourbon…

Posés sur leur canapé, les Lambda du 3e regardent le mur face à eux.

« On résume… Y a eu ce commercial qui nous a fait cadeau du catalogue avec de si jolies couleurs et ces pages pleines de choix possibles afin de satisfaire tous les désirs ou presque. Suffisait juste de choisir et de faire confiance…

« L'était pas allé voir tout le monde… les jeunes d'en dessus, z'ont pas eu droit au catalogue…

— On avait été choisis alors on a choisi… Tu te souviens ce qu'on avait choisi ?

— J'sais pus, tout ce que je sais c'est que la carte… Z'ont trouvé le temps de la débiter à la commande.

— Et puis y a eu le remplacement…

— On a bien fait de ne pas prendre le salon de jardin avec le parasol et la balancelle.

— On a même pas de balcon…

— Bien obligés de prendre l'autre truc, on avait payé. Mais c'est pas très utile sans la visserie… »

Main sur la télécommande.

« Alors tu crois que notre député, il aurait voté pour la réforme des retraites ?

— Notre député, notre député… Moi, c'est sûrement pas lui que je voulais au début !

— Bien obligés, on allait pas voter pour l'autre.

— Bon, on va dire que c'est notre député à baldaquin… Tu crois qu'il aurait voté pour ou contre ? »

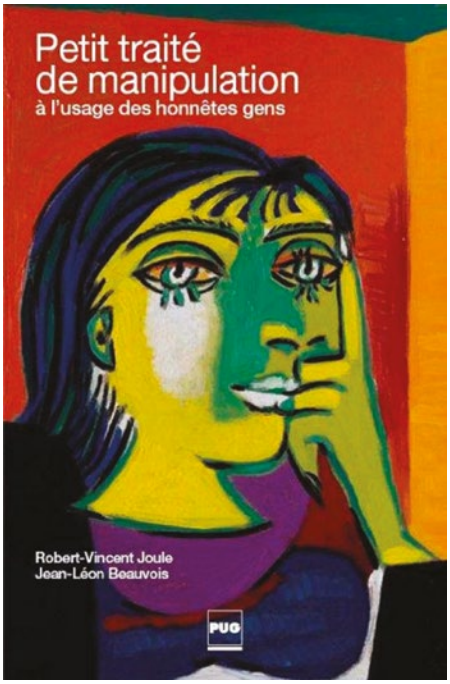
Samedi 29 février 2020, pour faire le point sur l'épidémie de coronavirus, 10 heures, conseil de défense suivi d'un conseil des ministres. Y a-t-on seulement parlé de l'épidémie ou a-t-on réfléchi à la possibilité de profiter de la situation pour ?…

Quelques heures plus tard, Édouard Philippe est arrivé en urgence à l'Assemblée nationale pour expliquer, sous les huées, qu'il activait l'article 49-3 de la Constitution pour mettre fin au débat sur les retraites qui patinait dans l'hémicycle et en commission depuis un mois. Il agissait ainsi comme l'avait fait Manuel Valls déplorant une « alliance des contraires et des conservatismes » pour faire passer en force la loi travail.

« Finalement, notre député nous est aussi utile qu'un lit à baldaquin sans sa visserie…

— Y a qu'à mettre un napperon dessus… »

Biscotte



1. À lire *Petit traité de manipulation à l'usage des honnêtes gens* de Beauvois et Joule qui développent dans leurs travaux la théorie de l'engagement élaborée par Charles Kiesler en 1971.

Être gouverné

REGARD DE THIERRY EHRMANN, AUTEUR DE LA DEMEURE DU CHAOS

Être gouverné, c'est être gardé à vue, inspecté, espionné, dirigé, légiféré, réglementé, parqué, endoctriné, prêché, contrôlé, estimé, apprécié, censuré, commandé, par des êtres qui n'ont ni titre, ni la science, ni la vertu…

Être gouverné, c'est être à chaque transaction, à chaque mouvement, noté, enregistré, recensé, tarifé, timbré, toisé, coté, cotisé, patenté, licencié, autorisé, admonesté, empêché, réformé, redressé, corrigé.

C'est sous prétexte d'utilité publique et au nom de l'intérêt général être mis à contribution, exercé, rançonné, exploité, monopolisé, concussionné, pressuré, mystifié, volé ; puis, à la moindre réclamation, au premier mot de plainte, réprimé, amendé, vilipendé, vexé, traqué, houspillé, assommé, désarmé, garrotté, emprisonné, fusillé, mitraillé, jugé, condamné, déporté, sacrifié, vendu, trahi, et pour comble, joué, berné, outragé, déshonoré.

Voilà le gouvernement, voilà sa justice, voilà sa morale !

Et qu'il y a parmi nous des démocrates qui prétendent que le gouvernement a du bon ; des socialistes qui soutiennent, au nom de la liberté, de l'égalité et de la fraternité, cette ignominie ; des prolétaires qui posent leur candidature à la présidence la République !

Pierre-Joseph Proudhon
Idée générale de la révolution au XIX^e siècle, **1851**

CRISE DE FOI
DIEU EN PASSE DE PERDRE LA VUE ?

Dieu, dont chacun sait qu'il est omniscient, omniprésent et omnipuissant, serait-il en passe de perdre l'une de ses prérogatives les plus importantes ? Dégénérescence de la cornée due au vieillissement, cataracte… ? On ne sait. Mais une chose est sûre, pour en être réduit à se faire appareiller, il doit avoir de sérieux problèmes de vue. Et, pour être censé tout voir, on imagine sans peine son calvaire.

Comme dans une vingtaine d'églises en France, il vient, en effet, de faire installer des caméras de surveillance dans celle de La Jarrie (Charente Maritime). C'est la dernière étape avant, dans le respect des valeurs de la République si cher à Jupiterminator, d'y mettre des chiens (policiers) d'aveugles.

Gare à vous, donc, camarades mécréants qui preniez un « malin » plaisir à aller pisser dans les bénitiers. Jadis vous risquiez seulement d'aller en enfer. C'était l'objectif. Mais, désormais, après une sévère garde à « vue », vous aurez droit à la prison au risque de vous retrouver en cellule avec Père touche-touche.

Une seule solution, donc, pour échapper à la « main de Dieu », prier le Diable pour que Dieu retrouve la vue au plus vite.

Jean-Marc Raynaud

Qu'es per tu Loisa, per uèi e doman Tu la femna a l'eissarpa de fuóc*

Ses *Mémoires* sont la réédition d'un ouvrage publié en 1886 dont Claude Rétat la préfacière montre que la première édition a été sérieusement caviardée par l'éditeur originel de 1886.

Pour cette raison notamment, la réédition est passionnante d'autant qu'elle est augmentée d'un riche appareil critique et d'une introduction substantielle. Elle montre notamment comment l'éditeur Roy a quasiment transformé les mémoires de Louise Michel en produit commercial alors que son autrice montrait ses doutes, ses hésitations, ses contradictions.

Le livre demeure riche et passionnant. Elle revient sur son enfance, son arrivée à Paris, son affection et sa relation avec sa mère et son métier d'institutrice, dévoilant sa passion pour l'enseignement et le partage dont on retrouve traces lors de sa déportation en Nouvelle-Calédonie auprès des Kanaks. Elle évoque brièvement sa participation à la Commune, même si par touches et par quelques assertions elle y revient.

La deuxième partie est, pour l'essentiel, consacrée à la vie en prison puis en déportation. Elle se passionne pour cette terre décrivant avec une certaine affection la terre et les hommes qui y vivent. Elle y apprend le kanak.

De retour en France, Louise Michel participe à la construction du mouvement anarchiste. De tournée de conférences en meetings, elle porte la mémoire de la Commune mais surtout appelle à transformer le monde en renversant l'ordre bourgeois. Incidemment, elle souligne qu'elle a œuvré pour que les compagnons choisissent le drapeau noir. Militante infatigable, elle prend à plus de 50 ans en 1883 avec Émile Pouget la tête d'une manifestation devenue célèbre puisqu'ils pillent une boulangerie. La troisième partie est consacrée à cet événement, ce qui lui permet revenir sur ses procès. Jusqu'à sa mort, Louise Michel a revendiqué toutes ses actions. Face aux juges elle demandait à être condamnée pour montrer l'inanité de la « justice ».

La belle édition réalisée par Claude Rétat offre en annexe plusieurs textes rares comme ses pièces de théâtre, ses déclarations lors de ses différentes arrestations et - éléments passionnants - les réactions de la presse lors de la parution de l'ouvrage. Bref un ensemble passionnant pour découvrir ou redécouvrir cette militante hors du commun.

Sylvain Boulouque

LOUISE MICHEL
Mémoires. 1886
réédition 2021. Gallimard
9, 70 €

* « *C'est pour toi Louise,*
pour aujourd'hui et demain,
Toi la femme à l'écharpe de feu »
extrait de *L'eissarpa de Fuòc.*
Joan Pau Verdier

Un continent sous contrôle états-unien

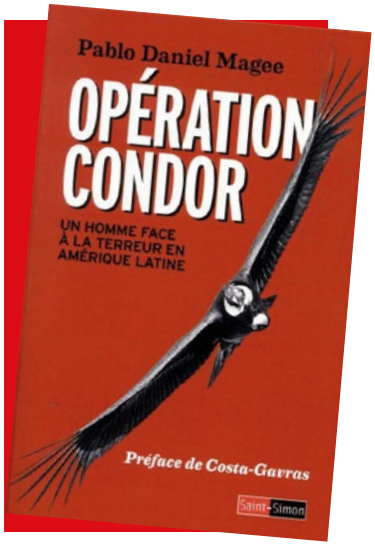
Novembre 1975, le plan Condor, un pacte secret se met en place couvrant les dictatures d'Amérique du Sud. Objectif : organiser une coopération criminelle anticommuniste et contre-révolutionnaire avec le concours de la CIA et orchestré par Henry Kissinger. Résultat estimé : un demi-million de morts. Au Paraguay, le sinistre dictateur, le général Stroessner, lance le processus avec la complicité de services secrets européens dont ceux de la France, étasuniens avec l'appui de nazis opportunément réfugiés grâce à différentes complicités dans ces États où le mot démocratie est inconnu. C'est dire si les méthodes d'arrestations et d'interrogatoires sont abjectes. Un homme, Martin Almada, professeur, avocat, connaît les geôles et les tortures pendant mille jours. C'est son combat que nous relate Pablo Daniel Magee. Il faut dénoncer et parler de ces années de souffrance, les arrestations arbitraires, les accusations absurdes, les tortures physiques et psychologiques indescriptibles, la bêtise crasse des bourreaux pour qui tout démocrate est communiste.

L'horreur implacablement décrite

« *Au Panama, Doctor Almada, il y a ce qu'on appelle l'École des Amériques. Les Yankees l'ont ouverte après la Seconde Guerre mondiale, à l'aube de la Guerre froide, pour former la police et les militaires d'élite de notre continent à leurs méthodes et, ainsi, nous intégrer au bloc idéologique américain dans le cadre de leur logique de Guerre froide.* » souligne un colonel emprisonné avec Almada. Il s'agissait de contrecarrer le rayonnement de Fidel Castro. « *L'idée du Condor, c'est de créer un réseau de communication ultrarapide et réactif entre les services secrets des pays membres à travers le Continent, inspiré par Interpol. La communication se fait par télex.* »

Evadé en 1978, Almada se réfugie en France et à la fin apparente de la dictature retourne dans son pays. Après une enquête minutieuse, il met la main sur cinq tonnes de documents TOP SECRET, les archives de la Terreur. Le contenu est implacable. Les États se défaussent mais au vu des événements actuels en Amérique latine, Martin Almada considère que le « *Condor vole toujours* ».

Franci



PABLO DANIEL MAGEE
Opération Condor
Un homme face à la terreur en Amérique latine
Éd. Saint-Simon, 2020

Des inédits d'Emma Goldman

Nouvelle excellente initiative des amis de Nada Éditions, la publication d'un recueil de textes inédits d'Emma Goldman consacré à l'anarchisme. Le recueil plus volumineux avait été publié en anglais, *Sur l'anarchisme et autres essais*. Plusieurs articles sont disponibles dans d'autres volumes (par exemple et dernièrement *De la liberté des femmes*, Payot, 2019). La présente édition est introduite et annoncée par Laure Batier qui a participé à la traduction de *Vivre ma vie* et augmenté d'une très belle iconographie.

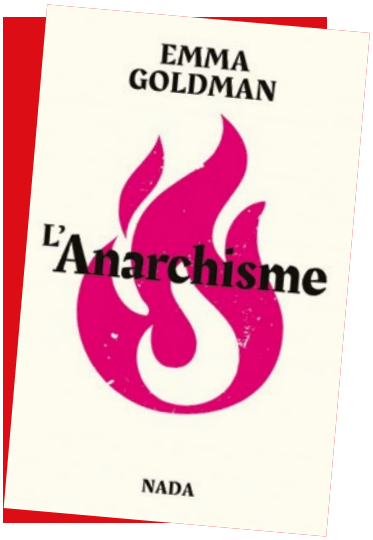
Les textes publiés sont une excellente entrée en matière pour une première approche de l'anarchisme. Son premier texte : *l'anarchisme*, qui donne son nom au recueil est introduit par John Henry Mackay, le poète libertaire écossais, qui définit en quelques mots le refus de toutes les formes de domination « *Je suis un anarchiste ! Pourquoi ? Je ne veux pas dominer, pas plus qu'être dominé !* ». Le texte d'Emma Goldman date de 1910, il est fortement marqué par le positivisme et la philosophie du progrès. Elle passe en revue les formes des arguments s'opposant à l'anarchisme, qui vont de la violence à l'utopisme en passant par l'irréalisme. Elle y oppose la libération individuelle que propose la philosophie libertaire face à la religion, à l'autorité, au capitalisme et offre un plaidoyer pour les moyens d'actions de l'anarchisme comme l'action directe, rappelant au passage que même le droit de vote a été obtenu par cette forme de participation à la vie publique.

Écrit à la même période, le texte consacré aux minorités contre les majorités conserve une acuité brûlante : « « *on entend souvent les hommes politiques de notre époque (socialistes compris) répéter que nous vivons à l'ère de l'individualisme, de la minorité.* [...] *La richesse du monde n'est-elle pas aux mains de quelques-uns seulement ?* [...] *Pourtant, ce n'est pas à l'individualisme qu'ils doivent leur succès, mais à l'inertie, à la lâcheté et à la soumission totale de la masse.* » Pour cette raison, parmi d'autres, qu'elle pousse à l'action des minorités agissantes, qui portent les principes individualistes et non celui d'avant-garde.

Ce recueil est complété de deux articles passionnants : une nouvelle déclaration d'indépendance refondant la société américaine et un texte beaucoup plus tardif de 1933 consacré à son hostilité à toute forme de peine de mort.

Bref, des textes incontournables...

Sylvain Boulouque



EMMA GOLDMAN
L'anarchisme, .
Nada, 2021 -
76 pages, 8 €

Retrouver Stig Dagerman

Victime de l'évolution rapide de la société suédoise dans laquelle il a refusé d'occuper une place confortable, Stig Dagerman (1923-1954) s'est éloigné de tout compromis facile avec elle, se posant en véritable « dissident » autant par sa pensée que par ses actes. En 1948, il s'impose à nouveau clairement comme une voix indépendante, refusant de prendre parti dans la Guerre froide imminente et il plaide pour une « troisième position ». Le monde qui se reconstruit après la guerre ne rompt pas, bien au contraire, avec les travers qui l'ont mené à la catastrophe, constate Dagerman.

Paraît ces jours-ci en France, à l'initiative d'Anny Romand et des Éditions Belloni, une œuvre pour la radio que Dagerman a écrite en 1947 et qui a été enregistrée en avril 1955 *: La Casquette du musicien*. Œuvre subtile, œuvre une nouvelle fois très personnelle si l'on veut bien accepter l'idée que, derrière l'artiste-musicien au centre du dialogue entre les deux personnages de la pièce, se tient caché l'écrivain suédois lui-même ou, du moins, son alter ego. Sans dévoiler son propos, il est tout de même possible d'en souligner les grands thèmes (la place de l'argent, l'attachement à ses convictions, le cynisme de quelques-uns). Stig Dagerman est ainsi fidèle à lui-même : une « innocence » sans doute impossible à préserver, une défiance à l'égard de toutes les formes de pouvoir, notamment celui que permet l'argent, une réflexion sur le statut de l'artiste aujourd'hui.

La Casquette du musicien comblera les attentes des lecteurs fidèles du grand écrivain suédois, en attirera d'autres. L'œuvre n'a pas la violence de *L'Ombre de Mart* ou de *L'Arriviste*, ses deux grandes pièces de théâtre. Mais, pour s'établir dans un courant de paroles plus tempéré, le dialogue entre Monsieur Bohm et le jeune Lennart n'est pas exempt, loin s'en faut, de la force corrosive des écrits de Dagerman. Simplement, la corrosion en question se dit autrement. En musique (puisqu'il est beaucoup question de musique dans ce livre), on dirait que ce dialogue se joue moderato.

Claude Le Manchec
auteur d'essais sur la littérature

STIG DAGERMAN
La Casquette du musicien,
Éditions Belloni, 2021
(traduction française de Philippe Bouquet)
avec une préface de Lo Dagerman et une postface de Bengt Söderhäll.

Récit de vie dans les communautés californiennes en 1968

My Hippie days nous fait découvrir le jeune homme d'origine modeste voire pauvre qu'a été l'auteur, brillant et d'une intelligence hors du commun, peu fréquente pour un adolescent de dix-sept ans. Son esprit aguerri, curieux et critique lui a permis de se faire entendre et respecter, la revanche du pauvre sur le riche.

C'était dans l'air du temps, des jeunes pensaient pouvoir changer le monde, une utopie pour certains, une folie pour d'autres, l'essentiel c'était d'y croire, ils en avaient la certitude, la disponibilité et l'occasion de mettre en place, en pratique un idéal révolutionnaire à travers des expériences libertaires communautaires californiennes.

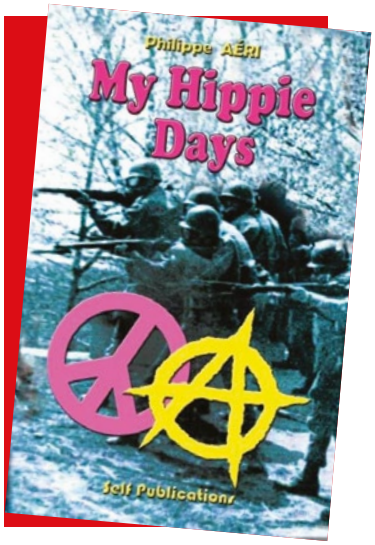
Son rêve devint réalité, le voyage initiatique qu'il décrit démontre que le modèle libéral n'a pas touché toute la population dans ce pays où la constitution donne le droit à toute la population d'être armée, sachant que la police et l'armée sont les mieux servies. Cela donne un pouvoir de répression d'une violence inouïe. La violence raciale y est toute aussi présente, malheureusement pour la petite communauté, ni habituée, ni préparée.

En revanche, ces diverses communautés affirmaient avec une certaine franchise, honnêteté, liberté et naïveté, une forme d'attitude humaine, sociale, économique d'où l'argent était banni et d'expression artistique radicalement différente du système en place. Un autre modèle était né, celui de l'entraide, de l'harmonie, de la solidarité où chaque individu est une « liberté », concept totalement différent de celui de « Mai 68 ».

La fin de son ouvrage marque bien que cette époque est révolue, ses ami.e.s se disperseront, un passage dont il témoigne d'une écriture à la fois sensible et simple, sans artifice, ni formule toute faite, afin de ne pas les oublier, de respecter leur mémoire, leur manière, leur attitude en les faisant revivre cinquante ans plus tard.

C'est le voyage initiatique, un peu comme une ballade, une chanson de blues, d'un jeune papillon qui se métamorphosera en un homme prêt à affronter le lot quotidien des humains. Une histoire qui laissera la trace d'un témoignage palpitant, innovant, galvanisant et stimulant, une vraie pépite brute de décoffrage, la pointe de la lance.

Juan Chica Ventura
Groupe anarchiste Salvador-Seguí



PHILIPPE AÉRI
(Phillipe Paraire)
My Hippie days
Éditions Self Publications
15 €

Travailleurs et travailleuses du fer

En fait, le livre traite de l'histoire du syndicalisme dans les industries métallurgiques et de la fédération CGT dans ce secteur. Émeric Tellier, l'auteur de l'ouvrage *Le métal au cœur* souligne dès l'introduction les réalisations au long court des métallos, à savoir : création d'une mutuelle, d'une clinique, de colos de vacances et de centres de formation… Il rappelle le rôle des anarchistes dans la création des premiers syndicats et le refus de la guerre des militants de la fédération de la métallurgie en 1914, les multiples grèves qui se sont développées dans les usines durant le siècle dont celle des munitionnettes en 1917. Après la Première Guerre mondiale, la fédération éclate en 1921 entre les révolutionnaires (CGT-U) et les réformistes (CGT) qui se retrouveront en 1936 durant le Front populaire pour occuper les usines et obtenir des avancées sociales substantielles. Après 1939 vint le temps de la clandestinité et de la Résistance. Une fois libérés, les métallos devront relever leurs manches pour gagner la « Bataille de la production » décrétée par les staliniens du gouvernement. De belles actions anticolonialistes dans les années 1950-60, juste évoquées, ce qui est dommage. Puis vint 1968 et sa grande mobilisation, prélude aux luttes des OS. Enfin, malgré les mobilisations et l'action directe, rien ne put stopper la désindustrialisation, la casse de la sidérurgie en Lorraine et ailleurs et la fermeture de la forteresse ouvrière de Renault-Billancourt en 1992. Autant d'épisodes qui entraînèrent le déclin d'une CGT métaux confinée bien souvent, à un « syndicalisme d'élus ».

Un livre agréable et pédagogique grâce à des repères historiques schématisés, enrichi d'encarts sur de grandes grèves comme celle du Creusot en 1899, de chez Citroën en 1933 ou encore celle dans la Loire-Atlantique en 1955 etc. Un ouvrage qui est aussi riche d'illustrations de belle facture (photos, cartes postales, affiches, timbres syndicaux…).

On peut regretter que l'auteur ne pointe aucune contradiction au sein du syndicalisme des métallos entre travail du fer et fonte des canons ; en d'autres termes comment transformer les usines de guerre en industrie de paix. Aucun recul critique en effet, par exemple, sur le soutien de la FTM-CGT à la construction de l'avion de combat Rafale (p.146).

Hugues
Groupe Commune de Paris

ÉMERIC TELLIER
Le métal au cœur
Éditions de l'Atelier, 2021
En vente à Publico.

Un polar au poil

Dans le Monde libertaire d'avril 2019, Patrick Schindler, avait avoué avec une certaine fierté sa nullité en maths tout en démontrant par *a* + *b* que la lecture de *Vivre avec la main d'un homme mort*, de Ronan Quarez, avait une forte probabilité de vous passionner. Probablement…

Le professeur à l'Institut de mathématiques de Rennes récidive avec un nouveau polar, *Mais qui va donc raser le barbier de Molène ?*, toujours dans le monde des forts en maths. Ça tombe bien, je vais avouer avec une certaine fierté mon appartenance à l'ensemble des nombreux rationnels que les maths rasent.

« *Démontrez mathématiquement le lien qui nous unit aux Russes ?* ». Je l'avais écrit au tableau avant l'entrée du prof. Suivie de mon expulsion brutale… Alors, quand un polar commence par « *Le Barbier de Molène rase tous les hommes qui ne rasent pas eux-mêmes et seulement ceux-là. Qui rase donc le Barbier de Molène ?* » comment pourrais-je résister ? Ronan Quarez nous entraîne sur des sentiers escarpés à la poursuite de la version para-cohérente du deuxième problème d'Hilbert comme certains partent à la chasse au dahu.

Mais là n'est pas le propos. Polar = crimes à résoudre avec une ou plusieurs inconnues. Et c'est le retour de Gévaudan pour démêler l'intrigue proposée.

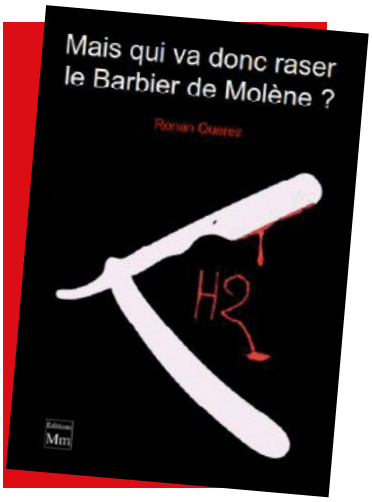
Le livre ? On s'attendrait à croiser Gabriel Lecouvreur - Le Poulpe - dont les enquêtes nous font partager les préoccupations des différents auteurs. Manifestement l'auteur est un amoureux de la Bretagne, de ses pubs, ses bières, ses chocolats… On frise le placement de produits. Jusqu'au numéro du mobile de *Gévaudan* qui est celui, dans le réel, de jongleurs humoristes.

Le style ? Patrick parlait d'un parfum d'Audiard. C'est là que le nul en maths que je fus a été conquis. « *La sérénité d'une Miss France passant un test de QI avec une tarentule sur l'épaule.* » « Gévaudan observe le visage de la secrétaire se fermer comme une huître qui vient d'apprendre le départ de ses parents pour les fêtes de Noël. »

Livre donc conseillé malgré un coup de griffe de matheux par la voix d'un des protagonistes : « *Cela m'a toujours horripilé d'entendre la cohorte des bêlants se satisfaire de leur nullité en mathématiques. Combien de fois ai-je entendu "moi j'ai toujours été nul en maths"' ! Comment peut-on revendiquer sa propre vacuité intellectuelle ?* »

Au fait : Six Russes, c'est six Slaves. S'i s'lavent, c'est qu'i s'nettoient. S'i s'nettoient, c'est donc ton frère. J'aurais bien aimé avoir Ronan Quarez comme prof de maths…

Bernard



ROMAIN QUAREZ
Mais qui va donc raser le barbier de molène ?
Éditions Mm, 3 €
à commander ici :
https ://perso.univ-rennes1.fr/ronan.quarez/Barbier/

La presse anarchiste se porte bien, merci.

Pandémie ou pas, les publications libertaires ne connaissent pas le confinement. Ainsi le numéro de février des *Chroniques Noir et Rouge* est disponible pour qui veut s'informer des nouveautés ou classiques de la littérature anarchiste. Toujours aussi beau, toujours aussi riche, ce quatrième numéro est largement consacré à Alexandre Skirda qui nous a récemment quittés. Au fil de ce dossier, son œuvre concernant principalement la révolution russe (mais pas que), il nous est permis de mesurer l'importance qu'ont eue ses écrits, notamment à une période (début des années 70), où le rayon « littérature anarchiste » dans les librairies était plutôt maigrelet. La bibliographie d'Alexandre Skirda livrée dans *Chroniques Noir et Rouge* est telle qu'elle donne le vertige et permet de mesurer l'importance de son apport à notre mouvement.

Outre ce dossier, on trouve comme à l'habitude dans *Chroniques Noir et Rouge* les nombreuses notes de lectures d'ouvrages d'auteurs libertaires (dans le désordre : Clara Zetkin, Sophie Divry, Tomás Ibañez, Thierry Maricourt, Alain Pécunia…)

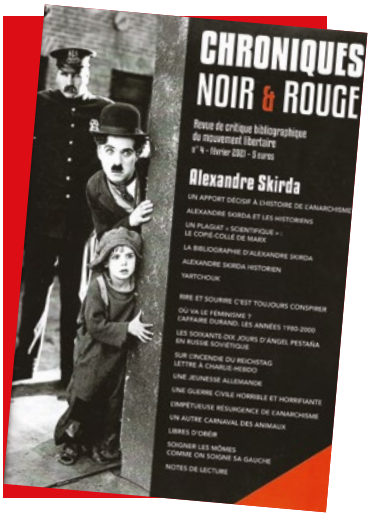
Mais ce n'est pas tout. Deux plats de résistance nous sont proposés dans ce quatrième numéro des *Chroniques Noir et Rouge* : le premier nous transporte à Moscou en 1920, en compagnie d'Àngel Pestaña représentant de la CNT au IIe congrès de la Troisième Internationale. Séjour et rencontres avec les dirigeants bolcheviks achèveront de le convaincre que non, décidément la CNT n'avait rien à faire dans cette Internationale, que non, cette révolution avait peu à voir avec l'idéal libertaire.

Autre plat au menu : catégorie mystères ou énigmes de l'Histoire. Non, vous n'apprendrez pas qui a assassiné Kennedy, par contre vous saurez tout sur l'incendie du Reichstag à Berlin en 1933. Qui l'a perpétré, à qui a profité le crime ? Complot communiste ? Complot nazi ? Autre version ?

Ça vous intrigue ? Une seule solution, procurez-vous ce n°4 de *Chroniques Noir et Rouge* et vous saurez tout, et même le reste.

Et en guise de dessert, une chronique sur le livre de Tomás Ibañez *« Anarchisme en mouvement. Anarchisme, néoanarchisme et postanarchisme ».* Bref, tout un programme, et quel programme !

Ramón Pino
Groupe Salvador Seguí



Pour 5 petits euros, n'hésitez pas à passer commande
Éditions Noir et Rouge,
75 Avenue de Flandre 75019 Paris
ou à la librairie Publico,
145 rue Amelot – 75011 – Paris

ANNUAIRE DES GROUPES ET LIAISONS DE LA FEDERATION ANARCHISTE

Si un groupe n'a pas d'adresse postale, merci d'écrire à la Librairie Publico/RI FA, 145 rue Amelot, 75011 Paris

les mails @federation-anarchiste.org ont été abrégés en @fede...

00 NOMADE
Groupe La Roulotte Noire
groupe-nomade@fede...

02 AISNE
Groupe Kropotkine
c/o Athénée libertaire
8 rue Fouquerolles
02000 Merlieux
kropotkine02@riseup.net

• Athénée Libertaire & Bibliothèque Sociale « Le Loup Noir »
8, rue Fouquerolles
02000 Merlieux
permanence : 1er, 3e et 5e jeudis du mois de 18 h à 21 h

• Athénée Libertaire & Bibliothèque Sociale « L'Étoile Noire »
5, rue Saint-Jean – 02000 Laon
permanence : du lundi au samedi de 10 h à 17 h.
(fermeture avancée provisoirement en raison du contexte sanitaire)

03 ALLIER
Liaison Étoile Noire
etoile-noire@fede...
https ://liaisonetoilenoire.home.blog/

04 ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE
Liaison Metchnikoff
metchnikoff@fede...

07 ARDÈCHE
Groupe d'Aubenas.
fa-groupe-daubenas@wanadoo.fr

Liaison Bookchin
Nord Ardèche
bookchin@fede...

09 ARIÈGE
Liaison Ariège
ariege@fede...

12 AVEYRON
Liaison Sud-Aveyron
sud-aveyron@fede...

13 BOUCHES-DU-RHÔNE
Groupe Germinal
groupe-germinal@riseup.net
www.groupegerminal.lautre.net

Liaison La Ciotat
la-ciotat@fede...

14 CALVADOS
Groupe Germaine Berton
groupesanguinfa14@laposte.net
https ://m.facebook.com/facalvados/
https ://facaen.wordpress.com

16 CHARENTE
Liaison Charente
charente@fede...

17 CHARENTE-MARITIME
Groupe « Nous Autres »
35 allée de l'Angle, Chaucre
17190 Saint-Georges-d'Oléron
nous-autres@fede...

20 CORSE
Liaison Corsica
corse@fede...

21 CÔTE-D'OR
Groupe « La Mistoufle »
Maison des Associations
Les Voix sans Maître Boîte BB8
2, rue des Corroyeurs,
21068 Dijon Cedex
lamistoufle@fede...

22 CÔTES-D'ARMOR
Liaison Jean Souvenance
souvenance@no-log.org

23 CREUSE
Liaison Granite
http ://anarsdugranite23.eklablog.com

24 DORDOGNE
Groupe Emma Goldman Périgueux
perigueux@fede...
http ://fa-perigueux.blogspot.fr

25 DOUBS
Groupe Proudhon
c/o CESL BP 121
25014 Besançon cedex

• Librairie l'Autodidacte
5 rue Marulaz,
25000 Besançon
ouverte du mercredi au samedi de 15 h 00 à 19 h 00
groupe-proudhon@fede...

26 DRÔME
Groupe « la rue râle »
la-rue-rale@riseup.net

28 EURE-ET-LOIR
Groupe Le Raffüt
fa.chartres@free.fr

29 FINISTÈRE
Groupe Le Ferment
leferment@fede...

Liaison May Piqueray
Publico 145 rue Amelot
75011 Paris

30 GARD
Groupe Gard-Vaucluse
fa.30.84@gmail.com

31 HAUTE-GARONNE
Groupe Libertad de Toulouse
Le chat noir
33 rue Puget
31 000 Toulouse
libertad@fede...
http ://libertad-fa.org

32 GERS
Liaison Anartiste 32
anartiste32@fede...

Liaison Henri Bouyé
henri-bouye@fede...

33 GIRONDE
Cercle Barrué
http ://cerclelibertairejb.wordpress.com
www.facebook.com/cljb33
cerclelibertairejb33@riseup.net

Groupe Nathalie Le Mel
nathalie-le-mel@fede...

Liaison Saint-Médard-en-Jalles
liaison-st-medard-en-jalles@fede...

34 HERAULT
Groupe Montpellier-Hérault
montpellier@fede...

35 ILLE-ET-VILAINE
Groupe La Sociale.
c/o local « La Commune »,
17 rue de Châteaudun
35000 rennes
contact@falasociale.org

Liaison Lacinapse
liaison-lacinapse@fede...

Liaison Redon
redon@fede...

37 INDRE-ET-LOIRE
Liaison Libertalia
libertalia@fede...

38 ISÈRE
Groupe de Grenoble
fagrenoble@riseup.net

42 LOIRE
Groupe Makhno
Bourse du Travail Salle
15 bis Cours Victor Hugo
42028 Saint-Étienne cedex 1
groupe.makhno42@gmail.com

44 LOIRE-ATLANTIQUE
Liaison de Saint-Nazaire
saint-nazaire@fede...

Groupe Déjacque
dejacque@fede...

45 LOIRET
Groupe Gaston Couté
groupegastoncoute45@riseup.net

50 MANCHE
Groupe Manche
famanche@riseup.net
www.facebook.com/famanche

51 MARNE
Liaison Reims
reims@federation-anarchiste

54 MEURTHE-ET-MOSELLE
Groupe Emma Goldman de Nancy
emma-goldman@fede...

56 MORBIHAN
Groupe René Lochu
c/o Maison des associations
31, rue Guillaume Le Bartz
56000 Vannes
groupe.lochu@riseup.net

57 MOSELLE
Groupe de Metz
groupedemetz@fede...

Groupe Jacques Turbin Thionville
jacques-turbin@fede...

58 NIÈVRE
Liaison Pierre Malézieux
pierre.malezieux@fede...

59 NORD
Groupe ô Rage Noire
o.rage.noire@federation...

60 OISE
Liaison Beauvais
scalp60@free.fr

62 PAS-DE-CALAIS
Groupe Lucy Parsons in the Sky
bethune-arras@fede...

63 PUY-DE-DÔME
Groupe Spartacus
spartacus@fede...

Liaison Combrailles
liaison.Combrailles@fede...

66 PYRÉNÉES ORIENTALES
Groupe John Cage
vente du Monde libertaire
au 13 El Taller Treize
13 rue sainte-croix
66130 Ille-sur-Tet
john-cage@fede...

Liaison Pierre-Ruff
pierre.ruff.fa66@gmail.com

67 BAS-RHIN
Liaison Bas-Rhin
liaison-bas-rhin@fede...

Groupe de Strasbourg
groupe-strasbourg@fede...

68 HAUT-RHIN
Groupe du Haut Rhin.
groupe-haut-rhin@fede...

Liaison Colmar-Maria Nikiforova
colmar@fede...
(entre Colmar et Mulhouse)

69 RHÔNE
Groupe Graine d'anar
grainedanar@fede...

Liaison « Juste une étincelle noire »
letincelle-noire@riseup.net

70 HAUTE-SAÔNE
Liaison Haute-Saône
liaison.haute-saone@fede...

71 SAONE-ET-LOIRE
Liaison « La vache noire »
Publico 145 rue Amelot
75011 Paris

73 SAVOIE
Groupe de Chambéry
federationanarchiste73
@protonmail.com

74 HAUTE-SAVOIE
Groupe Lamotte Farinet
lamotte-farinet@fa74.org

75 PARIS
Liaison William Morris
william-morris@fede...

Groupe Anartiste
anartiste@sfr.fr

Groupe Berneri Publico
Publico
145 rue Amelot
75011 Paris
jacques.de-la-haye@wanadoo.fr

Groupe Salvador Segui
groupesalvadorsegui
@gmail.com

Groupe Botul
Publico 145 rue Amelot
75011 Paris
botul@fede...

Groupe « Commune de Paris »
Publico 145 rue Amelot
75011 Paris
commune-de-paris@fede...

Groupe Louise Michel
Publico 145 rue Amelot
75011 Paris
groupe-louise-michel@fede...

Groupe libertaire La Rue
Bibliothèque La Rue
10 rue Robert Planquette
75018 Paris
permanence tous les samedis
de 15 h 30 à 18 h 00
gllr@fede...

Groupe La Révolte
la-revolte@fede...

Groupe Pierre Besnard
vente du Monde libertaire
le dimanche
de 10 h 30 à 12 h 00
place des fêtes Paris XIXe
pierre-besnard@outlook.fr

Groupe Émile Armand
e.armand@fede...
emille.armand
@protonmail.com
https ://eanl.org

76 SEINE-MARITIME
Groupe de Rouen
rouen@fede...

78 YVELINES
Groupe Gaston Leval
gaston-leval@fede...

80 SOMME
Groupe Georges Morel
amiens@fede...

81 TARN
Groupe les ELAFF
elaf@fede...

84 VAUCLUSE
Groupe Gard-Vaucluse
fa.30.84@gmail.com

85 VENDÉE
Groupe Henri Laborit
henri-laborit@fede...

86 VIENNE
Liaison Poitiers
poitiers@fede...

87 HAUTE-VIENNE
Groupe Armand Beaure
armand-beaure@fede...

92 HAUTS-DE-SEINE
Groupe Fresnes-Antony
fresnes-antony@fede...

93 SEINE-SAINT-DENIS
Groupe Henri Poulaille
c/o La Dionyversité
4 Place Paul Langevin
93200 SAINT-DENIS
groupe-henry-poulaille
@wanadoo.fr

94 VAL-DE-MARNE
Groupe Élisée Reclus
Publico
145 rue Amelot 75011 Paris
faivry@no-log.org

95 VAL-D'OISE
Groupe les Insurgé.e.s
liaison95@fede...

97 GUADELOUPE
Liaison Guadeloupe Caraïbes
liaison-guadeloupe-caraibes
@fede...

98 NOUVELLE CALEDONIE
Individuel Albert
nouvelle-caledonie@fede...

BELGIQUE
Groupe Ici et Maintenant
groupe-ici-et-maintenant
@fede...

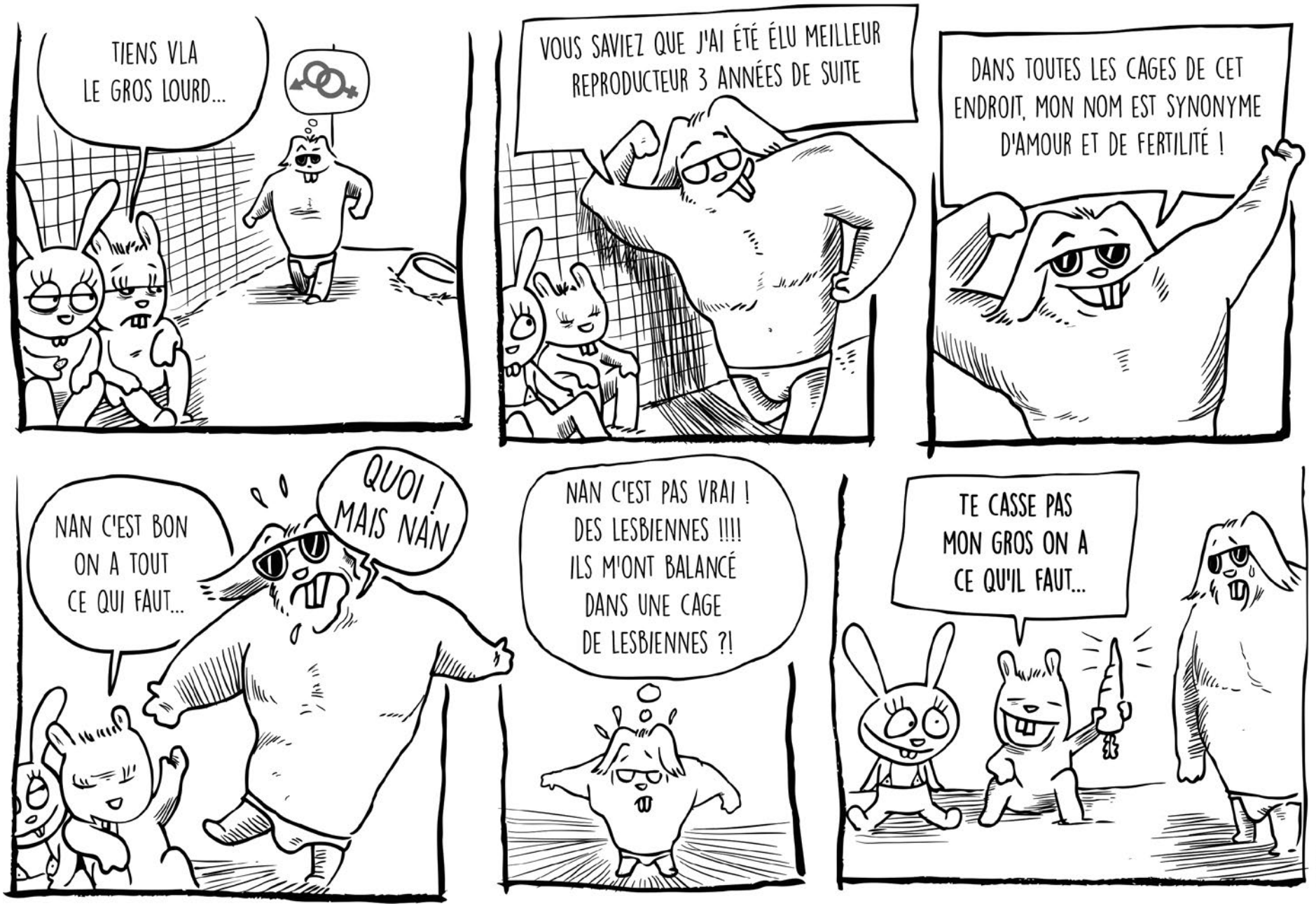
SUISSE
Fédération Libertaire des Montagnes (FLM)
rue du Soleil
92300 La Chaux-de-Fonds
Suisse
flm@fede...

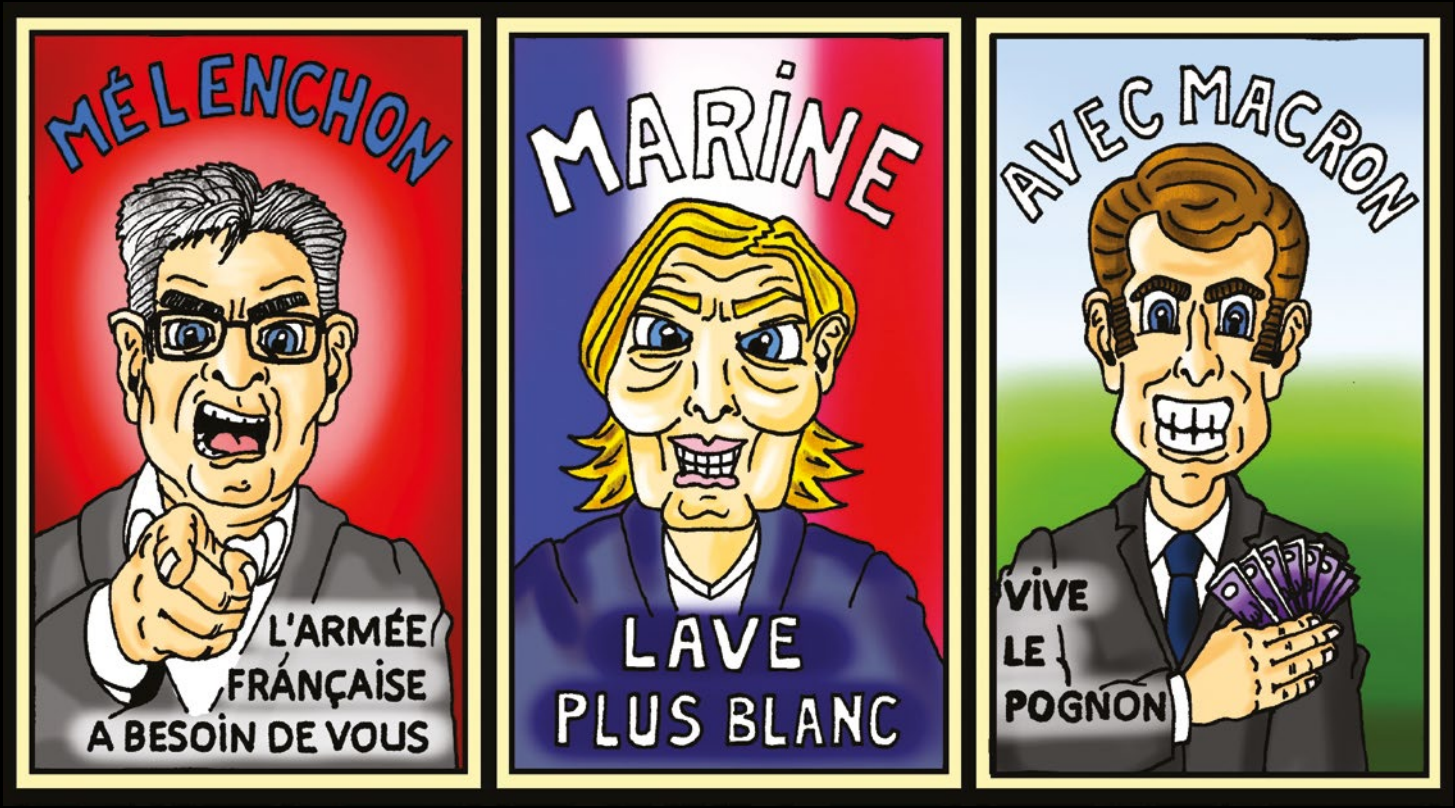
ANGLETERRE
Liaison Coventry
liaison-coventry@fede...

FEDERATION ANARCHISTE
S'ORGANISER ET LUTTER

Le site de la Fédération anarchiste
une mine d'informations sur ces groupes,
sur leurs blogs, leurs sites, leurs librairies,
leurs activités à la page suivante :
www.federation-anarchiste.org/? g=FA_Groupes

BAD RABBIT



RETOUR AU SOMMAIRE

Agir au lieu d'élire